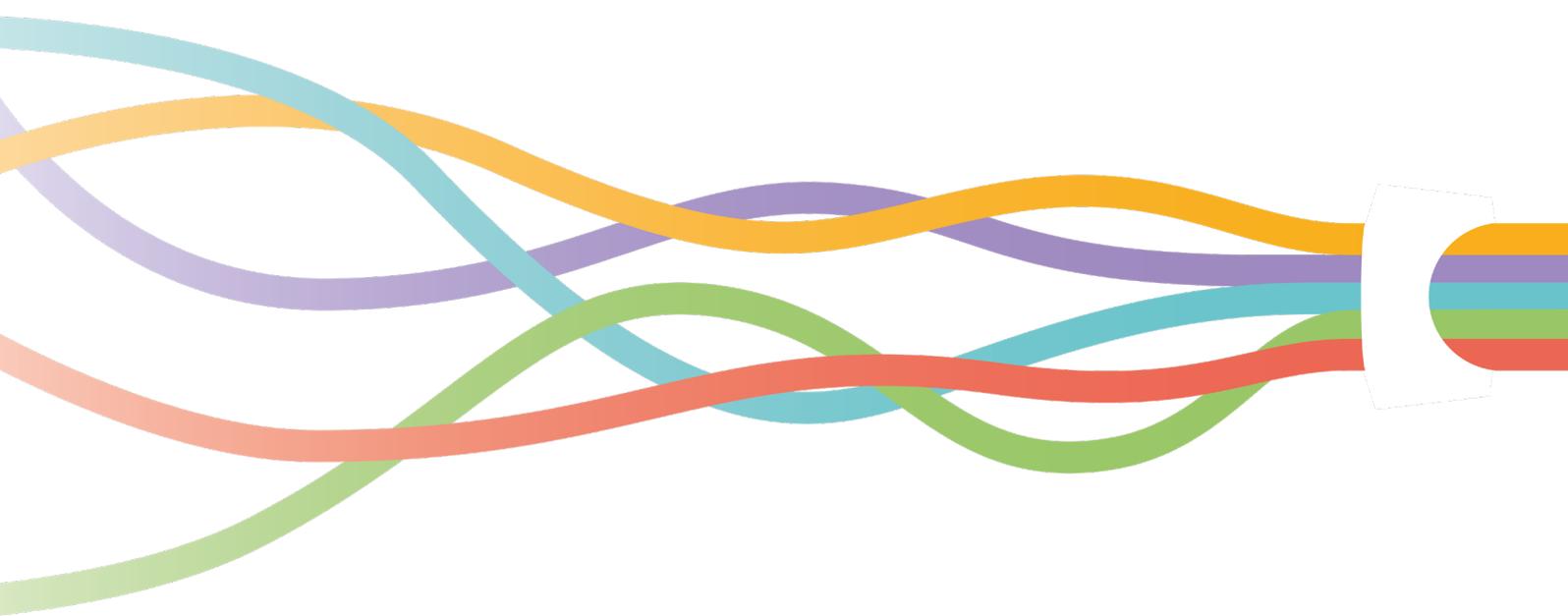


Schéma directeur
du développement durable
et de la responsabilité
sociétale et environnementale
2025-2030



Comme tous les établissements d'Enseignement supérieur et de recherche, notre université a été invitée à produire un Schéma directeur DDRSE pour affirmer ses choix stratégiques en matière de responsabilité sociétale et de transition écologique pour la période 2025-2030. En nous appuyant sur la dynamique impulsée dans ce domaine depuis quelques années par notre université, nous avons souhaité nous saisir de l'élaboration de ce schéma directeur pour mettre en valeur nos actions, penser plus fortement leur structuration et mieux accompagner leur prolongement, mais aussi et surtout pour nous fixer de nouvelles ambitions. Il s'agit ainsi de conduire notre université vers une « responsabilité renforcée », capable de répondre à la diversité des défis et soucieuse d'opérer et d'accompagner, en tant qu'institution, les nécessaires transitions.

Pour ce faire, nous avons privilégié une démarche d'intelligence collective, mobilisant largement notre communauté universitaire (180 contributeurs et contributrices), et définissant, sur la base de valeurs partagées, des orientations pour guider nos missions au service de la société. Il peut s'agir, par exemple, de l'égal accès aux études supérieures pour toutes et tous, de la lutte contre toutes les formes de discrimination, de la diminution de notre empreinte carbone ou encore du rôle des savoirs et de la science pour comprendre les changements en cours et construire un avenir plus juste, plus durable et plus harmonieux. L'élaboration et l'adoption du schéma directeur DDRSE marquent une étape importante de la trajectoire de transformation dans laquelle l'UT2J s'est résolument investie depuis quelques années. Ce schéma témoigne de notre conscience, en tant que communauté, que des virages majeurs doivent encore être engagés. Ses ambitions sont fortes, elles sont porteuses de ruptures parfois exigeantes dans nos manières de faire, collectives et individuelles. Il nous appartient désormais de les mettre concrètement en actes dans tous les domaines de nos activités. Chacun, chacune, quelle que soit son activité dans notre établissement, a son rôle à jouer. La réussite de la démarche repose sur nos engagements et sur nos capacités, au-delà de nos différentes sensibilités, à coopérer et nous relier !

Ce Schéma directeur constitue une invitation à considérer que notre université, parce qu'elle fait société autant qu'elle est dans la société – que notre « Univers-Cité », comme nous aimons à la penser, – est un commun qui exige respect et attention, et qu'elle offre des espaces d'expérimentation et peut-être d'avant-garde, pour construire le monde que nous voulons : un monde plus juste, plus éclairé, ouvert à l'altérité et au service d'un enjeu majeur, celui de « l'habitabilité » de notre planète.

Emmanuelle Garnier
Présidente de l'Université

Laurence Barthe
Vice-présidente déléguée Responsabilité sociétale de l'Université

Voté au conseil d'administration du 11 mars 2025

Sommaire

Introduction	3
Ambition 1 Vers une transformation systémique de nos manières d'agir pour remplir nos missions en interaction avec les territoires	8
▪ La gouvernance et le pilotage de la stratégie DDRSE	10
▪ La stratégie de communication responsable	18
▪ La politique d'achats responsables	22
▪ La stratégie du numérique responsable	24
Ambition 2 Former une société éclairée, agissant sur les transitions	29
▪ Déployer le socle commun pour la formation TEDS	31
Ambition 3 Conduire et partager des recherches en SHS et ALL contributrices aux enjeux des transformations écologiques et sociales	41
▪ Formaliser l'intégration du DDRS dans la stratégie de recherche	43
▪ Formaliser la stratégie d'interaction sciences et société	51
▪ Dispositif de réflexion éthique	62
Ambition 4 Réduire notre empreinte environnementale et faire de nos campus, de leurs écosystèmes des laboratoires d'expérimentation et de diffusion de pratiques responsables	66
▪ Politique de diminution des émissions de gaz à effet de serre	67
▪ Plan de mobilité	69
▪ Mise en œuvre et intégration des critères environnementaux, sociaux et de performance énergétique du bâti dans le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI)	71
▪ Politique de réduction de la consommation des ressources	74
▪ Politique de prévention et de réduction des atteintes à l'environnement	75
▪ Politique en faveur de la biodiversité	83
Ambition 5 S'engager et agir pour le bien vivre à l'université dans le respect de chacun et chacune	87
▪ Politique d'égalité des chances	90
▪ Schéma directeur pluriannuel du handicap	92
▪ Schéma directeur de la vie étudiante	92
▪ Plan égalité femmes-hommes 2025-2027	93
▪ Politique de prévention, de santé et de sécurité	93
▪ Politique de qualité de vie au travail	94
▪ Développement des compétences, dont les compétences DDRS, dans l'évolution des métiers	96
Annexes	99
Index	103
	110

Pour la rédaction et la mise en page de ce document, une attention particulière a été portée aux principes d'inclusivité et d'accessibilité

INTRODUCTION

L'UT2J, une grande université en SHS ALL engagée sur les sujets et enjeux du DDRSE

Composée de 5 UFR, 7 instituts (dont 2 IUT), 1 école interne, 1 INSPE et de 23 laboratoires, l'UT2J est présente sur un vaste territoire de la région Occitanie et 15 sites géographiques, 5 à Toulouse et 10 en région, répartis dans plusieurs villes universitaires d'équilibre (VUE) : Cahors, Foix, Montauban, Figeac, Albi, Auch, Rodez et Tarbes. Elle est également présente à l'international, à Kuala Lumpur (Malaisie), et fait partie de la Communauté d'universités et d'établissements expérimentale de Toulouse. À ce titre, elle est impliquée dans différents projets inter-établissements en matière de formation, de recherche, de vie étudiante, de mobilité et participe à la mise en réseaux de ses pratiques. Depuis le 1er janvier 2025, elle est membre associé de l'EPE Université de Toulouse.

L'UT2J est l'une des plus grandes universités françaises d'arts, lettres et langues (ALL) et de sciences humaines et sociales (SHS) avec 31 000 étudiantes et étudiants et 2176 personnels. Elle couvre les domaines disciplinaires académiques des ALL, SHS et Sciences, technologies, santé (STS) et favorise les actions de formation et recherche à la croisée de ces disciplines.

Face aux transformations rapides et profondes auxquelles nos sociétés se trouvent confrontées, sur les plans écologique, démocratique, social, économique, numérique, les SHS tout comme les ALL sont plus que jamais attendues car, dans le nécessaire travail transdisciplinaire que requiert la complexité des transitions, elles permettent de comprendre les dynamiques à l'œuvre, d'anticiper les bouleversements et d'imaginer des solutions concrètes que les citoyennes et citoyens, comme les établissements publics, peuvent s'approprier. En tant qu'établissement d'enseignement supérieur

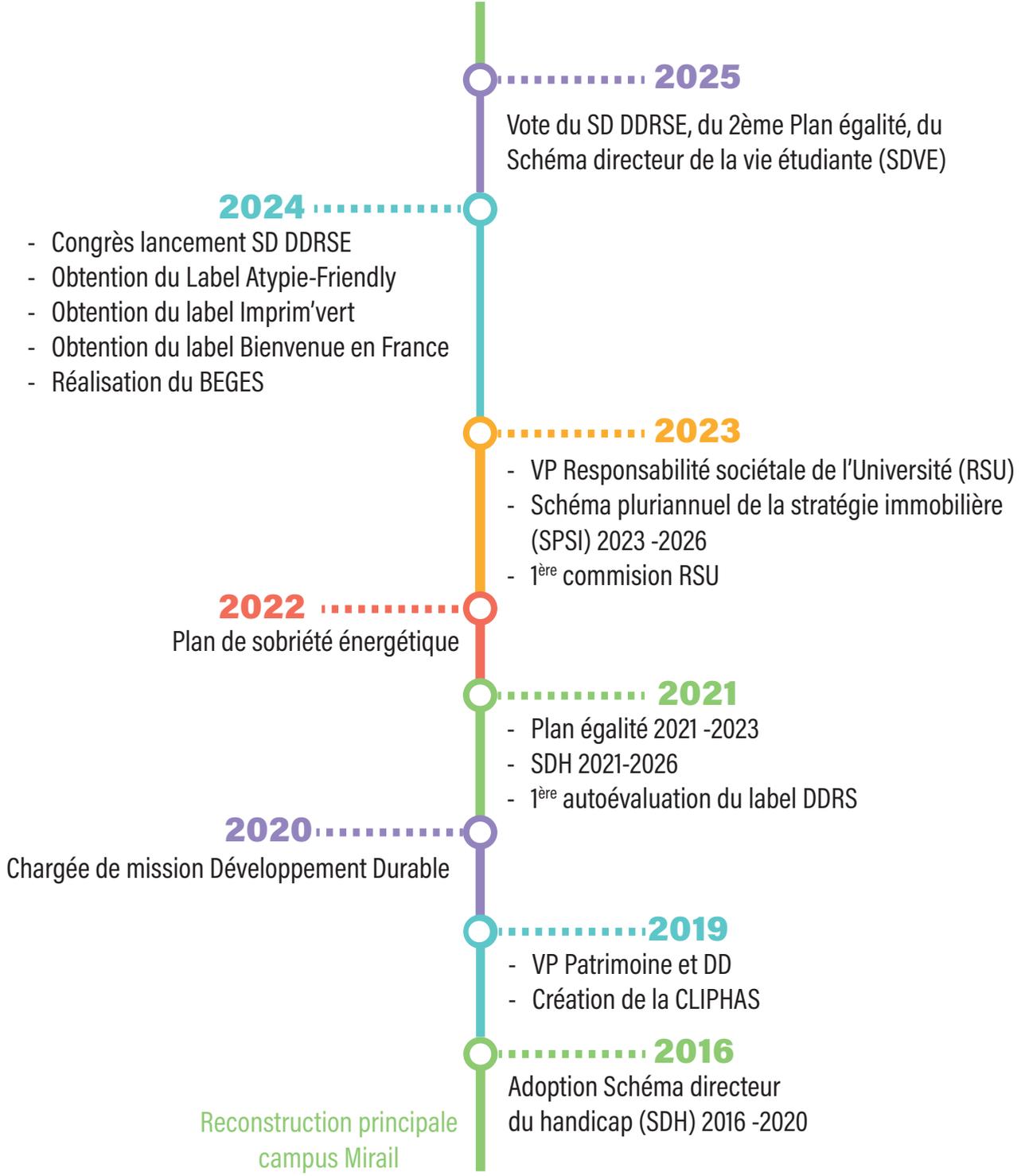
et de recherche, avec la confiance en la science qui nous rassemble et la culture du débat éclairé et raisonné qui nous est chère, nous sommes déterminé·es à nous emparer de notre potentiel de réflexion et de nos leviers d'action pour contribuer à la préservation de notre planète et de notre humanité.

L'UT2J a depuis longtemps pris des engagements forts sur les sujets de transition écologique et sociétale. Depuis plus de 20 ans (cf. frise chronologique), elle déploie une politique volontariste, ambitieuse et pionnière en faveur de l'inclusion des personnes en situation de handicap et est également reconnue pour son engagement de longue date dans les travaux de recherche et les enseignements sur les rapports de genre. Au fil des années, des missions ont été construites autour de ces thématiques et ont permis d'amplifier les actions en faveur de l'inclusivité et de l'égalité.

En 2023, la création d'une vice-présidence déléguée à la Responsabilité sociétale de l'université (VPD RSU) confirme les engagements sur les questions de société et de transition écologique, en appréhendant de manière transversale les questions d'égalité femmes-hommes, de handicap et de développement durable.

L'engagement dans la RSU s'inscrit également dans une action partenariale à l'échelle du site toulousain à travers la participation au bureau TES de la communauté d'universités et établissements de Toulouse (Comue) qui réunit l'ensemble des responsables du domaine DDRSE des établissements et qui permet une projection et des actions transversales. L'implication dans la commission TES de France Universités, l'adhésion au réseau des VP TREES et à l'association CIRSES sont des leviers pour nourrir et approfondir nos engagements et nos pratiques.





Une action DDRSE déjà bien ancrée dans notre politique d'établissement

Le contrat actuel 2021-2026 dessine la trajectoire de l'établissement, réaffirmant son identité et ses valeurs humanistes. Dans ce cadre, ses orientations stratégiques visent à faire de l'UT2J :

- Une université inclusive
- Une université ouverte sur l'extérieur
- Une université accueillante et bienveillante
- Une université citoyenne
- Une université créative

Outre le contrat actuel, différents documents stratégiques structurent et affirment les engagements DDRS :

- Schéma directeur pluriannuel du handicap 2021-2026, adopté en conseil d'administration le 12 avril 2022 (après un premier schéma adopté en 2016)
- Plan égalité femmes-hommes 2021-2023 et nouveau plan 2025-27
- Schéma d'amélioration de la vie étudiante 2021-

2026 de la Comue

- Plan de sobriété énergétique validé en 2022
- Plan particulièrement attentif à l'amélioration continue de la qualité de vie dans les différents campus, aux économies d'énergie, à l'accessibilité des campus aux personnes en situation de handicap (sur ce sujet, l'établissement est allé au-delà de ses obligations réglementaires)
- Nouveau dispositif de traitement des signalements (2024) via l'ouverture de la plateforme « signalement » prenant en compte l'ensemble des discriminations (VSS, handicap, laïcité...)
- Schéma d'amélioration de la vie étudiante (SDVE) 2024-2026
- Plan de mobilité en cours d'élaboration à l'échelle de la Comue avec déclinaison spécifique pour nos campus

Une université qui prend ses responsabilités : quelques éléments marquants

Taux d'emploi des travailleurs et travailleuses handicapés de 6,62% (déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) 2024)

La part des professeuses d'université dépasse pour la première fois celle des hommes (52% de femmes et 48% d'hommes)

Signataire en 2024 de la charte d'Atypie-Friendly après avoir participé depuis 2019 aux travaux de lancement de la démarche sur le site toulousain

Signature de la convention cadre « Atouts pour Tous » - depuis sa création en 2011 et renouvelée en 2024

Cheffe de file du groupe de travail inclusivité, diversité et soutenabilité dans le cadre de l'université européenne UNIVERSEH

Université partenaire de 2 campus connectés dans les villes universitaires d'équilibre de Foix et Cahors

Membre de l'UVED

Label Imprim' Vert- depuis mars 2024

Convention AFEV

Le SD DDRSE, un grand rendez-vous pour acter des transformations de nos missions

Le Schéma directeur développement durable - responsabilité sociétale et environnementale (SD DDRSE) vient mettre en lien, amplifier et donner sens aux différents engagements pris et à prendre, en s'appuyant sur une mobilisation large des membres de la communauté. Ce schéma vise, d'une part, à intégrer davantage les dimensions écologiques et sociétales dans toutes les missions de l'université faisant du DDRSE un domaine de référence pour l'ensemble de nos activités et, d'autre part, à projeter à l'horizon de 5 ans les transformations de nos missions et de notre mode de fonctionnement.

L'écriture du SD DDRSE s'inscrit dans un contexte marqué par plusieurs évolutions de fond :

- règlementaire : plan climat biodiversité du MESR en décembre 2022 qui rend obligatoire l'écriture d'un schéma DDRSE à l'horizon fin 2024 ;
- écologique et sociétale : urgences liées au changement climatique, au dépassement des limites planétaires qui amènent des interpellations nouvelles y compris de nos étudiant•es et de nos personnels : nous ne pouvons pas rester de simples spectateur•rices des changements majeurs qui s'opèrent sur la planète ;
- des initiatives, expérimentations nombreuses dans notre université, ses différents campus, qui montrent des engagements dans tous les domaines de la formation, de la recherche, du fonctionnement des services, du vivre ensemble.

Pour notre établissement, ce schéma constitue un acte fort et trace une trajectoire permettant d'affirmer un projet politique qui vise à transformer profondément et durablement notre université : plus qu'un schéma technique, il définit le projet que notre communauté souhaite se donner pour être à la hauteur des enjeux écologiques et sociétaux, en remobilisant nos acquis pour aller plus loin dans nos contributions aux changements, voire aux bifurcations que l'ensemble de la société doit opérer. L'affirmation du projet politique dans

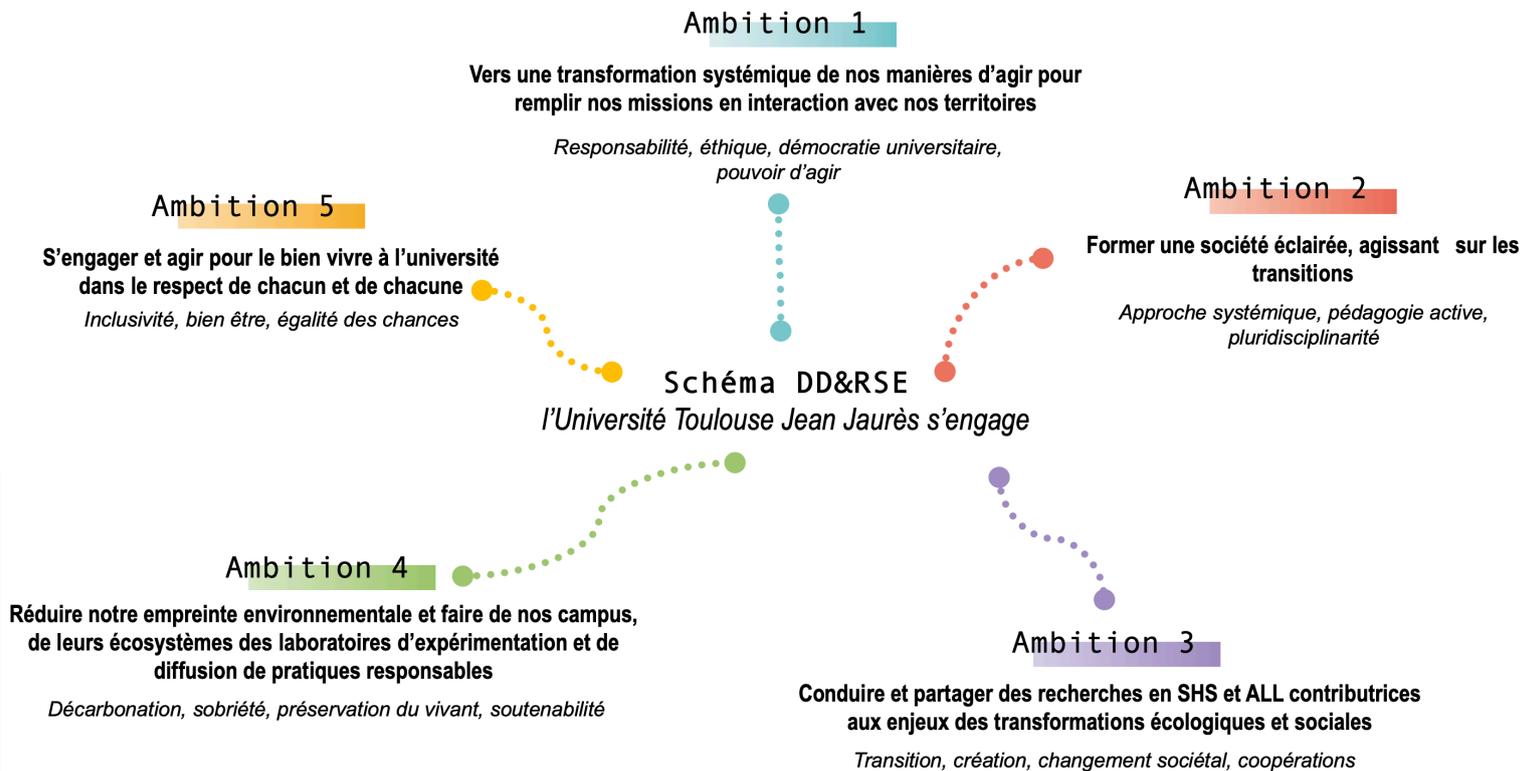
le cadre du schéma DDRSE est d'autant plus stratégique qu'elle s'inscrit à un moment de convergence de différents cadres de négociation de moyens (COMP) et d'évaluation Hcéres, qui sont autant d'occasions de réinterroger et affirmer notre positionnement et notre raison d'être. Notre objectif est de faire reconnaître l'UT2J comme une contributrice majeure des ALL et SHS dans son écosystème, aux côtés de ses partenaires académiques, territoriaux, économiques et socio-culturels. Notre institution se fixe ainsi pour objectif au cours des prochaines années de revendiquer son ancrage dans la cité, de se faire reconnaître comme une véritable « Univers-Cité », en devenant un espace visible de formation et de recherche en forte résonance avec les enjeux de société que soulèvent les transitions environnementale, énergétique, économique, numérique, politique et citoyenne. Il s'agit, d'une part, de répondre au besoin qu'ont les personnes et les collectifs de mieux comprendre les bouleversements humains, sociaux et écologiques actuels et à venir et, d'autre part, de rénover en profondeur le regard porté sur la valeur de la recherche et de la formation à l'UT2J.

Notre raison d'agir peut ainsi être résumée :

- « Nous, UT2J,
- actons la reconnaissance d'un monde anthropocène caractérisé par une fragilisation inédite de la vie, des libertés, de notre humanité, un accroissement des inégalités et vulnérabilités sociales, politiques, écologiques, économiques, technologiques,
 - souhaitons mobiliser nos missions de formation et de recherche pour accompagner, par la production de connaissances et de compétences, les nécessaires bifurcations à opérer pour et par la société,
 - nous engageons collectivement à opérer une réduction exemplaire de notre impact sur l'environnement et à contribuer à l'atténuation du changement climatique, à respecter le cadre de limites planétaires en adaptant nos pratiques et le fonctionnement quotidien de nos campus. »

Les ambitions du schéma

Notre objectif prioritaire pour les cinq ans à venir est de faire de la stratégie DDRSE (de ses valeurs et de ses objectifs) l'axe structurant et irriguant de la politique d'établissement avec comme horizon intermédiaire la labellisation DDRSE en 2027. Il s'agit de faire des transitions écologiques et sociétales le socle d'un changement de cap contribuant à redéfinir les leviers de notre contribution singulière à la transformation de la société par la formation et la recherche et à s'engager dans un processus d'exemplarité quant aux impacts environnementaux de nos activités.





Ambition 1

**Vers une transformation
systémique de nos manières
d'agir pour remplir nos missions
en interaction avec les territoires**

La mise en place du schéma DDRSE passe par l'adaptation de notre gouvernance et la mise en avant de cadres de dialogue facilitant les engagements et les contributions de la communauté dans ses composantes et services pour mieux s'approprier les enjeux des transformations écologiques, sociétales, les mettre en débat et faire évoluer les métiers et pratiques. Les politiques d'achats responsables et du numérique responsable sont des leviers majeurs de transformation de nos pratiques et de nos missions. Le renforcement de nos méthodes et outils de communication constitue le cadre nécessaire pour porter à connaissance, sensibiliser, impliquer les parties prenantes et pour accompagner la mise en œuvre de la stratégie et des interactions avec la société, les territoires.

Les mots clefs :

responsabilité, éthique, démocratie universitaire, pouvoir d'agir

« C'est une chose d'avoir les données, c'en est une tout autre de les traduire dans l'action publique et l'action personnelle. Pensez aux scientifiques du GIEC parfois désespéré·es sur les plateaux de télévision : leurs recherches disent clairement qu'on va droit dans le mur, et pourtant on n'en fait pas assez, sans que ça nous empêche majoritairement de dormir ! Parler et agir en scientifique ou en politique, ce n'est pas la même chose. Nous avons un problème de traduction, et pourtant les catastrophes écologiques, parce qu'elles brassent des phénomènes que nous qualifions de naturels et des réponses qui dépendent de la décision politique, exigent que nous apprenions à composer en même temps avec les sciences et la politique. »

Aline Wiame, « Tomber en écologie », conférence de lancement du dispositif d'enquêtes citoyennes Où atterrir ? – Toulouse. Une expérimentation artistique, scientifique et politique, 12 octobre 2024. Où atterrir ? – Toulouse est co-portée par l'UT2J, le collectif arts-sciences Rivage et le Quai des Savoirs et cofinancé par TIRIS et l'Institut Universitaire de France.

Sommaire

- La gouvernance et le pilotage des sujets DDRSE
- La stratégie de communication responsable
- La politique d'achats responsables
- La stratégie du numérique responsable

La gouvernance et le pilotage de la stratégie DDRSE

I. État des lieux

Une gouvernance renforcée sur les sujets du DDRSE

Des priorités en matière de DDRSE sont intégrées de longue date dans la gouvernance de l'établissement par la création de missions sur les questions de handicap, d'égalité femmes-hommes, de développement durable et par la mobilisation d'une vice-présidence patrimoine et développement durable particulièrement investie sur le suivi des questions environnementales.

En 2023, la création d'une vice-présidence déléguée à la RSU consolide l'engagement de l'établissement en inscrivant ces sujets au plus haut niveau de la gouvernance et en privilégiant une approche transversale.

Dans le cadre du contrat 2021-2026, les axes stratégiques affirment le positionnement éthique et l'identité de l'UT2J en assumant et revendiquant ses valeurs humanistes tout en se projetant avec confiance dans un contexte, exigeant et complexe, de forte évolution de son environnement académique et territorial. Les objectifs du Projet d'établissement au sens large (comprenant le SPSI, SDH, Plan Égalité, PSE), le projet stratégique de l'administration et les projets de services et de composantes comprennent, chacun à leur niveau, des orientations clairement identifiées DDRS et il s'agit désormais de les mettre davantage en cohérence. L'écriture quasi simultanée du SD DDRSE et du Contrat d'objectifs, de moyens et de performance 2025-27 (COMP) a constitué un tremplin pour définir et cibler les priorités politiques en matière de DDRSE en lien avec l'ensemble de nos missions pour les 5 années à venir, permettant de nous positionner sur une labellisation à l'horizon 2027 et de nourrir le socle du futur projet

d'établissement.

Une ingénierie de projet mobilisée sur le DDRSE à tous les niveaux de l'établissement

L'UT2J investit depuis de nombreuses années sur le développement durable et la responsabilité sociale. Ces dernières années ont été marquées par une accentuation de ces investissements qui témoigne de l'engagement concret pour atteindre ses objectifs de DDRS. En particulier, l'université mobilise le pôle Aide au Pilotage et Politique d'Etablissement (APPE) de la Direction de l'Évaluation, des Études et de la Prospective (DEEP) pour assurer la coordination globale du SDDRSE et garantir un appui sur l'élaboration et la mise en œuvre de certains projets transversaux. Des nouvelles ressources humaines clés nous ont rejoint notamment une ingénieure pour l'accompagnement et le suivi des plans transversaux et une chargée de projet BEGES à la DEEP, un économiste de flux et un technicien paysagiste et biodiversité à la DPIGC. Pour accompagner cette dynamique, un budget dédié a été alloué (50 k€ en 2024), conçu comme effet levier et catalyseur de mobilisations et de partenariats innovants. Parallèlement, en créant en début d'année 2025, au niveau de chaque centre de responsabilité budgétaire, un centre de coût dédié à la RSU, le système d'information financier est structuré afin de créer les conditions d'un pilotage global des investissements sur ce périmètre très transversal. En complément, un soutien financier substantiel est attendu dans le cadre du COMP 2025-2027 pour lequel les échanges sont encore en cours avec le ministère au moment de la rédaction. Les dimensions DDRSE sont également intégrées dans le projet stratégique de l'administration. Une orientation « engagement dans le schéma directeur DDRSE » a même été retenue comme priorité pour l'élaboration des projets de service.

Les initiatives des services et des composantes sont recensées (revue de projets, compte-rendu dans les instances), encouragées et font l'objet d'une évaluation puis d'une publicité (UFR LPMASC, laboratoires, réseau DDRS du SCD, labellisation Imprim'vert...), afin de diffuser les bonnes pratiques et les retours d'expérience mobilisateurs. Le recensement des compétences et expertises est avancé et doit être systématisé.

Un Service Commun de la Documentation (SCD) pilote en matière de DDRSE

Le SCD a mis en place à partir de 2019 une organisation fonctionnelle permettant de couvrir trois domaines du DDRSE : la prise en compte des situations de handicap, la lutte contre les discriminations de genre et pour l'égalité femmes-hommes et le développement durable. Il s'est doté de groupes de travail pérennes, basés sur une participation volontaire des agent•es des services. Des référent•es handicap ont ainsi été identifié•es dans les différentes bibliothèques dès 2019, avec une personne coordonnant les actions. Les deux autres groupes se sont construits au moment de la réflexion sur le projet de service du SCD en 2020-21 et appuient leur feuille de route sur les axes de celui-ci. La participation des agent•es est formalisée par l'identification de cette mission dans leur fiche de poste, avec une quotité de travail allant de 5% à 15% de leur temps de travail selon les groupes. Les projets sont fondés sur une logique de co-construction et de collaboration, chaque agent•e y contribuant à hauteur de sa disponibilité et travaillent en étroite collaboration avec les services ou chargé•es de mission de l'Université investi•es sur ces sujets, afin que les actions menées soient cohérentes avec celles pilotées par les services centraux. Au total, plus d'une trentaine de personnels du SCD collaborent au sein l'un de ces groupes et participent activement à la mise en place d'actions autour du DDRSE au sein des bibliothèques.

Notre université met en place un dispositif de pilotage et de suivi de chaque plan stratégique, par exemple pour le plan de sobriété, le plan égalité, le schéma directeur pluriannuel du handicap et le schéma pluriannuel de stratégie immobilière 2023-26. Ce dispositif est renforcé par l'initialisation d'un système d'information décisionnel DDRSE, qui centralise des données cruciales telles que nos consommations d'énergie et notre production d'électricité photovoltaïque. Pour garantir une prise de décision éclairée et favoriser la transparence, des tableaux de bord de pilotage sont élaborés et régulièrement mis à jour, permettant ainsi de partager efficacement ces informations avec l'ensemble de la communauté universitaire. Ces outils facilitent le suivi des indicateurs de performance et la communication des résultats, contribuant ainsi à la réussite des objectifs fixés par les différents schémas.

Un travail de fond de mobilisation de l'ensemble de la communauté et des partenaires externes

Notre université est historiquement mobilisée sur les enjeux sociétaux et écologiques à travers ses personnels et étudiant•es ou bien encore ses organisations syndicales, associations étudiantes, SCASC et les collectifs pluridisciplinaires comme l'ATECOPOL.

Il convient de souligner la diversité et la force des engagements en lien avec le DDRSE qui maillent les activités, le fonctionnement, la vie quotidienne et le rayonnement de notre université avec :

- des offres de formation initiale et continue spécialisées de longue date ou récemment créées dans le champ DDRSE, présentes sur nos différents campus
- des laboratoires de recherche avec des programmes référents à l'échelle régionale, nationale voire internationale sur des sujets, méthodes de recherche et valorisation en lien avec le changement climatique, les transitions écologiques et sociétales (organisation et accueil de colloque nationaux, internationaux sur la question du genre par exemple, organisation des 1ères assises de la recherche Pratiques et formes d'engagement en 2024)
- un engagement européen dans UNIVERSEH, alliance de sept universités européennes, lancée en 2020 avec le soutien du programme Erasmus+. L'UT2J coordonne les efforts toulousains sur l'inclusivité et la durabilité. Le réseau UNIVERSEH vise à promouvoir des pratiques environnementales durables, notamment grâce à des déplacements écoresponsables et des mobilités virtuelles. Des actions telles que podcasts, formations en ligne et conférences étudiantes sont mises en place pour sensibiliser à ces enjeux. Les cours UNIVERSEH sont co-construits avec des partenaires européens et doivent respecter des critères d'inclusivité et de durabilité
- une politique culturelle conduite par la VP culture en lien avec le Centre d'initiatives artistiques du Mirail (CIAM), avec une programmation qui fait une large place aux questions sociétales, écologiques tant dans la diffusion que la production d'offres artistiques, en lien avec les étudiant•es, les artistes, et les partenaires locaux de nos différents campus
- une montée en puissance des associations étudiantes engagées sur les questions environnementales et sociétales;
- l'organisation régulière d'évènements de

sensibilisation des étudiantes et étudiants par le SIMPPS sur les questions de sexualité, santé, bien-être en lien avec l'environnement

- la production régulière d'évènements, actions de partage et mise en débat des connaissances portées par les étudiant•es, le corps enseignant, les personnels BIATSS : conférences, projection de films, forum de la recherche, ateliers de sensibilisation, semaine Handifac... qui mobilisent l'ensemble de la communauté, en lien avec nos partenaires (CROUS, TISSEO, Zero Waste, AFEV, acteurs éducatifs du quartier, FREDD...)
- l'implication dans des évènements récurrents de portée régionale ou nationale : Fête de la science, Nuits des chercheurs, Journée internationale des droits des femmes, DuoDay...
- l'organisation en lien avec la Comue de Toulouse du 1er festival des campus en Transition Futurs Proches le 3 octobre 2024 qui a mobilisé l'ensemble de la communauté sur tous nos campus autour d'une variété d'évènements facilitant l'acculturation, le débat, l'action sur les champs du DDRSE
- la production de différents supports médias pour porter à connaissance des actions, initiatives dans différents domaines de la recherche, de la production numérique image et son de la programmation culturelle (Miroir le webmedia de notre université avec différentes productions de podcasts par exemple, E-m@g, lettre de la MIN...).

La sensibilisation et le souci d'implication croissante de toutes les parties prenantes internes sont donc bien présents, même si ces ambitions doivent continuer à retenir notre attention et à être mieux articulées et plus visibles.

L'UT2J est par ailleurs partie prenante d'un dialogue et d'une co-construction avec le Conseil Régional Occitanie, Pyrénées, Méditerranée à travers le Schéma Régional de l'Enseignement Supérieur, de la Recherche et de l'Innovation 2022-2028 (SRESRI) qui priorise les formations et la recherche en lien avec les transitions et qui promeut une attention particulière à la présence de l'ESR dans les territoires régionaux. Sur ce dernier point, notre université est historiquement engagée dans une démarche de territorialisation de ses missions à travers le déploiement de campus universitaires dans les villes universitaires d'équilibre permettant une démocratisation de l'accès à l'enseignement supérieur et le déploiement d'offres de formation singulières, à rayonnement régional et national.

Dans ce cadre, chaque site universitaire en VUE a construit, de manière concertée avec les parties prenantes internes et externes (collectivités locales, associations, entreprises), un schéma local de site enseignement recherche innovation (SLESRI) autour d'un projet liant enjeux de la formation, de la recherche et de la vie étudiante.

Le dialogue et les actions partenariales avec une myriade d'acteurs (collectivités territoriales, associations, organismes publics, acteurs de l'économie sociale et solidaire) sont consubstantielles à toutes nos missions et se vivent au quotidien à différentes échelles dans le cadre du pilotage de la politique d'établissement et des activités de formation, de recherche, de la vie universitaire, de coopération internationale. Nombre de partenaires sont parties prenantes de nos instances de gouvernance – conseils centraux, commissions – ou d'appui au pilotage de la formation comme les conseils de perfectionnement de nos formations ou encore dans les comités de site dans le cadre des SLESRI. Et nombre de membres de la communauté sont impliqués dans des instances de gouvernance, consultatives, de conseils scientifiques de structures partenaires (collectivités territoriales, organismes nationaux, internationaux).

Un travail partenarial sur les sujets RSU (égalité, handicap, développement durable) est conduit dans le cadre de la Comue de Toulouse via la participation au bureau Transition écologique et sociétale et aux réseaux référent•es égalité, handicap rassemblant les différents acteurs et actrices concernées par ces sujets, permettant de porter l'analyse et la mise en œuvre d'actions à une autre échelle, avec un effet de masse critique pour expérimenter et transformer de manière plus tangible certains processus (la mobilité, la formation à la TEDS des étudiant•es et des personnels, le BEGES, les SAPS...). L'implication de l'UT2J dans l'UVED, le réseau des VP TREES, l'association CIRSES et la commission TES de France Universités participent d'un renforcement des compétences et des logiques de projet autour du DDRSE (cf. *annexes 1 et 2*).

L'élaboration du SD DDRSE, un cadre de dialogue pour promouvoir une gouvernance transversale, une contribution forte de la communauté autour d'un projet de transformation

Coordonnée par la VPD RSU, la démarche d'élaboration du SD DDRSE a permis de mettre en place une gouvernance adaptée avec un comité de projet rassemblant l'ensemble de l'équipe de direction politique et administrative de l'établissement, répartie en binômes (VP et DGSA) pour piloter les travaux des grands axes du schéma (en correspondance avec le référentiel du label DDRS). Chaque binôme coordonne des groupes de travail (GT) - déclinés en chantiers si nécessaire - organisés autour des différents sujets à traiter (exemple : GT formation des étudiant•es à la TEDS, GT numérique responsable).

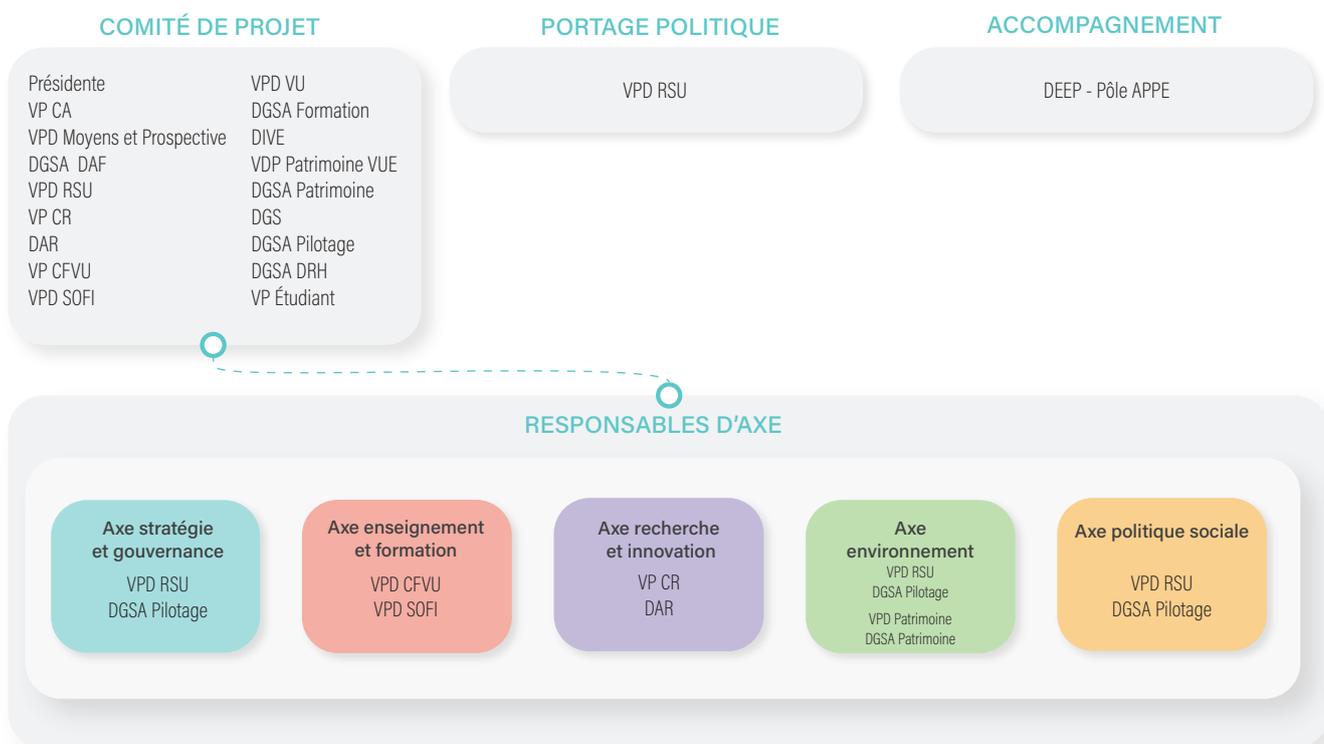
À partir des variables stratégiques et opérationnelles relevant de son périmètre, chaque GT (ou chantier) avait la charge de réaliser un état des lieux de l'existant, de définir les objectifs à atteindre, d'élaborer un plan d'action et de cartographier les parties prenantes. Pour chaque variable du référentiel DDRS, les GT ont ainsi évalué la position actuelle de l'UT2J par rapport aux 5 niveaux d'autoévaluation et ont défini le niveau visé au terme du schéma directeur.

Afin de s'inscrire dans une démarche participative et contributive, l'ensemble de la démarche a été présentée devant le Congrès de l'université le 30 janvier 2024 et un appel à participation aux GT a été lancé. La liste des GT et les premières dates de réunion ont également été mises en ligne sur le Blog Vie institutionnelle de l'établissement. 25 groupes de travail et 11 chantiers ont été identifiés. Les GT sont composés de 6 à 29 contributeur•rices. L'ensemble de la démarche a ainsi réuni 186 participant•es. En moyenne, les GT / chantiers se sont réunis à 3 ou 4 reprises entre mars et octobre 2024, pour une restitution des travaux en novembre (cf. *annexe 3*).

Un nouveau groupe de travail a été mis en place sur le champ du numérique responsable : il a été intégré à l'axe 1 portant sur la gouvernance, du fait de son caractère transversal et stratégique. Un nouveau groupe de travail sera créé sur la culture, sujet lui aussi transversal, très ancré dans notre université tant dans l'enseignement que dans la

recherche, notamment la recherche-création, et qui constitue un de nos 3 axes scientifiques (Cf. COMP). Il s'agit d'un levier puissant de sensibilisation à la transformation de nos pratiques. Deux GT ont vu leurs travaux reportés : celui concernant l'alimentation responsable pour lequel un périmètre de contributeur rices a été défini mais les charges de travail ont obligé à décaler le travail à l'année 2025. Un autre chantier portant sur l'intégration des apports des recherches dans les formations n'a pas été investi ; il s'agit d'une dimension fortement mise en pratique à l'UT2J, qui pourra faire l'objet d'approfondissements lors de notre future accréditation.

L'ensemble de la démarche a été pilotée par la VP-RSU et le pôle APPE de la DEEP, avec les outils de la démarche qualité, promouvant une approche projet soucieuse de transversalité et de co-construction pour impliquer toutes les sphères de l'établissement ( quipe politique, administration, services, personnels,  tudiant es). Au démarrage des travaux, l'ensemble de l'équipe politique et des DGSA a suivi une demi-journée de formation aux enjeux de la TEDS réalisée par un groupe d'EC de l'ATECOPOL proposant une approche pluridisciplinaire de ces enjeux, qui ont ensuite été discutés en ateliers thématiques selon les 5 axes du schéma.



Comité de projet pour l'élaboration du schéma directeur DDRSE

Le comité de projet a permis de mobiliser l'équipe de direction et de suivre l'avancée de l'écriture du schéma, de repérer les sujets transversaux et d'identifier les effets verrous, les sujets peu traités. L'avancée des travaux a été partagée et mise en débat au sein de la Commission RSU, instance de suivi de la politique RSU qui regroupe une cinquantaine de personnes représentative des différentes instances et composantes de l'université, y compris les  tudiant es. Cette commission, dans le cadre d'ateliers en petits groupes, a permis d'approfondir le questionnement sur les leviers permettant d'embarquer l'ensemble de la communauté.

Enfin, les avancées des travaux du SD ont été présentées dans différentes instances délibératives ou informatives (conférence de la recherche, CFVU, conférences des formations, commission SOFI, Bureau de l'université...) afin d'amplifier l'information et la mobilisation autour des objectifs recherchés et des changements de pratiques auxquels ils vont donner lieu.

Rappel des principaux moments marquants de la démarche de mise en œuvre du SD DDRSE :

- 8 décembre 2022 : COPIL labellisation DDRS
- Début 2023 : début de l'état des lieux et 1^{ère} autoévaluation
- 12 décembre 2023 : 1^{er} comité de projet
- 8 janvier 2024 : 1^{ère} commission RSU
- 29 janvier 2024 : formation de l'équipe de direction (ATECOPOL)
- 30 janvier 2024 : présentation devant le Congrès
- 15 octobre 2024 : remise des travaux des GT
- 11 mars 2025 : vote en CA

II. Objectifs

Pour la mise en œuvre du schéma DDRSE, une adaptation de la gouvernance est proposée et sera testée afin de répondre à deux objectifs principaux :

- l'intégration du pilotage et du suivi des objectifs du SD DDRSE dans les instances et la conduite des différentes missions et activités de l'université.
- la mobilisation renforcée des services, des composantes, des étudiant•es et des parties prenantes externes.

Ces deux objectifs doivent permettre de déployer le DDRSE dans les différentes missions et activités, en impulsant une approche transversale, systémique et fédératrice afin de travailler l'acceptabilité et l'envie de s'engager de chacun et chacune, de décloisonner les pratiques sectorielles. Ils impliquent un pilotage stratégique, fortement articulé et intégré aux instances décisionnelles et une mobilisation de l'ensemble de la communauté par la multiplication d'espaces de dialogue et de contributions. Ces deux objectifs sont définis en portant attention à la faisabilité et à la soutenabilité des formats de gouvernance proposés.

La future gouvernance du SD DDRSE dans le cadre de sa mise en application reposera sur :

- Un COPRO (comité de projet) établissement intégrant toutes les vice-présidences, les DGSA ainsi que des représentant•es étudiant•es (vice-présidence étudiante + étudiant•es engagé•es dans des associations étudiantes)

Missions : arbitrages, suivi du SD DDRSE

Format : 2 à 3 réunions par an dont une au moins intégrée à la réunion ou séminaire d'équipe de la présidence.

- Des COMOP (comités opérationnels) par grands axes ou thématiques : formation (y compris l'égalité des chances des apprenants), recherche, environnement, gouvernance

Pour l'axe politique sociale, le parti-pris est de s'appuyer sur les COPIL existants pour les plans ou schémas concernant l'égalité, le handicap, la vie étudiante, la QVCT et la GPEC.

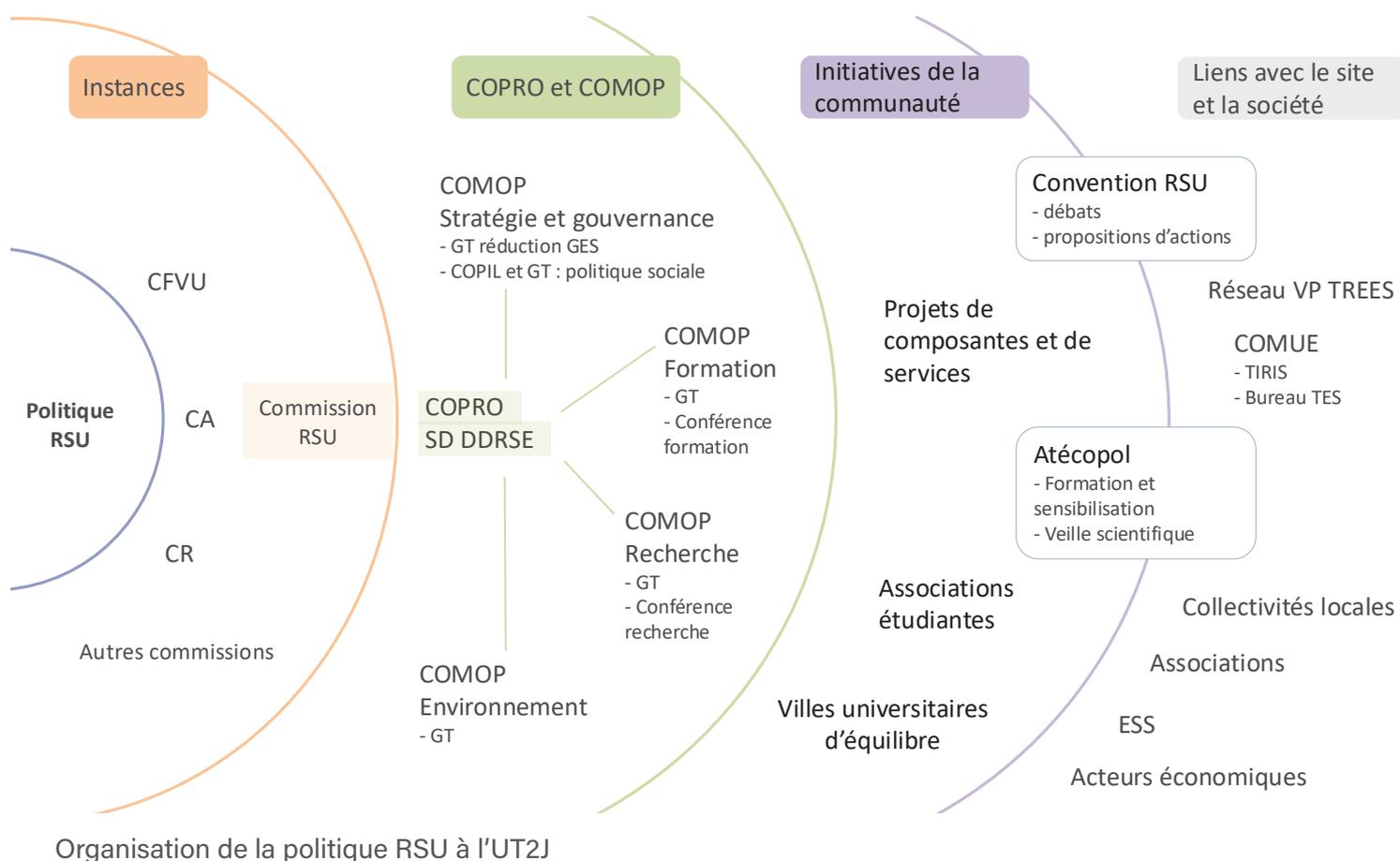
Missions : suivi avancement plan d'action, mobilisation des acteur•rices du périmètre concerné, des référent•es DDRSE des équipes de recherche et des composantes, ECI.

Format : 2 à 3 réunions par an pouvant être intégrées dans des cadres de rencontre existants (conférence de la formation, de la recherche, dialogue avec les services)

- Les GT (groupes de travail) ont vocation à mettre en œuvre les plans d'action définis en lien avec le COMOP.
- La Commission RSU (commission permanente rattachée au CA) :
Aux 47 membres actuels, seront ajoutés des référent·es DDRSE issues des équipes de recherche et des composantes.
Missions : information et échange autour du suivi du SD DDRSE ; veille sur les sujets d'actualité, les questions émergentes, remontée de propositions avec possibilités de saisine sur des sujets travaillés par des membres de la commission RSU avec autres membres de la communauté.

Format : 2 réunions par an

- Création d'une Convention RSU :
Périmètre : ouvert à toute la communauté et aux partenaires externes ou groupe de 100 personnes dont moitié tirée au sort
Missions : co-construction de débats pour renforcement des compétences de la communauté sur les enjeux de formation, de recherche, de relation science société, en lien avec partenaires externes. Élargir les cercles de mobilisation
Format : une rencontre tous les 18 mois
- L'appui en ingénierie de projet du pôle APPE de la DEEP en lien avec les autres services.



III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : intégration du pilotage et du suivi des objectifs du SD DDRSE dans les instances et la conduite des différentes missions et activités			
Installer et mettre en visibilité d'une gouvernance et une ingénierie d'appui à la stratégie DDRSE	VPD RSU, DGSA pilotage	2025	COMP
Définir un organigramme cible des compétences RSU à terme : observatoire des transformations	VPD RSU, DGSA pilotage	2026	DEEP, DRH, DAR
Produire un document support (Vademecum ou charte) sur les orientations stratégiques DDRSE + grille d'évaluation de projets combinant approche sociétale et environnementale des projets	VPD RSU, DGSA pilotage	2026	DEEP - COM
Suivre la réalisation du SD DDRSE et de ses effets transformants, des difficultés rencontrées, des adaptations en cours de mise en œuvre	VPD RSU, DGSA pilotage	Continu	DEEP PAPPE
Installer un dialogue DDRSE avec les instances des ECI, comités des schémas locaux de site des villes universitaires d'équilibre	VPD RSU, DGSA pilotage	Continu	
Amplifier les contributions DDRSE des services administratifs dans leur projet de service	DGS et DGSA pilotage	Continu	
Objectif 2 : renforcer la mobilisation des services, des composantes, des étudiant·es et des parties prenantes externes			
Inscrire un volet DDRSE dans la politique culturelle comme levier de la sensibilisation, mobilisation jusqu'à la création sur enjeux DDRSE	VPD Culture	Continu	CIAM / SCD / SCASC
Créer un pôle de ressources pour l'animation et acculturation DDRSE sur les campus et dans toutes nos missions	VPD RSU, DGSA pilotage, VPD Patri.	2027	Financements sur projets des collectivités territoriales / CVEC / AAP ADEME, Fondation de France, Ministères, Europe, Banque des territoires
Structurer et animer un réseau de référent·es DDRS irriguant l'ensemble des composantes et des sites	VPD RSU, VP CFVU, VP CR, VPD Patri.	2026	DEEP COMP
Créer un réseau coopératif à visée prospective avec nos partenaires autour des enjeux du DDRS à différentes échelles	VPD RSU, VP CFVU, VP CR, VPD S&S, VPD Valo., DGSA pilotage	2027	DEEP / DAR COMP
Déployer une démarche d'appui à des projets d'étude, de mise en œuvre d'actions transformatives des campus à l'attention de la communauté	VPDRSU VP CFVU VPDVU	Continu	DGSA FVU DEEP COMP
Installer un cycle d'évènements annuel sur le DDRSE, en lien avec partenaires externes	VPD RSU	Continu	Financements sur projets des collectivités territoriales / CVEC / AAP ADEME, Fondation de France, Ministères, Europe, Banque des territoires
Structurer et animer un réseau de référent·es DDRS irriguant l'ensemble des composantes et des sites	VPD RSU, DGSA pilotage	Continu	DEEP COMP
Cartographier les parties prenantes et leurs actions DDRS, les compétences du territoire (acteurs et réseaux) au service de projets de DDRS	VP CR, VP CVFU, VPD VU, VPD RSU, VP Patri.	2027	DEEP / DAR COMP

La stratégie de communication responsable

I. État des lieux

Cette thématique s'articule autour de deux points :

1. La communication DDRSE de l'université : sur quelles thématiques liées au développement durable et à la responsabilité sociétale nous communiquons
2. Les pratiques de communication responsable à l'université : comment nous communiquons de manière responsable (impact environnemental, inclusivité, adaptabilité, éthique...) ?

L'état des lieux a été réalisé sur la base d'un SWOT avec identification des forces / faiblesses et opportunités / menaces.

La communication DDRSE de l'université

Forces

- **De nombreuses personnes ressources et compétences internes**, des collègues volontaires et formés·es (EC, étudiant·es, MIN...), des services en lien avec les publics cibles, une référente DDRSE au sein du service com, des interlocuteur·rices / référent·es identifié·es (conseillère de prévention, PEP etc.) et portage par la VP RSU et les chargés de mission + commission RSU
- **Visibilité numérique** (site internet, réseaux sociaux, blog vie institutionnelle...)
- **Diversité des sujets DDRSE communiqués** (insertion professionnelle, lutte contre les discriminations, QVCT, déchets, mobilités douces, économies d'énergie, handicap etc.), des événements et actions mises en place, des schémas directeurs (égalité, handicap...)

Faiblesses

- **Pas de stratégie et de plan de com DDRSE**
- **Infobésité**, diversité des acteurs pour les actions DDRSE et dispersion de l'information
- **Manque de valorisation des actions DDRSE**, des formations RSU pour les personnels, des opportunités emploi étudiant, des dispositifs existants/actions menées
- **Manque d'information sur les pratiques DDRSE** (écogestes, consignes de tri des déchets)
- Difficile mobilisation de la communauté universitaire, difficile conduite du changement et manque de référent·es/relais étudiants
- **Manque de moyens humains**, sur-sollicitation du service com et besoin d'une personne chargée d'organiser et coordonner les actions de com / sensibilisation
- **Manque d'efficacité des outils de com** (notamment pour toucher les plus jeunes)

Opportunités

- **Participation à des réseaux et partenariats** (réseau DDRS UT, partage de pratiques avec d'autres universités etc, liens avec le quartier, Ademe, associations etc.)
- **Dynamique régionale, nationale et internationale**, participation à des campagnes régionales ou nationales, à la démarche de labellisation DDRSE
- **Spécificité, visibilité et rayonnement de l'établissement** - Reconnaissance expertise ou excellence de l'UT2J - Diversité des publics et de la vie associative - Intérêt de la presse pour le DDRSE

Menaces

- **Contexte politique et social**, scepticisme et fatalisme ambiants, désinformation
- **Complexité, diversité des sujets DDRSE**, périmètre DDRSE très large et enjeux environnementaux énormes – difficile adaptabilité au contexte - Saturation informationnelle
- **Image de l'UT2J**, qui rend difficile la valorisation du cadre de travail et de la qualité de vie sur les campus

Les pratiques de communication responsable à l'université

Forces

Compétences internes :

- agent•es formé•es en matière d'accessibilité numérique et de l'écrit, compétences LSF
- Obtention du Label Imprim'Vert
- Existence de formations (graphisme, design, arts appliqués, ENSAV...)
- Validation par le responsable RGPD

Pratiques « vertueuses » :

- Réutilisation de certains supports de com et de vaisselle (fête des personnels), utilisation du numérique pour limiter les impressions papier et de matières recyclables
- Existence d'une charte sur l'accessibilité, initiatives individuelles, changements de pratiques, adoption progressive de l'écriture inclusive, mutualisation des ressources iconographiques par le service com
- Départ de Twitter X

Faiblesses

Utilisation de goodies

Accessibilité et inclusivité de la communication :

- Pas de guide sur l'écriture inclusive et accessible
- manque de diffusion et de connaissance des chartes sur l'accessibilité
- RGPD accès plus compliqué aux outils numériques pour les usager•es
- **Infobésité**, beaucoup (trop) d'infos aux étudiant•es et personnels et peu de possibilités de choisir les infos à recevoir - Démultiplication des courriels
- **Supports et moyens de communication**, avec des informations non actualisées (site) et encore beaucoup de gaspillage papier
- **Manque d'information et de formation sur les pratiques de communication responsable**
- **Manque de nouveaux récits et de contenus plus responsables** - Manque de coordination des informations - Difficulté à impliquer davantage les différents acteurs de l'université - Pas d'étudiant•es référent•es - Manque d'évaluation

Opportunités

Évolution des pratiques :

- Changement de pratiques des acteurs sociaux et usager•es (ex. aller vers des prestataires ayant des pratiques responsables) - Partage de pratiques vertueuses. Formation.
- Mise en lumière des sujets RSE (de plus en plus connus, évoqués)
- **Partage avec d'autres universités**, dynamique partenariale à l'échelle du site toulousain, actions inspirantes dans d'autres universités
- **Évolution des obligations réglementaires** en termes de DDRSE (accessibilité, achats durables...)
- **Ressources disponibles** : institutionnelles et associatives pour l'accessibilité et l'inclusivité
- **Multiplis partenariats** avec le quartier, la ville, les assos pour mener des actions communes

Menaces

Manque de cadre et de repères :

- Injonctions contradictoires et de plus en plus urgentes
- Contexte informationnel complexe et parfois peu éthique - Suivre les modes (ex : réseaux sociaux, appareils et personnes connectées 24h/24)
- Coût élevé de certaines pratiques plus durables (goodies locaux et écoresponsables, adaptation des outils numériques au handicap..)
- repères sur l'impact de nos productions (ex : numérique)

II. Objectifs

La communication DDRSE de l'université

- Formaliser une stratégie et un plan de communication DDRSE

Les pratiques de communication responsable à l'université

- Réduire l'impact environnemental de nos actions de communication
- Améliorer l'accessibilité et l'inclusivité de la communication

III. Plan d'action

La communication DDRSE de l'université

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif : Formaliser une stratégie et un plan de communication DDRS			
Élaborer un plan de communication DDRSE qui s'inscrit dans la stratégie de communication globale de l'UT2J avec une identité / signature	VP RSU Service com	Démarrage en Janv. 2025 Échéance Juin 2025	
<i>Indicateur de suivi : existence d'actions de communication DDRS récurrentes à destination des parties prenantes internes (étudiant·es, corps enseignant, personnels, vacataires) et externes</i>			
Mettre en place un réseau des « référent·es communication » animé par le service com	Service com	1 ^{er} trimestre 2025	
Réaliser une étude sur les pratiques des étudiant·es, personnels pour accéder à l'information (Master communication ou benchmark)	Service com	Avant de finaliser le plan de com	RSU
<i>Indicateur de suivi : évaluer l'efficacité de la communication auprès des parties prenantes internes et externes à travers une étude d'impact ou enquête (% des parties prenantes ayant relayé l'information, % des personnes touchées)</i>			
Réaliser une étude sur les canaux utilisés par les composantes/services	Service com	Avant de finaliser le plan de com	
Identifier et diffuser des indicateurs clés à mettre en avant auprès des usager·es (conso d'énergies, impact des actions DDRS...)	DEEP Service com	Deuxième trimestre 2025	
Identifier une structure en charge de coordonner les événements (logistique, animateur·rices etc.)	DGS	2025	
Réorganiser les informations sur l'ENT	Service com MIN	2026	

Les pratiques de communication responsable à l'université

Action	Portage	Échéance prévue
Objectif 1 : Réduire l'impact environnemental de nos actions de communication		
Réaliser un état des lieux des goodies UT2J, afin de les réduire, voire à terme les supprimer	Service com	Juin 2025
Proposer une offre de goodies restreinte en incluant la RSE	Service com service achats	2026
Réaliser une étude sur les pratiques des étudiant•es, personnels pour accéder à l'information (Master communication ou benchmark)	Service com	2026
Recenser les bonnes pratiques et sensibiliser	Archiviste, DSI, VPD Numérique	2027
Objectif 2 : Améliorer l'accessibilité et l'inclusivité de la communication		
Respecter une charte pour la publication sur le site internet, les réseaux sociaux	MIN, service com, CDM handicap	En continu
Penser une communication égalitaire	CDM égalité, service com	En continu
Réaliser un benchmark des pratiques (voir l'action diagnostic RGAA) <i>cf. SDH</i>	MIN, service com, CDM handicap	2025

La politique d'achats responsables

I. État des lieux

Les marchés ne comportent pas systématiquement de clauses environnementales, hormis les marchés de travaux (gestion des déchets). Depuis le 1er janvier 2024, une clause environnementale générale est incluse dans tous les marchés, s'y ajoute une clause spécifique éventuellement selon le thème du marché.

Il n'y a pas de clause sociale sauf dans les marchés de nettoyage avec Toulouse métropole emploi qui gère les heures d'insertion, le prestataire, les pénalités, etc. Il n'y a pas encore suffisamment de vision sur les marchés pour imposer des clauses sociales (ex. égalité femmes - hommes), qui pourraient exclure des petites structures (ex. : libraires, etc.). Il manque une programmation des marchés à plus long terme pour pouvoir travailler sur les clauses environnementales et sociales.

II. Objectifs

Volet économique : instaurer une politique d'achat stratégique

L'objectif est de rationaliser les dépenses en adoptant une approche réfléchie et structurée, pour réduire les coûts tout en maintenant la qualité de nos produits et services et de tendre vers une collaboration avec des fournisseurs qui partagent les valeurs de l'université en matière de RSE.

Volet Formation : sensibilisation aux enjeux de la RSE

Volet Évaluation : mesurer l'efficacité de nos actions

Volet social et environnemental : favoriser des partenariats responsables, en collaborant avec des entreprises qui partagent nos valeurs.

Contribuer à un développement social positif et à la création d'un environnement de travail équitable pour tous et toutes.
Prioriser la protection de l'environnement et promouvoir des pratiques durables dans toutes nos actions. Cela inclut la sélection de fournisseurs qui respectent des normes environnementales strictes et l'adoption de solutions innovantes pour réduire notre empreinte écologique.

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : instaurer une politique d'achat stratégique			
Anticiper la programmation d'achats annuels et pluriannuels	Pôle Achats	Au fil de l'eau	RH
Rationaliser les achats en vue de réduire les coûts des commandes			
Accentuer la mutualisation d'achats inter services-composantes et extra établissement dans la mesure du possible			
Objectif 2 : favoriser des partenariats responsables et promouvoir des pratiques durables			
Privilégier les fournisseurs locaux pour réduire l'empreinte carbone liée au transport et soutenir l'économie locale	Pôle Achats	Au fil de l'eau	RH
Opter pour des produits fabriqués à partir de matériaux recyclés ou renouvelables			
Mettre en place des critères de sélection qui incluent des aspects environnementaux			
Intégrer des critères RSE dans notre processus de sélection des fournisseurs			
Mettre en place une évaluation de nos fournisseurs sur leur engagement en matière de durabilité, de conditions de travail et de pratiques éthiques			
Intégrer une clause demandant aux entreprises d'évaluer et de minimiser leur impact environnemental en adoptant des pratiques écoresponsables	Pôle Achats		RH
Objectif 3 : sensibiliser aux enjeux de la RSE			
Former le Pôle Achat et les porteur·es de projets aux enjeux de la Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) pour leur fournir les outils et les connaissances nécessaires	Pôle Achats	Au fil de l'eau	RH
Objectif 4 : mesurer l'efficacité de nos actions			
Mettre en place un système d'évaluation rigoureux pour mesurer l'efficacité des actions entreprises afin de garantir la pertinence de nos choix et ajuster notre stratégie	Pôle Achats	Au fil de l'eau	RH
Publier des rapports réguliers pour rendre compte de nos progrès			
<i>Indicateurs de suivi : % de marchés incluant une valeur de 30% au minimum de critères DDRS dans le jugement des offres sur le nombre total de marchés conclus</i> <i>% du montant des achats couverts par des marchés incluant une valeur de 30% minimum à des critères DDRS dans le jugement des offres</i>			

La stratégie du numérique responsable

I. État des lieux

La stratégie du numérique responsable se structure autour de trois enjeux clés : la réduction de l'empreinte (économique, sociale et environnementale), la capacité du numérique à réduire l'empreinte (économique, sociale et environnementale) de l'humanité et la création de valeur durable / innovation responsable pour réussir l'e-inclusivité de tous et toutes¹.

Volet environnement

Concernant la réduction des émissions de gaz à effet de serre, le projet IMP'ACT a permis de réduire de moitié l'empreinte carbone des systèmes d'impression (hors service imprimerie) entre 2019 et 2024. Le parc de matériels a été réduit de 58% et la consommation de papier a diminué de 29 à 14,5 tonnes. D'autres pistes d'amélioration sont envisagées (matériels d'impression à jet d'encre, réduction du format A3, accroissement des équipements reconditionnés), ainsi que l'accessibilité des équipements d'impression. Le projet de Datacenter Régional Occitanie (DROcc), dans lequel l'UT2J s'est engagée en 2022 illustre également son engagement en matière d'efficacité énergétique. Il vise à atteindre un PUE (Power Usage Effectiveness) de 1.5 et à réduire l'empreinte carbone des datacenters. Pour maximiser son impact, il est essentiel de tirer pleinement parti des services offerts, notamment le service Cloud de stockage de données qui aidera l'UT2J à instaurer une gouvernance des données de la recherche durable et responsable.

Pour la gestion des DEEE, le programme pluriannuel centralisé d'équipement des personnels en ordinateur portable initié en 2021 contribue à réduire le nombre de terminaux achetés et à encourager l'achat de matériel durable. Par ailleurs, 30% des ordinateurs issus du parc pédagogique ou administratif bénéficient actuellement d'une seconde vie grâce à diverses pratiques de réemploi. Dans le partenariat actuel avec un acteur du secteur de

l'ESS, le recyclage effectif de nos DEEE devrait être examiné. Face à l'obligation récente (2023) d'organiser la gestion de la fin de vie du parc informatique, le renforcement des pratiques de recyclage et le remplacement des téléphones fixes par des solutions de softphonie pourraient contribuer à une gestion toujours plus écoresponsable des équipements et à la réduction de l'impact. Afin de renforcer la souveraineté numérique, plusieurs actions seront développées : utiliser d'ici l'été 2026 uniquement des solutions de visioconférence garantissant l'absence de transfert de données hors de l'UE, privilégier le logiciel libre et intégrer la souveraineté comme critère de sélection des outils, notamment pour l'IA. Au second semestre 2023-24, l'installation d'un groupe de travail a été préparée à travers une réunion réunissant plus de vingt personnes et un travail en commission, aboutissant à la définition du mandat du groupe et de sa méthode de constitution, qui inclut un appel large à la communauté lancé courant 2025. Ce groupe explorera l'usage de l'IA en formation et administration, en tenant compte de la réglementation applicable à partir de 2025 (IA Act). En parallèle, l'UT2J s'inscrira dans deux actions nationales sur l'IA (un défi, une alliance) dont les travaux pourront utilement nourrir les réflexions du groupe de travail.

Volet formation

Compte tenu de notre adhésion à l'UVED² et de la désignation de celle-ci comme pôle national de ressources pour la TEDS, un projet en cours

¹ Guide de bonnes pratiques responsables (v1) de l'INR

² Université Virtuelle Environnement et Développement Durable, pôle national de ressources pour la Transition Écologique et Développement Soutenable (TEDS)

s'impose : intégrer systématiquement des ressources pédagogiques de l'UVED dans la formation des étudiant•es et des enseignant•es de l'UT2J aux enjeux de la transition écologique³. Cette initiative permet de mutualiser les ressources, d'éviter la duplication inutile de contenus et constitue une preuve tangible de l'engagement de l'établissement en matière de développement durable. Elle libère également des moyens pour concevoir des ressources pédagogiques spécifiques aux disciplines de l'UT2J, qui pourraient à leur tour être partagées à l'échelle nationale (projet 2D).

Pour les étudiant•es, le projet AVENIR propose de construire une ressource de formation permettant de quantifier la consommation énergétique liée aux usages numériques et de réfléchir à la maintenabilité et l'adaptabilité des ressources pédagogiques dans le cadre de la certification Pix. Une action du projet ACME vise à acculturer les E-EC et leurs étudiant•es de licence à la protection des données et des droits des personnes dans les recherches en SHS via un atelier (8 heures), accompagné de ressources documentaires. Ces actions, initialement conçues dans le cadre des projets AVENIR et ACME, soumis mais non retenus, seront soutenues par d'autres sources de financement en cours d'identification. Par ailleurs, dans le cadre la réglementation sur les données personnelles, l'UT2J s'appuiera sur le cadre établi par la DGESIP et mobilisera l'AIPD type diffusée par le ministère pour les établissements utilisant le module d'aide à la décision Parcoursup.

Volet inclusivité

Le Schéma directeur du handicap 2021-26 contient un axe relatif à l'accessibilité numérique. Sept formations et sensibilisations UT2J ont été réalisées et la semaine Handifac 2024 était entièrement dédiée à ce thème. Des actions sont en cours pour aider les enseignant•es à concevoir un cours accessible et rendre les tests ELAO plus accessibles aux personnes non-voyantes. Toutefois, la première priorité consiste à réaliser l'audit RGAA des principales plateformes, après avoir effectué le diagnostic flash de la DINUM.

L'organisation des épreuves numériques à distance est rendue possible dans le nouveau règlement des études adopté lors de la CFVU du 12 septembre 2024. Cette évolution ouvre la voie à une mise en conformité de l'UT2J avec la réglementation, notamment en permettant aux étudiant•es en situation de handicap réalisant leur parcours à distance de solliciter des évaluations adaptées. Un travail doit désormais être mené pour définir un processus approprié.

L'égalité d'accès aux outils numériques est aujourd'hui renforcée par le prêt annuel de près de 900 ordinateurs portables aux étudiant•es, contre 80 en 2020, cédés par la Région Occitanie. Les fonds CVEC pourraient être sollicités afin de disposer d'un budget dédié au renouvellement de l'important système de prêt d'ordinateurs aux étudiant•es.

Par ailleurs, l'amélioration de l'utilisation du Wi-Fi sur le campus Mirail est en cours. Le nombre de bornes a augmenté de 30% entre 2020 et 2022, mais cela n'a pas résolu les problèmes de saturation dus à une hausse du nombre d'équipements connectés (d'environ 5 000 en 2022-23 à 8 000 en 2023-24), affectant également le réseau filaire. Pour résoudre ces problèmes, un second projet a été lancé en décembre 2024 pour séparer les flux entre les réseaux internes et mettre à jour les pare-feux périmétriques. Cependant, sur le long terme, il est essentiel de l'accompagner d'une politique de gestion de la bande passante et d'une communication claire sur son utilisation. Cela permettra d'encourager une utilisation optimale et responsable du réseau, afin d'éviter une nouvelle saturation du réseau et que les nouveaux usages pédagogiques mobilisant le Wi-Fi ne souffrent pas d'un manque de bande passante.

L'UT2J s'est engagée à développer l'hybridation des enseignements en encourageant l'usage des plateformes Moodle (IRIS, IRIS-Exams) pour favoriser l'apprentissage. Ces plateformes seront utilisées dans le cadre des activités d'enseignement, qu'elles soient en présentiel, à distance (synchrones

³Ressources UVED clés : le dossier pédagogique pour la formation à la TEDS des étudiant•es de licence (projet S3C et dossier pédagogique), qui permettent d'utiliser un socle commun de connaissances et de compétences ou de le construire, et le dossier pédagogique pour l'(auto)formation des enseignant•es (dossier et tests de niveaux).

⁴Analyse d'impact relative à la protection des données

⁵Le cadre défini repose sur des préconisations préalablement établies, relatives à l'utilisation des fonctionnalités et à l'organisation des épreuves avec la plateforme Moodle dédiée aux examens (IRIS Exams), et incorpore la question de la télésurveillance en suivant la recommandation de la Cnil (délibération n°2023-058 du 8 juin 2023). Il est fortement conseillé aux composantes et aux équipes pédagogiques d'opter, lorsque cela est possible, pour des modalités d'examen à distance peu intrusives (mémoires, soutenances de projet, examens oraux, examens à livre ouvert). En cas de recours envisagé à un dispositif de télésurveillance, une analyse de la proportionnalité du dispositif sera systématiquement réalisée, avec l'accompagnement de la commission du numérique, la définition plus générale du traitement de données personnelles relatif à l'épreuve restant de la responsabilité de la composante pédagogique.

⁶Circulaire sur l'adaptation des examens et concours du 6-2-2023 MESR - DGESIP A2-3 - MASA-MS-MC-MSP-MSAPH.

ou asynchrones) ou en alternance et permettront d'introduire des évaluations durant l'apprentissage, dans le but de renforcer l'apprentissage à long terme, conformément à l'effet de test. Depuis 2020, plusieurs projets ont été menés ou initiés dans cette perspective, dont le projet Toulouse Hybridation Education Campus (THE Campus, 2020-22). Les travaux ont permis de concevoir un outil précis pour mesurer l'hybridation des enseignements sur trois dimensions : la participation active des étudiant•es, l'accompagnement pédagogique et l'utilisation diversifiée des outils numériques en présentiel ou à distance. Deux enquêtes ont été réalisées auprès

des responsables de modules et des étudiant•es des établissements partenaires. Au-delà du projet THE Campus, cette méthodologie peut être utilisée afin de suivre l'évolution de l'hybridation des enseignements et d'en évaluer l'impact, analyser l'enrichissement des enseignements en présentiel et identifier d'éventuelles différences entre les conditions d'étude des étudiant•es en contrôle continu et en régime SED sur les trois dimensions ciblées. Ceci constitue un levier important pour promouvoir une hybridation adaptée, équitable et favorable à l'ouverture sociale et à la réussite des apprenant•es.

II. Objectifs

Volet Environnement

Objectif 1 : Exploiter pleinement les services du DROcc ciblés

Objectif 2 : Renforcer la souveraineté numérique

Objectif 3 : Explorer et intégrer l'intelligence artificielle de manière responsable

Objectif 4 : Renforcer la gestion durable et inclusive des ordinateurs

Volet Formation

Objectif 5 : Organiser l'intégration systématique des ressources pédagogiques UVED dans la formation des enseignant•es et des étudiant•es à la TEDS

Objectif 6 : Acculturer les enseignant•es-chercheur•ses à la protection des données et des droits des personnes dans les recherches en SHS

Volet Inclusivité

Objectif 7 : Se mettre en conformité au niveau des plateformes et élaborer les flux de travail correspondants

Objectif 8 : Moderniser les réseaux et analyser les usages pour soutenir l'enseignement hybride

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : Exploiter pleinement les services du DROcc ciblés			
Mettre en place le « centre de support »	Dir. DSI + DGSa R + DAF	T1 2025	
Mettre en œuvre le plan de fermeture des salles serveurs (sur le campus principal d'abord)	Dir. DSI (+ VPD Num.)	T4 2026	
Accompagner l'utilisation du DROcc sur l'ensemble du périmètre de responsabilité de l'UT2J	Dir. DSI + DGSa Recherche + ADAC (+ VPD Num.)		
Objectif 2 : Renforcer la souveraineté numérique			
Utiliser des solutions de visioconférence n'exposant pas à un transfert de données	Dir. MIN (+ VPD Num.)	T2 2026	RH
Intégrer la souveraineté comme contrainte dans le choix des outils et privilégier le logiciel libre	DPO + Dir. DSI + Dir. MIN (+ VPD Num.)		
Objectif 3 : Explorer et intégrer l'intelligence artificielle de manière responsable			
Installer un groupe de travail dédié aux usages de l'IA en formation et en administration	DGS + Dir DSI + VPD Num.	T1 2025 à T1 2027	
Objectif 4 : Renforcer la gestion durable et inclusive des ordinateurs			
Poursuivre le déploiement du plan pluriannuel d'équipement centralisé des personnels	DSI / Prox	T1 2027, cible à 80%	
Indicateurs de suivi : Cible 80% de l'équipement (et rééquipement à 5 ans) réalisé sur le dispositif centralisé			
Développer le réemploi des ordinateurs du parc administratif et pédagogique	Dir. DSI		
Evaluer le déploiement du recyclage des DEEE et explorer la possibilité d'introduire la softphonie	Dir. DSI + Dir. Patrimoine	T4 2026 (recyclage) T4 2028 (softphonie)	
S'appuyer sur le « Guide pratique des achats numériques responsables » de la mission interministérielle numérique écoresponsable	Dir. DSI	Dès T1 2025	
Maintenir le système de prêt d'ordinateurs aux étudiant·es et disposer d'un budget dédié au renouvellement	Dir. DSI + VP CFVU ou VPD Vie Univ.	T2 2025	
Objectif 5 : Organiser l'intégration systématique des ressources pédagogiques UVED dans la formation des enseignant·es et des étudiant·es à la TEDS			
Mettre à disposition les ressources pédagogiques de l'UVED	MIN / ADN	Au fil de l'eau	RH
Produire une note de cadrage sur l'utilisation des ressources UVED	VP CFVU / SOFI + VPD RSU		
Proposer des ateliers et des formations pratiques pour aider les enseignant·es à s'approprier les ressources UVED	MIN (+RUNs) + DGSa RH		

Encourager la mobilisation des ressources UVED par l'attribution de reconnaissances institutionnelles pour les enseignant·es	VP CFVU / VP CA		
Mettre en place des indicateurs pour évaluer le degré d'intégration des ressources UVED	MIN + DEEP		
Objectif 6 : Acculturer les E-EC à la protection des données et des droits des personnes dans les recherches en SHS			
Réaliser le programme de formation en deux volets (projet ACME)	DPO + RSSI + VPD Num.		
Objectif 7 : Se mettre en conformité au niveau des plateformes et élaborer les flux de travail correspondants			
Mobiliser l'AIPD type diffusée par le ministère	DPO		
Réaliser le diagnostic flash de la DINUM pour les principales plateformes (Cf. SDH)	MIN / DSI		
Réaliser l'audit RGAA des principales plateformes. Publier une déclaration d'accessibilité des principales plateformes (Cf. SDH)	DSI/MIN		
Permettre aux étudiant·es en situation de handicap de solliciter des évaluations à distance (Cf. SDH)	VPD SOFI / VP CFVU + DGSa FU	Fonds via la DINUM	
Objectif 8 : Moderniser les réseaux et analyser les usages pour soutenir l'enseignement hybride			
Élaborer une politique de gestion de la bande passante	DSI	T4 2025	
Réaliser une analyse de l'utilisation de la plateforme IRIS (projet THE Campus).	VP CFVU/VPD SOFI + Comm. Numérique	1 fois par contrat	



Ambition 2

**Former une société éclairée,
agissant sur les transitions**

Cette ambition vise l'adaptation de nos offres de formation, via la formation de l'ensemble des étudiant•es et des personnels à la transition écologique et au développement soutenable (TEDS) et ses enjeux, l'accompagnement de la déclinaison des enseignements TEDS dans les disciplines et l'appui aux formations existantes ou nouvelles dédiées à la TEDS. Les transformations opérées passeront par une attention forte quant à un égal accès à ces formations de tous les publics et une valorisation des plus-values des apports de nos relations internationales dans ce domaine.

Les mots clefs :
approche systémique, pédagogie active, pluridisciplinarité

« **Bois sacré** » invite le public à une forme de dépaysement : il lui faut accepter, comme le faisaient les Grecs anciens au moment de pénétrer dans un de leurs « bois sacrés », de mettre ses sens en éveil et d'ajuster son comportement aux configurations du lieu et de ses habitant•es, visibles et invisibles – pour mieux se laisser enchanter.

«(...) *je suis convaincue qu'(un) petit détour par l'Antiquité offre matière à nourrir la réflexion sur notre propre rapport aux forêts et aux arbres, et sur les perspectives qui s'annoncent, en lien avec les bouleversements climatiques et écologiques en cours.*»

Adeline Grand-Clément (27 août 2024). Réflexions autour des « bois sacrés » de Grèce ancienne et d'aujourd'hui... (1). S'enforester. Recherches buissonnières. Consulté le 3 février 2025 à l'adresse <https://doi.org/10.58079/1278t>

Sommaire

Déployer le socle commun pour la formation TEDS

- Élaborer le socle commun formation TEDS 1er cycle
- Former les enseignant•es
- Ouvrir à l'international dans un objectif de co-développement concernant les parties prenantes internes

Élaborer le socle commun formation TEDS 1er cycle

I. État des lieux

L'UT2J, spécialisée en SHS et ALL, avec près de 350 diplômés de Licence, Master, Doctorat et DU, se singularise par des enseignements TEDS dispensés de longue date par des disciplines variées (sociologie, géographie-aménagement, économie, langues étrangères appliquées, anthropologie, histoire, philosophie, design...), appuyés par des équipes de recherche engagées voire spécialisées dans les domaines de la TEDS.

Méthodologie :

- Cartographie des formations TEDS dans l'offre de formation en s'appuyant sur les 17 Objectifs de développement durable (ODD) afin d'avoir une lecture transversale et fine des différentes dimensions et approches des transitions. Rencontre avec les responsables des 5 UFR, écoles et instituts, présent·es dans différents sites (Toulouse et en région), pour les sensibiliser au cadre réglementaire de l'enseignement de la TEDS en premier cycle et repérer les initiatives engagées autour des transitions dans les composantes mais aussi les difficultés, craintes exprimées quant à l'insertion des enseignements TEDS dans certaines disciplines (*cf. annexes 4 et 5*)
- Création d'un GT mobilisant des E-EC engagé·es, issu·es de différentes disciplines et composantes et personnels des services communs, pour analyser les résultats de la cartographie, partager les pratiques et proposer les modalités d'une massification des enseignements TEDS pour l'ensemble des licences à l'horizon 2027
- Échanges dans le cadre de la Comue avec le réseau des VP CFVU et TES autour des projets de création de nouvelles unités d'enseignement à l'échelle du site dans le cadre du projet TIRIS (Toulouse Initiative for Research's Impact on Society, lauréat de l'appel à projets « Excellence sous toutes ses formes – ExcellencES » du Programme

Investissements d'Avenir en 2022)

- Échanges d'expériences dans le cadre de la commission TES de France Université, du réseau VP TREES
- Présentation des avancées de la démarche dans le cadre de conférences de la formation, de la CFVU, de la commission SOFI, du comité de projet du SD DDRSE et de la commission RSU

Les constats principaux :

- Des enseignements existants sur la TEDS
- Des licences où l'intégration de la TEDS est faible voire inexistante, des licences où l'intégration de la TEDS est présente mais reste partielle et quelques licences où l'intégration de la TEDS est forte
- En 2023-24, 27% des étudiant·es de licence ont suivi des enseignements liés à la TEDS

Cette réflexion s'est accompagnée de la création progressive de nouvelles UE d'options pluridisciplinaires, mobilisant le corps enseignant de différentes UFR en L1 et L2. En L1 (semestre 2), création d'une UE Transition écologique : initiation interdisciplinaire (3 ECTS), réunissant la géographie, l'histoire et la sociologie. Ce cours (CM) est conçu comme une initiation qui s'appuie notamment sur des productions culturelles. En L2 semestre 2, création d'une UE Transition écologique pour un

développement soutenable, rapports à la nature (3 ECTS) : le cours explore différents types de rapports à la nature, sur le plan de l'expérience, de l'imaginaire, des représentations, des systèmes de croyances, mais aussi à travers les liens sensibles et les façons que les humains ont de se connecter au vivant. Une équipe pluridisciplinaire d'enseignant·es présente le cas de sociétés passées et actuelles, venant d'horizons occidentaux et non occidentaux, en se plongeant dans les sources historiques, mais aussi les sources littéraires, qui mettent en mots un rapport souvent renouvelé au non-humain.

Une offre de formation TEDS se structure également au sein de la Comue de Toulouse : création d'un certificat interdisciplinaire et inter-sciences transition écologique et sociale pour un avenir désirable SEEDS (Minor Program, TIRIS) ouvert en septembre 2024 à l'échelle de la Comue (3 ECTS extra cursus) et mobilisant des E-EC de l'UT2J : format de CM avec un binôme d'intervenant·es et un croisement disciplinaire : 1er semestre avec 3 mini-cours de 30 minutes sur les constats (histoire de la Terre et de la Vie, limites planétaires, anthropocène) et les causes (historiques, économiques et sociologiques) des changements globaux + ressources complémentaires partagées aux étudiant·es pour approfondissements + TD basés sur des échanges, libres questionnements ; 2ème semestre avec TD travaux sur projets/dossiers autour de différentes thématiques avec accompagnement. Un autre certificat TERA (TES - Explorer, raisonner et agir) ouvrira en septembre 2025, porté par des enseignant·es des 3 universités. S'ajoutent d'autres certificats (3 ECTS) plus spécialisés, sur l'alimentation (Bien manger pour bien vivre, une approche one health-NUTRIVIE), la low tech et la redirection industrielle (LTRI), les adaptations

environnementales et du patrimoine immobilier (APIM).

L'offre de formation est enrichie par une dynamique importante d'évènements (conférences, cafés débats régulièrement captés en vidéos ou podcasts et disponibles comme ressources pédagogiques, projection de films, balades artistiques...) sur les thématiques TEDS tout au long de l'année universitaire, faisant parfois écho à des journées nationales ou internationales dédiées à des grandes priorités climatiques ou sociétales. Ces évènements sont portés par les étudiant·es, les personnels administratifs et enseignants, les chargé·es de mission et les VP et permettent de valoriser les travaux de recherche, les initiatives des composantes ou services, de tisser ou renforcer des partenariats avec divers partenaires (autres établissements de la Comue, CROUS, acteurs publics, associatifs, privés).

Une première expérience à la rentrée 2024 d'une journée dédiée aux transitions : le festival Futurs Proches, porté par la Comue. L'UT2J a été partie prenante de cette rencontre et a proposé, par l'implication de nombreux personnels, étudiant·es et partenaires institutionnels et associatifs, un large éventail d'évènements. La journée a été ouverte par une grande conférence animée par Arthur Keller intitulée « Et maintenant on fait quoi ? ». Ce format d'évènement est amené à se renouveler lors de la période de rentrée universitaire et sera enrichi de nouveaux formats, en mobilisant davantage encore les initiatives étudiantes et de la communauté au sens large, en lien avec celles portées par les territoires proches de nos campus.

Synthèse des principales « forces, faiblesses, opportunités et menaces » :

Forces

- Offres de formation L et M où les enseignements TEDS sont intégrés et éprouvés
- Noyau d'enseignant·es engagé·es sur la TEDS dans différentes disciplines, en lien étroit avec équipes de recherche
- Pratiques pédagogiques diversifiées et innovantes
- Projets émergents mobilisant la pluridisciplinarité au sein de l'UT2J et dans le périmètre de la Comue avec effet levier du programme TIRIS
- Enseignements et projets pédagogiques s'appuyant sur des partenariats avec le territoire
- Cycles d'évènements nombreux portés par les enseignant·es, les équipes de recherche, la mission égalité, la mission handicap, les partenaires externes sur l'ensemble des campus
- Réseau ATECOPOL très structuré et expérimenté en formation sur les questions de TEDS en termes de contenus et de formats pédagogiques
- Directions et services communs en appui fort permettant de valoriser et capitaliser des productions, initiatives : DISCO, MIN, SED, SCD, CIAM
- Politique culturelle intense et diversifiée : levier pour la sensibilisation et support pour les pratiques pédagogiques
- Approche experte sur les sujets d'inclusivité, handicap, égalité femmes-hommes
- Campus avec une attention croissante pour la protection de la biodiversité, devenant support de projets pédagogiques

Faiblesses

- Manque de visibilité des offres de formation TEDS, de leur variété et des partages de pratiques à développer : difficulté à repérer et diffuser les pratiques innovantes
- Une inégale mobilisation des équipes pédagogiques, avec des enseignant·es à convaincre sur l'intérêt des enseignements TEDS dans leurs disciplines
- Difficulté d'appropriation des ressources UVED
- Pas de structuration du corps enseignant engagé dans la TEDS

Opportunités

- Renouvellement de l'offre de formation au 1er septembre 2027 qui permet de porter une nouvelle feuille de route sur l'intégration de la TEDS
- Des étudiant·es qui se mobilisent : création d'une association étudiante sur les questions environnementales avec organisation d'évènements et mise en lien avec d'autres associations étudiantes (RESES...) avec appui de la MIE
- Adhésion à l'UVED
- Financements attendus du COMP en matière de RH et d'appui à des projets pédagogiques
- Financements de projets d'enseignements via TIRIS
- Une dynamique affirmée au niveau du site toulousain pour une offre de formation partagée sur des thématiques transversales, dont les TEDS

Menaces

- Engagement des équipes pédagogiques : surcharge d'activité, légitimité sur les sujets TEDS, frein à l'intégration disciplinaire
- Fragilité des étudiant·es au regard des thématiques : croisement des difficultés sociales et de l'éco-anxiété, sentiment de saturation
- Risques de redondance ou manque au regard des parcours antérieurs parfois non linéaires
- Soutenabilité humaine et financière des projets : manque de ressources humaines

II. Objectifs

L'objectif prioritaire est de généraliser la formation à la TEDS afin de former l'ensemble des étudiant•es de 1er cycle à l'horizon 2027. Cet objectif se déclinera en 2 temps du fait du rythme de notre accréditation :

- Jusqu'à la rentrée 2027 : déploiement d'une offre d'UE optionnelles dans le parcours de licence, accompagnement de la mise en œuvre des Minor Programs + identification des UE existantes dans les parcours et projet de création d'un open badge développement durable valorisant différentes activités suivies par les étudiant•es y compris leurs engagements (conférences, suivi de MOOC, fresque du climat, atelier 2 tonnes, café débat, projection de films... avec test d'auto-positionnement) ;
- Puis à partir de la rentrée 2027 : installation d'une offre d'UE TEDS dans le cadre des compétences transversales. Parallèlement, certaines formations définissent un objectif « d'atterrissage disciplinaire » ou de missions et projets tutorés, stages, UE méthodologiques.

Cet objectif implique la structuration et la mise en lisibilité d'un pôle de ressources TEDS s'appuyant sur un collectif d'enseignant•es engagé•es et en lien avec le SCD, la MIN, le SED, l'UVED, des partenaires externes dans les territoires proches pour faciliter des logiques de partage de pratiques, d'innovations pédagogiques, de mise en situation et de projets. Ce pôle sera référent pour proposer, coordonner des activités et évènements TEDS en cours d'année en mobilisant la communauté. Son action contribuera à la formation des étudiant•es et des personnels.

Afin de garantir une lisibilité de l'offre de formation TEDS en premier cycle, un troisième objectif repose sur l'élaboration d'une stratégie d'information/communication adaptée aux publics étudiant/lycéen sur les offres de formation TEDS UT2J et Comue, contenus, formats pédagogiques y compris sur les métiers dès l'entrée en licence (avec étudiant•es ambassadeur•rices dédié•es, appui du SCUIO-IP pour production de supports d'information dédiés).

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : généraliser la formation TEDS de tous et toutes les étudiantes (2025-2027)			
Créer et suivre la délivrance d'open badge avec plusieurs niveaux, valorisant suivi MOOC, ateliers, conférences, engagement : pool enseignant•es référent•es du badge	CFVU SOFI DISCO UFR ECI SED	2025 - 2026	COMP
<i>Indicateurs de suivi : Nombre de badges délivrés</i>			
Objectif 2 : former l'ensemble des étudiant•es à la TEDS à partir de 2027			
Créer une UE dans le parcours de licence sur un socle de connaissances et de compétences transversales, en intégrant l'engagement étudiant Accompagner la déclinaison des enseignements TEDS dans les disciplines	CFVU SOFI DISCO UFR ECI	2027	COMP
<i>Indicateurs de suivi : Nombre d'étudiant•es formé•es</i>			
Objectif 3 : élaborer une stratégie d'information/communication sur l'entrée en licence et les contenus du parcours dont les enseignements TEDS			
Produire des capsules vidéo, supports de communication médias, réseaux sociaux Mobiliser le réseau des étudiant•es ambassadeur•rices Organiser des temps dédiés lors d'évènements grand public : salon INFOSUP, JPO, journées d'intégration, journées Métiers	CFVU SOFI SCUIO-IP, Service com, MIN, DIVE,	2026	
Objectif 4 : Structurer et rendre lisible/accessible un pôle de ressources TEDS en lien avec SCD, MIN, SED, UVED, partenaires externes pour créer des activités et évènements TEDS en cours d'année en impliquant les étudiant•es et personnels			
Créer des ressources pédagogiques DDRSE	VP CFVU, SOFI, NUM, RSU	2026	COMP

Former les enseignant·es

I. État des lieux

Le catalogue de formation des personnels comprend un parcours de formation dédié aux E-EC pour les accompagner dans leurs missions, ainsi qu'un volet spécifique aux thématiques TEDS :

- Comprendre et prévenir le harcèlement pour tous
- Comprendre et prévenir le harcèlement (manager)
- Sensibiliser aux violences sexuelles et sexistes (VSS) dans l'ESR
- Sensibiliser à l'écoute des violences sexuelles et sexistes
- Appréhender et comprendre les violences sexuelles et sexistes
- Écoute des violences sexuelles et sexistes
- Prévenir la discrimination et gérer la diversité
- Les enjeux de l'égalité femmes-hommes au travail
- Sensibilisation à l'accueil des personnes en situation de handicap
- Atelier « face au handicap psychique au travail »
- Optimiser la gestion énergétique
- Être « dys » à l'université : de quoi parle-t-on, quels outils numériques pour la remédiation ?
- Recruter et intégrer une personne en situation de handicap : dépasser les préjugés
- L'atelier la fresque du numérique
- L'atelier 2 tonnes
- Sensibilisation à la responsabilité sociétale des entreprises
- L'atelier la fresque du climat

Et 5 actions hors catalogue ont été ouvertes :

- Atelier sensibilisation au handicap - nouveaux arrivants
- Demande collective sensibilisation au handicap
- Concevoir un cours inclusif : pourquoi? Comment?
- Inclusion et prise en compte de la diversité
- Premiers secours en santé mentale (PSSM)

Cette offre de formation se singularise par une forte attention aux questions d'inclusion et de lutte contre les VSS. Elle est le reflet d'une politique engagée de longue date sur ces sujets (plan

égalité professionnelle femmes-hommes, schéma directeur du handicap). Les formations sur les sujets de transition écologique sont plus récentes, moins diversifiées et doivent être renforcées. Les laboratoires de recherche, ainsi que le CNRS, dispensent également des formations dédiées au DDRS.

Des formations mutualisées avec d'autres établissements sont accessibles :

- [Le pôle national de ressources Transition Ecologique pour un Développement Sostenable \(TEDS\) est porté par l'Université Virtuelle Environnement Durable \(UVED\)](#)
- Le Campus de la Transition avec 2 niveaux : Prise de conscience / Enjeux
- MENTOR (exemple : Numérique écoresponsable)
- France Universités
- CNED : [Le B.A BA du climat](#)

Par ailleurs, un DU « [Former aux enjeux de la transition écologique et du développement durable : vers une pédagogie active et interdisciplinaire](#) » est porté par la Comue.

L'implication de notre communauté dans la proposition de nombreux cycles de conférences, ateliers, évènements autour des TEDS participe d'un mouvement de fond d'acculturation et de formation des enseignant·es, tels que le festival Futurs Proches. Des journées de formation (associant conférences pluridisciplinaires, ateliers de débat, projection etc.) sont également proposées depuis 2 ans par d'autres établissements du site toulousain, animées par l'ATECOPOL (composé en partie d'EC de notre université) et quelques EC, doctorant·es y ont participé. D'autres suivent également des formations via leurs équipes de recherche (offre de formation du CNRS par exemple), écoles doctorales. Il est cependant difficile d'avoir une vision

d'ensemble des formations suivies.

Depuis quelques années, le dispositif d'accueil des nouveaux personnels inclut des temps de formation en lien avec la TEDS, volet sociétal. Un livret d'information sur les différents engagements et la présence récente d'un enseignant conseiller pédagogique en appui à la formation des nouveaux et nouvelles E-EC sont des leviers pour amplifier la formation.

Un groupe de travail a été mis en place en septembre 2024, mobilisant la gouvernance de l'université, le service RH et des E-EC pour réfléchir à la montée en puissance de la formation sur les TEDS des E-EC dans la perspective du déploiement massif des enseignements TEDS dans l'offre de formation. Le GT a décidé d'adresser un questionnaire aux E-EC afin de connaître leurs appréciations sur leur niveau

de formation sur les sujets TEDS, leurs besoins de formation, les formats les plus adaptés et leurs possibles implications pour former leurs pairs et les étudiant•es. La note de cadrage du ministère de septembre 2024 sur la formation des enseignant•es a constitué un repère pour cadrer cette enquête, réalisée en novembre 2024. Sur 953 personnels concernés, 354 ont renseigné le questionnaire complet soit un taux de réponse de 36,1% (cf. *annexe 6*).

A la suite de cette enquête et afin de définir les premiers formats de formation à mettre en place à partir du printemps 2025, une première réunion de travail a été organisée en janvier 2025 avec les E-EC volontaires pour se former et pour former leurs pairs et les futurs étudiant•es.

II. Objectifs

La formation à la TEDS des E-EC constitue une priorité forte dans la perspective du renforcement de l'offre de formation des étudiant•es de 1er cycle mais aussi de masters sur ces enjeux. De plus, cette formation peut avoir un effet levier sur les changements de pratiques contribuant à réduire les impacts de nos activités sur l'environnement. 3 objectifs ont été identifiés :

- Sensibiliser, acculturer toute la communauté afin d'échanger, faire évoluer nos pratiques, découvrir et mieux connaître les initiatives en matière de DDRSE. Public visé : tous les personnels ainsi que les étudiant•es pour certains formats

- Former des enseignant•es pour renforcer les pratiques pédagogiques, les compétences sur les enseignements TEDS et pour expérimenter, mettre en place de nouveaux contenus pédagogiques, des atterrissages disciplinaires en particulier dans le cadre des nouvelles accréditations, en mobilisant les expériences internes et les ressources UVED. Public visé : E-EC souhaitant former les étudiant•es et le vivier nécessaire au déploiement des enseignements TEDS dans l'offre de formation de premier cycle (environ 150).

- Former des doctorant•es à la TEDS par la mobilisation des écoles doctorales

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : sensibiliser et acculturer l'ensemble des personnels			
Communiquer sur l'offre de formation DDRSE et augmenter le nombre de sessions et personnels formés	Service RH	Annuel	
Systématiser une sensibilisation TEDS lors de la journée des nouveaux et nouvelles arrivantes	Service RH	Annuel	
<i>Indicateurs de suivi : nombre de sessions / nombre de participant·es</i>			
Mettre en place des conférences et des temps d'échanges en atelier (envisager des engagements possibles dans sa composante, son service : mes gestes pour les transitions)	VP RSU Service RH	Annuel	
Renforcer l'offre TEDS du plan de formation continue	Service RH		
Systématiser des évènements pour toute la communauté : Festival futurs proches, université d'été TEDS pour installer un fil d'évènements au long de l'année universitaire : ateliers, projection de films, visites biodiversité sur les campus, évènements culturels...	VPD RSU	Annuel	
Objectif 2 : former des enseignant·es formateur·rices TEDS			
Recenser le niveau de formation des E-EC	Service RH	Déc. 24	
Recenser les expert·es (internes et externes) pouvant former les E-EC	Service RH	Déc 24 - janv. 25	
Recenser les E-EC volontaires pour se former à ces thématiques et les enseigner en cycle licence	Service RH	Déc 24 - janv. 25	
Structurer un pôle de référent·es TEDS pour définir le socle commun des connaissances sur les TEDS et leur actualisation	VPD RSU, VP CFVU, VPD NUM	2025	COMP
Mettre en place des ateliers ou séminaires 2 fois par an (2x1 journée) pendant 2 ans : mobilisation des ressources UVED, déclinaison des enseignements TEDS dans les disciplines	VPD RSU, VP CFU, VPD NUM	2025 -2026	
Encourager les Congés pour Projets Pédagogiques orientés TEDS	VP CR, VP CFVU	En continu	
Créer un café pédagogique TEDS	Pôle enseignants- référents	2026	
Communiquer régulièrement sur les offres de formation, les évènements liés à la formation à la TEDS	Service com	En continu	
Mettre en œuvre le plan de formation et le déployer (+ accompagnement des enseignants à l'éco-anxiété)	Service RH	Dès 1er sem. 25	
Objectif 3 : former les doctorantes et doctorants			
Renforcer ou rendre obligatoire la formation TEDS dans les ED	ED	Dès 2025	

Ouvrir à l'international dans un objectif de co-développement concernant les parties prenantes internes

I. État des lieux

L'UT2J compte plus de 330 accords de coopération internationaux (dont 210 accords Erasmus +). La liste des accords de coopérations est disponible sur l'outil de suivi des indicateurs (<https://odin.univ-tlse2.fr> – onglet international). Le domaine de la recherche travaille également à la rédaction d'un panorama de l'internationalisation de la recherche, une première version a été diffusée en commission des relations internationales en janvier 2025.

Des activités ont été recensées :

- UFR LANGUES

Tandem virtuel, qui a bénéficié du soutien PARE, pour favoriser les échanges sans mobilité pour l'acquisition d'une langue

- UFR SES

- Féminisme et agriculture au Brésil / Genre / Environnement
- Sociologie : Projet de certification (formation partielle) avec des pays d'Afrique du même fuseau horaire (ex. Sénégal, Gabon) dans le cadre du Master Management projet industriel (MP2I)

- IPEAT

- Master IPAL
- Double diplôme avec l'Universidad de Querétaro

- INSPE

- Programme à venir d'un cours avec Universidad Estadual de Rio de Janeiro.
- Projets de formation des futurs enseignant·es en lien avec le Sénégal, le Congo, l'Argentine et la Colombie

- IUT de Blagnac

Double diplôme avec Université du Québec à Chicoutimi

- UFR PSYCHO

Collaboration à Battambang : après la conception d'une licence, le cycle Master est à créer

Pour le financement de ses activités d'internationalisation et au-delà de ses ressources propres, l'UT2J fait appel à des bailleurs. A travers son accréditation ECHE 2021-27, l'établissement candidate chaque année à des appels à projets permettant de financer la mobilité sortante des étudiant•es et des personnels. Pour tous les autres projets, les appels à candidature, portés par des porteur•ses scientifiques ou administratif•ives, sont concurrentiels.

Ainsi, aujourd'hui encore, le principal bailleur est la commission européenne via le programme Erasmus+. La programmation Erasmus + 2021/27 intègre 4 priorités transversales⁷ :

- Inclusion et diversité
- Transformation numérique
- Environnement et lutte contre le changement climatique
- Participation à la vie démocratique, valeurs communes et engagement civique

Les personnes utilisant un moyen de transport éco-responsable (train, bus ou covoiturage) reçoivent un complément de bourse inclus dans les frais de

voyage. Les étudiant•es répondant à l'un des critères d'inclusion bénéficient d'un bonus pouvant aller jusqu'à 250 € par mois.

Par ailleurs, les projets donnent désormais la possibilité de financer des pays tiers non associés au programme dans la limite de 20% par subvention. Cette mesure concerne surtout les étudiant•es partant au Royaume-Uni et en mobilité de stage (doctorant•es et futur•es professeur•ses).

Sur chaque projet, des indicateurs spécifiques à ces priorités transversales ont été développés et sont collectés auprès des participant•es. Par exemple, sur le volet transition écologique:

1. Part des participant•es qui déclarent avoir appris davantage sur les questions liées à l'environnement, au climat et au développement durable à la suite de leur mobilité
2. Part des participant•es qui déclarent avoir changé leurs habitudes pour les rendre plus durables à la suite de leur mobilité
3. % de participant•es ayant choisi un moyen de transport éco responsable pour la mobilité

II. Objectifs

Les objectifs visent à approfondir la valorisation des échanges et activités menées entre personnels administratifs et enseignant•es auprès d'universités partenaires :

- Collecter des données qualitatives et quantitatives relatives aux échanges de mobilité ayant lieu dans le cadre de programmes de coopération universitaire internationale. Cela concerne les étudiant•es, les personnels et les E-EC. Plus spécifiquement, une attention particulière sera portée au dispositif de « professeur•ses visiteur•ses », ainsi que la réalisation de stages à l'étranger.
- Développer des pratiques de mobilité responsable, notamment par la conception d'une charte de l'écoresponsabilité de la mobilité conventionnée (enseignant•es, étudiant•es, personnels, professeur•ses visiteur•ses). Dans le cadre de

l'alliance universitaire Universeh, le consortium concevra un plan de soutenabilité et une euro-charte à destination de ses membres. Un travail de sensibilisation pourra être engagé en amont et en complément de l'adhésion aux engagements de la charte.

- Poursuivre le développement des doubles-diplômes dans un objectif de co-développement
- Valoriser les cours TEDS UT2J proposés aux étudiant•es en mobilité entrante et réciproquement dans l'offre de nos partenaires : un travail d'identification des cours TEDS est mené dans notre

⁷Voir dans le détail : <https://erasmus-plus.ec.europa.eu/fr/programme-guide/part-a/priorities-of-the-erasmus-programme>

établissement, cet objectif permettra de réaliser une collecte des cours TEDS insérés dans le plan de formation des étudiant•es en mobilité sortante. Ces enseignements pourront, le cas échéant, constituer des blocs de compétences intégrés dans des parcours et donner lieu à une certification de type Open badge.

Enfin, l'amélioration de la qualité d'accueil des étudiant•es internationaux est une préoccupation centrale de notre établissement comme l'atteste l'obtention du label Bienvenue en France. Il s'agira maintenant d'atteindre le troisième niveau de cette certification en renforçant la qualité des dispositifs d'accueil, en améliorant la prise en charge des besoins des étudiant•es en situation d'handicap et en prônant les principes d'égalité.

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : mieux connaître les échanges de mobilité pour mieux structurer nos partenariats internationaux			
Réaliser une enquête Cartographier les échanges hors Erasmus+ (professeur•ses visiteur•ses / stages à l'étranger)	VPRI, SRI, Composantes	Mai 2025	
<i>Indicateur de suivi : % de professeur•ses visiteur•ses assurant des interventions sur ces thématiques</i>			
Objectif 2 : développer des pratiques de mobilité responsable			
Rédiger et diffuser une charte de l'éco-responsabilité	VPRI, SRI, Composantes	Mai 2025	
Objectif 3 : poursuivre le développement des doubles-diplômes dans un objectif de co-développement			
Accompagner au montage de double - diplôme	VP SOFI, VP RI, SRI	Rentrée 2026-27	
<i>Indicateur de suivi : % de professeur•ses visiteur•ses assurant des interventions sur ces thématiques</i>			
Objectif 4 : valoriser les cours TEDS UT2J proposés aux étudiant•es en mobilité entrante et réciproquement dans l'offre de nos partenaires			
Identifier les cours TEDS pris par les étudiant•es en mobilité sortante et faciliter leur reconnaissance	Coordinateur•ices RI		
<i>Indicateur de suivi : % de cours suivis dans les universités partenaires sur ces thématiques</i>			



Ambition 3

**Conduire et partager des
recherches en SHS et ALL
contributrices aux enjeux des
transformations écologiques et
sociales**

Cette ambition vise à affirmer nos spécialisations de recherche et notre contribution à l'adaptation de la société en contexte de vulnérabilité forte, en plaçant l'université au cœur de la cité. Modes de conduites de la recherche et productions de connaissances singulières en SHS et ALL seront réinterrogées et valorisées dans un souci de contribution active aux transitions globales et locales.

Les mots clefs :

transitions, création, changement sociétal, coopérations

« Combattre le greenwashing demande de rendre enfin audibles et visibles la multitude des alternatives écologiques, solidaires et démocratiques qui permettraient de changer le cours des choses. »

Aurélien Berlan, Guillaume Carbou, Laure Teulières (dir.), Greenwashing : manuel pour dépolluer le débat public, Paris, Editions Points, 2023, introduction.

« Les recherches hybrides, interdisciplinaires, nous apprennent à construire des refuges dans nos pratiques académiques, à nourrir le patchwork des sciences et des savoirs situés qui œuvrent à faire de l'anthropocène non le monstre indestructible engendré par nos œillères modernistes, mais un événement, le plus court possible, qui n'ait pas raison d'un monde riche et complexe qui vaut que l'on se batte pour sa subsistance. »

Aline Wiame, « Hybrides et monstres de l'anthropocène », postface à Essais, numéro spécial « Hybridités », à paraître en 2025

Sommaire

- Formaliser l'intégration du DDRS dans la stratégie de recherche
- Formaliser la stratégie d'interaction sciences et société
- Dispositif de réflexion éthique

Formaliser l'intégration du DDRS dans la stratégie de recherche

I. État des lieux

Pilotage opérationnel de la stratégie de recherche :

La recherche conduite à l'UT2J est, depuis sa création, profondément ancrée dans des préoccupations liées au DDRSE. Pour ne donner qu'un exemple, elle a été pionnière dans les études sur le genre, avec la création de l'équipe Simone Sagesse dès 1986. Cette recherche fortement ancrée dans des questions liées au DDRSE marque la politique scientifique de l'établissement. Elle se déploie dans un vaste éventail de disciplines (histoire, géographie, urbanisme, sociologie, psychologie, anthropologie, sans oublier l'ensemble des disciplines du secteur ALL) mais aussi au sein de structures collaboratives et projets marqués par une volonté résolument interdisciplinaire (l'exemple de Simone Sagesse devenue ARPEGE, pour ne citer que celui-ci, est révélateur de cette marque ancienne des pratiques de recherche en vigueur dans l'établissement).

Si la recherche est pilotée, de manière classique, par la Commission de la Recherche sous la responsabilité d'une vice-présidence recherche, l'établissement a fait, depuis près de dix ans, le choix de mettre en place deux vice-présidences déléguées pilotant deux commissions dédiées, pour l'une à la valorisation de la recherche auprès du secteur socio-économique (Commission Valorisation) et, pour l'autre, aux liens entre la recherche et les publics non-universitaires et le secteur socioculturel (Commission Diffusion des Savoirs jusqu'en 2023, désormais renommée Commission Science et Société). Chacune de ces deux commissions a lancé un appel à projets spécifique et conduit des actions visant à assurer la transmission et la valorisation de la recherche en dehors du monde universitaire. Dans ces deux commissions siègent

des partenaires qui portent des enjeux sociétaux forts : SATT, collectivités territoriales (département, métropole, région), secteur industriel et secteur culturel, associations, qui permettent d'assurer le pilotage d'une politique de responsabilité sociétale. L'UT2J est aussi porteuse de 10 plateformes de recherche, espaces de mutualisation d'équipement de recherche relevant de secteurs très variés à fort impact sociétal (analyse du comportement humain, alimentation, études environnementales, ingénierie touristique, design, production artistique, archéologie, etc.), offrant l'opportunité de collaborations privilégiées avec les partenaires socio-économiques, y compris dans une dimension territoriale, en se déployant sur des campus situés dans des Villes universitaires d'équilibre.

Le diagnostic a aussi mis en évidence des initiatives de développement durable relevant de certaines unités de recherche, sans qu'il ait été mis en place dans l'établissement, pour l'instant un processus formalisé de déploiement et de suivi de la stratégie R&I intégrant des actions DD. La réflexion menée dans le cadre de ce schéma directeur a été conduite au sein du GT et la commission recherche a été impliquée dans la réflexion. Cela a permis à ces différents acteurs de s'approprier le référentiel de diagnostic DDRSE dans le domaine recherche et innovation, de participer à la réalisation de l'état des lieux, de collaborer à la définition d'objectifs permettant une transformation dans le pilotage de la stratégie et de réfléchir à des actions en vue de progresser vers ces objectifs. Les différents lieux d'échange (commission recherche, conférence de la recherche) ont également permis d'irriguer plus largement la communauté.

Pratiques de recherche :

L'UT2J accompagne, depuis déjà plusieurs années, des initiatives-phares de projets interdisciplinaires : Labex Structuration des Mondes Sociaux, plateforme d'expertise Atelier d'ÉCOlogie POLitique (Atécopol), lancée à l'automne 2018 pour construire une communauté pluridisciplinaire de scientifiques travaillant sur les conséquences des bouleversements écologiques en lien avec des chercheur•ses d'autres établissements de la Comue, pour ne citer que deux exemples. Elle apporte aussi un fort soutien aux activités de la MSHS de Toulouse (hébergement, dotation RH et financière), dans sa mission de soutien à l'interdisciplinarité et aux interactions recherche – société. Les laboratoires bénéficient ainsi de différents dispositifs portés ou co-portés par la MSHS-T (appel à projets visant l'incubation de projets interdisciplinaires émergents, prix de thèse interdisciplinaire, laboratoire des transitions de la Région Occitanie, etc.).

L'UT2J a aussi développé divers dispositifs pour favoriser l'inter-trans-disciplinarité. En 2020, la Commission Recherche a, par exemple, mis en place un dispositif permettant la reconnaissance des structures collaboratives. Ce dispositif offre la possibilité à des structures en émergence de bénéficier d'un financement d'incubation avant leur inscription dans le contrat quinquennal. Il permet également à des structures déjà en place de demander leur inscription dans le contrat. La Commission Recherche a prévu une évaluation à mi-parcours (évaluation conduite à l'hiver 2022) et une évaluation au moment du bilan d'autoévaluation, en vue du dépôt du projet du prochain contrat quinquennal. Cette évaluation (conduite en décembre 2024) va permettre d'envisager la modulation du soutien financier (et éventuellement

RH) des structures déjà inscrites et leur maintien dans le contrat. En 2026, un nouvel appel sera lancé en vue de l'inscription éventuelle de nouvelles structures dans le contrat 2027-2031.

Dans le cadre de l'AMI SHS, lancé en 2024, l'établissement a aussi accompagné l'émergence de nouvelles communautés scientifiques autour de 4 thématiques : évolution des habitats et modes de vie (l'établissement a été porteur du projet HARMONIES, non retenu à l'issue de la première phase de sélection, avant de devenir partenaire du projet Habiterre porté par l'Université Gustave Eiffel non lauréat à l'issue de la phase 2), les âges de la vie (membre du consortium du projet PassAge, porté par l'Université Montpellier 3-Paul Valéry, non retenu à l'issue de la première phase de sélection), travail (partenaire du consortium ARTIS, porté par le CNAM, non retenu en première étape), préservation des patrimoines culturels (partie prenante du projet HERMES, porté par l'Université Sorbonne-Nouvelle, l'un des 6 projets lauréats), et conséquences du changement climatique (partenaire du consortium CLIMACT, porté par l'Université Toulouse-Capitole, non lauréat à l'issue de la phase 2). Ces diverses participations, si elles n'ont pas toutes été fructueuses, ont permis de mettre en place de nouveaux modes de travail, ont aidé à la construction de synergies interdisciplinaires, au développement de collaborations existantes et à l'établissement de nouvelles collaborations. Si seul le projet HERMES fait partie des 6 projets qui seront finalement financés, la démarche de collaboration engagée avec les autres partenaires des deux projets non retenus a vocation à se poursuivre et la dynamique interdisciplinaire qui s'est mise en place en interne à persister, avec un soutien appuyé de l'établissement.

Enfin, dans le cadre du projet TIRIS (Toulouse Initiative for Research's Impact on Society) porté par la Comue (PIA « Excellence sous toutes ses formes »), l'établissement incite fortement au dépôt de projets (par de l'information, de la sensibilisation, lors des conférences de la recherche, réunions de la Commission Recherche, diffusion des appels à projets dans les unités de recherche) depuis la mise en place des appels à projet destinés à financer la maturation de projets interdisciplinaires pour répondre aux défis sociétaux. Cette incitation a porté ses fruits, comme en témoignent le nombre croissant de déposant·es et, surtout, le nombre croissant de projets lauréats dans les divers appels à projet (Brave New Innovation, Scaling Up Science, Junior Fellowship, Sciences et Société (Co-recherches – Incubation/Emergence)). Les membres de l'UT2J sont aussi fortement impliqués dans la réflexion en cours sur le développement des communautés de savoirs et de pratiques.

Impacts DDRS des questions de recherche :

L'UT2J a bien pris conscience de la nécessité d'analyser les impacts DDRS des questions de recherche et du bénéfice que l'établissement et son environnement peuvent en tirer. De très nombreuses recherches à fort impact DDRS sont produites dans les unités de recherche de l'établissement, même si elles n'ont pas encore été cartographiées avec précision. En outre, des analyses d'impact DDRS sont de plus en plus souvent effectuées avant le dépôt de projets, ces analyses étant demandées dans de plus en plus de dispositifs d'appels à projet.

Le présent travail a permis d'identifier des outils et méthodes d'analyse d'impacts DDRS sur les questions de recherche. Le groupe de travail a mené une réflexion approfondie sur les modes possibles de

cartographies et a testé plusieurs méthodes visant à établir une cartographie aussi exhaustive que possible. Le groupe de travail a d'abord identifié 22 mots-clés fortement connotés DDRS, dans l'objectif de conduire une recherche dans HAL (plateforme en ligne d'archives ouvertes), de produire des listes de publications et de demander aux unités de recherche de taguer les produits de la recherche entrant dans la thématique. Les mots-clés ont aussi été testés sur les sujets des thèses en cours, etc.

Ces méthodes de traitement automatique se sont révélées, pour l'instant, inutilisables. Dans le cas des publications déposées dans HAL, le tri s'est révélé difficile, voire impossible, en raison du pourcentage important de recherches entrant en écho avec les mots-clés DDRS identifiés (plusieurs milliers de publications pour un seul mot-clé). À l'inverse, le travail sur les sujets de thèses a donné un total de 80 sujets contenant un des mots-clés, suggérant une sous-évaluation évidente du nombre des thèses à impact DDRS.

Après ces différentes phases d'évaluation, il a été décidé de réaliser une cartographie, plus qualitative que quantitative, ce qui permet également d'éviter certains risques qui pourraient être induits par une cartographie exhaustive (comme considérer certaines recherches fondamentales comme moins « utiles » parce que sans impact DDRS direct). L'évaluation Hcéres et l'établissement des bilans d'autoévaluation vont permettre d'être plus précis. Dans cette démarche, il est proposé de guider les unités de recherche en conférence de la recherche, afin de s'assurer que ces impacts DDRS seront bien intégrés dans l'évaluation. L'établissement a identifié une méthodologie qu'il a l'intention de mettre en œuvre dans les mois qui viennent.

Enjeux DDRS dans la conduite des projets :

Plusieurs actions de sensibilisation ont été menées auprès des directions d'unités de recherche et personnels d'appui à la recherche dans le cadre de la Conférence de la Recherche : 15/05/19 présentation Atécopol ; 07/07/21 présentation de la demande de nomination d'un·e correspondant·e développement durable par unité de recherche (UR) ; 27/10/21 présentation de la démarche DDRS ; 18/01/23 présentation empreinte carbone des activités scientifiques ; 25/01/23 présentation de la démarche DDRS engagée par l'UT2J ; 25/10/23 présentation de la mission RSU ; 29/11/23 présentation de la démarche éco-responsable de l'IRIT.

Certaines unités de recherche ont déjà pris des initiatives pour limiter leur empreinte carbone (entre autres CLLE, IRIT, GEODE, etc.). L'UT2J soutient financièrement le projet proposé par l'IRIT d'un dispositif de calcul des émissions de gaz à effet de serre (GES) des missions (CumulGESmission).

La Commission Recherche a également financé un stage dédié pour le LN-PL, avec pour mission de faire un retour aux autres UR du site sur la méthodologie mise en place pour l'évaluation de l'empreinte carbone (https://lnpl.univ-tlse2.fr/medias/fichier/bc-lnpl-2023_1728046138434-pdf). On note aussi la présence de référent·es DDRS dans certaines unités de recherche mais ce dispositif n'a pas encore été suffisamment systématisé. Toutefois, la nomination récente d'une personne chargée de conduire l'évaluation GES de l'établissement, incluant donc le domaine recherche et innovation, devrait aider à la mise en œuvre rapide du dispositif. Elle est déjà en contact avec les UR, en commençant

par les UMR.

L'établissement participe également au plan mobilité inter-établissements en dialogue entre la Comue, la SNCF et les différents acteurs de la mobilité

Développement de projets de recherche en réponse aux enjeux sociétaux :

De très nombreux projets de R&I dont les objectifs répondent aux enjeux sociétaux sont menés au sein de l'établissement. Une identification partielle a été effectuée mais la cartographie n'est pas systématique (l'établissement a bien « répertorié DES projets »), la plupart sont engagés mais sans que ce soit, pour l'instant, une stratégie systématique de l'établissement. L'établissement favorise la participation à des appels à projets (TIRIS, AMI-SHS), sensibilisant les acteurs de la recherche à l'importance de répondre aux appels à projets dont les objectifs répondent aux enjeux sociétaux.

S'il apparaît clairement que la plupart des projets de recherche pilotés au sein de l'UT2J visent à apporter des réponses aux enjeux sociétaux majeurs (santé/ bien être à tous les âges de la vie, réchauffement climatique et transition écologique, transitions socio-économiques, questions migratoires, etc.), reste à établir une cartographie précise permettant de mettre en place une stratégie cohérente au sein de l'établissement.

II. Objectifs

Pilotage opérationnel de la stratégie de recherche :

L'objectif premier est de consolider la réflexion sur la recherche en termes de DDRS par l'implication d'un plus grand nombre d'acteurs de la recherche, par une actualisation du diagnostic et un partage avec un plus grand nombre de parties prenantes internes. Il conviendra d'impliquer davantage notamment dans le cadre de la Conférence de la Recherche. Il conviendra également de réfléchir à l'intégration de la question DDRS dans le pilotage de la recherche, en impliquant sur le long terme la Commission Recherche et en travaillant à une meilleure articulation avec les vice-présidences déléguées (Science & Société et Valorisation) et les commissions respectives qu'elles pilotent.

Le deuxième objectif est d'installer le COMOP Recherche DDRS qui comprendra des représentant•es des chercheur•ses et des doctorant•es et des spécialistes du secteur DDRS. Seront intégré•es dans le comité opérationnel des représentant•es du Patrimoine, du service Déplacements, de la DEEP, etc. A l'échelle de la Recherche, le COMOP et ses GT se répartiront un certain nombre de tâches, comme la question de la décarbonation (déplacements, achats, patrimoine, etc.), la question RH, celle des stratégies de recherche et des collaborations entre UR (développement durable). Ce dispositif s'intègre au dispositif général construit à l'échelle de l'établissement. Il pourra se saisir d'actions (orienter des bourses, flécher des CDU, proposer des stages, ou encore orienter des présentations sur la question dans le cadre du forum de la recherche).

Pratiques de recherche :

Parmi les actions envisagées, il s'agira de compléter le cahier des charges de la reconnaissance des structures collaboratives, notamment en y intégrant des mesures incitatives DDRSE.

Dans le cadre du COMP, plusieurs priorités scientifiques qui favorisent plus particulièrement l'interdisciplinarité ont été soulignées et un accompagnement renforcé est envisagé (avec le recrutement de 3 ingénieur•es de recherche pour le développement de trois projets prioritaires : les études sur le genre (ARPEGE), Habitats et modes de vie et recherche-crédation).

Enfin, une analyse critique du dispositif est nécessaire pour le franchissement d'un niveau, le bilan d'autoévaluation quinquennal sera une occasion de proposer des modalités d'analyse et d'envisager à moyen terme des infléchissements.

Impacts DDRS des questions de recherche :

L'objectif visé est d'être en mesure de préciser nos spécificités, de dégager des grands axes parmi les sujets DDRS sur lesquels portent les recherches de l'établissement (comme cela a été fait sur les recherches conduites dans l'établissement dans le domaine de la santé) cela passe par la réalisation d'une cartographie qui pourra contribuer à l'acculturation de la communauté scientifique à ces méthodes.

Plusieurs actions sont envisagées. Un projet tutoré est en cours, il implique des étudiant•es de 2e année du Master Linguistique, informatique, technologies du langage et a pour objectif de recenser les articles scientifiques produits à l'UT2J qui relèvent des objectifs DDRS, et d'en fournir une classification sémantique en s'appuyant sur les 17 ODD et leurs mots-clés associés.

Il pourra s'accompagner d'autres démarches similaires, par exemple l'organisation de stages rémunérés dans le cadre du dispositif de stages mis en place par l'établissement grâce au dialogue de performance 2023-24, dispositif prolongé par la Commission Recherche pour l'année 2024-25. On pourrait aussi envisager de flécher certains stages « DDRS ».

L'établissement pourra également réfléchir à la mise en œuvre de dispositifs d'analyse d'impact (via un groupe de travail dédié ou le COMOP DDRS Recherche). Une analyse d'impact pourrait être conduite avant et après le développement de chaque projet de recherche, ce qui, après compilation des deux analyses d'impact, permettrait une analyse plus fine des impacts DDRS.

La diffusion/valorisation de ces impacts auprès des étudiant·es et auprès d'un public plus large dans le cadre des liens entre science et société devra également être envisagée.

Enjeux DDRS dans la conduite des projets :

L'objectif premier est de formaliser la prise en compte des enjeux DDRS dans la conduite des projets de recherche, de systématiser l'application par les entités de recherche des objectifs de maîtrise des impacts DDRS en lien avec la stratégie DDRS de l'établissement.

Pour cela, il est envisagé de systématiser la nomination de référent·es DDRS dans chaque unité de recherche, afin de créer un réseau de référent·es pour identifier les initiatives principales sur le sujet. Il conviendra dans ce cadre d'organiser des moments d'échanges sur des sujets précis (missions, appels à projets finançant des missions, doctorant·es et sujets de thèses, etc.).

L'étape suivante sera la mise en place de règles et de mesures incitatives (moyens pour généraliser les pratiques), en articulation avec le CNRS.

Développement de projets de recherche en réponse aux enjeux sociétaux :

L'objectif est de mettre en place une politique spécifique de développement de projets en lien avec les objectifs DDRS via une politique incitative à différentes échelles territoriales.

Pour ce faire, la Commission Recherche pourra réfléchir à mettre en place une politique spécifique de développement de projets en lien avec les objectifs DDRS. Parmi les actions déjà envisagées, la mise en place d'un dispositif de veille sur les appels à projets et l'ajout d'une rubrique DDRSE dans nos appels à projets internes. Est ainsi envisagé le développement de mesures incitatives, par l'ajout, par exemple, d'un axe DDRS dans l'appel à projets Science avec et pour la société (SAPS), l'ajout d'un bonus pour la prise en compte des enjeux DDRS dans le processus de reconnaissance des structures collaboratives, de même que dans l'appel interne « Coup de Pouce de la Recherche », ou encore dans l'appel à projets EPSI (Émergence de Produits et de Services Innovants) de la Commission Valorisation.

Une fois ces dispositifs effectivement mis en œuvre et systématisés, l'établissement pourra se consacrer à l'élaboration d'un dispositif d'évaluation de ces mesures incitatives dans le but de les faire évoluer.

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : pilotage opérationnel de la stratégie de recherche. Mettre en place le dispositif de pilotage (COFIL-COMOP)			
Programmer une conférence de la recherche dédiée à la restitution du SD DDRSE pour partager les diagnostics et les pistes de travail	VP CR, DAR	2025	
Organiser une réunion de la CR et des commissions valorisation et science et société pour partager les diagnostics et élaborer une feuille de route commune	VP CR, VP S&S, VP Valo., DAR	2025	
Formaliser la constitution et les modalités de fonctionnement du COMOP DDRSE pour la recherche	VP CR, DAR, CR	2026	
Réviser les dispositifs de la CR et des commissions S&S et Valo et, quand cela est possible, faire évoluer les critères pour prendre en compte la dimension DDRSE	VP CR, DAR, CR	2027	
Objectif 2 : développer des pratiques de mobilité responsable			
Présenter à la CR le bilan d'activités des structures collaboratives reconnues pour le contrat 2021-2026	VP CR, DAR	2024-2025	
Revoir le dispositif de reconnaissance des structures collaboratives, notamment en y intégrant des mesures incitatives DDRSE ; accompagner des priorités scientifiques à fort potentiel DDRS	VP CR, DAR	2026	
Mise en œuvre du COMP : identifier les porteur•ses de projets pour les 3 axes (Genre, Habitats et modes de vie, Recherche-Création)	Présidence, VP CR	Début 2025	
Mise en œuvre du COMP : recruter des ingénieur•es projets (élaboration des fiches de poste, recrutement, installation)	Responsables des axes, VP CR, DAR	2025	
Auto-évaluation HCERES	VP CR, DAR	2025	
Objectif 3 : impacts DDRS des questions de recherche ; réaliser une cartographie permettant d'évaluer les impacts DDRS des recherches conduites, mettre en place des méthodes d'évaluation et former la communauté scientifique à ces méthodes			
Recenser les articles scientifiques qui relèvent des objectifs DDRSE et définition d'une classification sémantique (projet tutoré). Analyser les résultats et définir des modalités de mise à jour de la cartographie ainsi produite. Partager avec les laboratoires (méthodes, résultats)	Dir. MSHT, DEEP, VP CR, DAR	2025	
Communiquer sur le contenu de la cartographie (mise en avant des spécificités des recherches d'UT2J sur les questions DDRSE) : site internet de l'université, plaquette dédiée, etc.	VP CR, DAR	2025	
Déployer la méthode à l'échelle des laboratoires	VP CR, DAR, DUs	2026	

Mettre en place et diffuser le dispositif d'analyse d'impact	VP CR, DAR, CR, COMOP DDRS Recherche	2026	
Diffuser ces analyses d'impact	VP CR, DAR, CR, DUs	2027	
Mettre en place un dispositif d'amélioration continue	VP CR, DAR, CR, COMOP DDRS Recherche	2027	

Objectif 4 : enjeux DDRS dans la conduite des projets ; formaliser la prise en compte des enjeux DDRS dans la conduite des projets de recherche, systématiser l'application par les entités de recherche des objectifs de maîtrise des impacts DDRS en lien avec la stratégie DDRS de l'établissement

Nommer un·e référent·e DDRS dans chaque laboratoire	VP CR, DAR, DUs	2025	
Mettre en place et animer le réseau des référent·es	DAR	2025	
Coordonner les actions, les mesures incitatives et les outils avec le CNRS	VP CR, DAR	2025	
Généraliser le BGES à tous les laboratoires	VP CR, DAR, DUs	2027	DEEP
Analyser des résultats et définir les recommandations à l'échelle de l'établissement	VP CR, DAR, DUs	2027	
Mettre en place un dispositif d'amélioration continue		2028	

Objectif 5 : développement de projets de recherche en réponse aux enjeux sociétaux ; mettre en place une politique spécifique de développement de projets en lien avec les objectifs DDRS

Analyser la participation des laboratoires d'UT2J aux appels à projets TIRIS	VP CR, VP S&S, VP Valo., DAR	2025	
Valoriser les projets financés par TIRIS (communication spécifique)	VP CR, DAR	2025	
Renforcer les mesures incitatives (dispositif de veille, ajouter la dimension DDRS dans les AAP internes)	VP CR, VP S&S, VP Valo., DAR	2026	
Mettre en place le dispositif d'évaluation et d'amélioration	VP CR, VP S&S, VP Valo., DAR	2027	

Formaliser la stratégie d'interaction sciences et société

I. État des lieux

L'UT2J s'engage activement dans la promotion de la participation des acteurs sociaux aux processus de production de la recherche, en adoptant diverses initiatives et en collaborant avec de nombreux partenaires. Ces actions visent à renforcer les interactions entre les laboratoires de recherche et les acteurs extra-académiques, facilitant ainsi une recherche plus inclusive et intégrée aux besoins sociétaux.

1. Actions et dispositifs en place :

Conventions CIFRE :

L'UT2J utilise les CIFRE pour encourager les partenariats entre les laboratoires et les entreprises, avec 54 conventions actuellement en cours.

Publications et terminologies :

L'UT2J met l'accent sur les publications impliquant des termes tels que « sciences participatives », « recherches participatives » et « SAPS » (Sciences Avec et Pour la Société). Ces publications sont recensées sur des plateformes de recherche comme HAL, permettant de diffuser largement les résultats et de promouvoir les sciences participatives.

Projets structurants :

L'UT2J participe à plusieurs projets structurants visant à dynamiser les interactions entre laboratoires et acteurs extra-académiques :

- Projet UTPRIME (2018-2024) : financé par la région, il vise à renforcer les collaborations de recherche
- Projet UTINNOVATION (2024-2028) : financé par l'État, il se concentre sur l'innovation et la recherche partenariale
- Projet TIRIS (2023-2033) : Ce projet à long terme, financé par l'État, comporte un volet SAPS et un volet innovation, soutenant la recherche avec une forte implication sociétale

Services de valorisation et partenariats :

Les services de Valorisation et Relations avec les Entreprises (VRE/UT) et le Service Valorisation et Partenariats (SVP/UT2J) travaillent ensemble pour promouvoir les dispositifs de financement de la recherche partenariale. Ils accompagnent les chercheur•ses et les étudiant•es dans leurs démarches de collaboration avec des entreprises et des associations, facilitant ainsi la mise en place de contrats de recherche et de conventions de collaboration.

Plateformes technologiques :

L'UT2J dispose de plateformes technologiques et d'expertise qui sont utilisées à des fins de recherche et pour des prestations auprès d'acteurs extra-académiques. Des visites de ces plateformes sont organisées pour les entreprises, notamment les PME/TPE de la région, afin de créer des opportunités de collaboration future. Les visites des plateformes ont été organisées en sollicitant les Pôles de Compétitivité dont l'UT2J est membre ce qui inclut :

- Aerospace Valley : pôle localisé à Toulouse, associant les régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, dans les domaines de l'aéronautique, de l'espace et des systèmes embarqués
 - Agri Sud-ouest : pôle localisé à Toulouse, associant les régions Occitanie et Nouvelle-Aquitaine, dans la filière agricole et agroalimentaire
- Nous faisons également partie du Groupement d'intérêt scientifique du Cancéropôle de Toulouse permettant de nous mettre en lien avec les

professionnel·les du domaine de la santé et plus particulièrement sur les maladies du cancer.

Manifestations scientifiques et éthique :

L'université organise diverses manifestations scientifiques impliquant le grand public, ce qui contribue à la médiation scientifique et à la diffusion des résultats de recherche avec notamment le Forum de la Recherche.

L'UT2 adhère à une charte éthique rigoureuse et participe au renforcement du Comité d'Éthique de la Recherche (CER) de l'UT.

Projets de recherche et collaborations :

- Contrats de recherche : l'UT2J a établi des contrats de recherche avec 2 entreprises et 6 associations, reflétant son engagement à collaborer étroitement avec divers acteurs
- Collaborations avec des plateformes technologiques : deux contrats de collaboration sont en place, renforçant ainsi l'intégration des avancées technologiques dans les projets de recherche

2. Améliorations et perspectives

L'UT2J continue d'améliorer ses dispositifs et perspectives pour la recherche partenariale. Accompagnement pré-CIFRE et pré-convention de collaboration de recherche :

Les directeurs et directrices de thèse se retrouvent souvent à devoir accompagner leur futur·e doctorant·e dans sa prospection pour identifier un partenaire de recherche. Bien que ce soutien soit essentiel, il présente plusieurs défis :

- Manque de formation : le personnel académique n'est pas toujours formé pour accompagner efficacement les doctorant·es dans leurs démarches de recherche d'employeur
- Problèmes de coordination : les directeur·ices de thèse agissent souvent de manière indépendante sans informer le service de valorisation.
- Omission des coûts d'encadrement : souvent les coûts d'encadrement de la thèse pour l'établissement ne sont pas inclus dans les discussions initiales avec le partenaire de recherche.

Pour pallier ces difficultés, l'UT2J envisage plusieurs pistes :

- Formation pour le personnel académique : créer une formation sur une demi-journée pour aider les directeur·ices de thèse à mieux comprendre et gérer les aspects financiers et logistiques des collaborations CIFRE ou, envisager de produire une vidéo qui s'adresse uniquement aux directeur·ices de thèse. Cette vidéo inclurait un descriptif du dispositif CIFRE, présenterait les modalités du contrat de collaboration à discuter avec le partenaire et rappellerait le besoin d'impliquer le service valorisation de l'UT2J dans le processus.
 - Coordination avec le service de valorisation : protocoles de communication renforcés pour assurer que le service de valorisation soit impliqué dès le début des discussions avec les partenaires potentiels.
 - Intégration des coûts d'encadrement : Proposer au Conseil d'administration de l'UT2J de valider l'obligation des chercheur·ses qui sont dans un processus de recherche partenariale de présenter au moins les frais marginaux au partenaire. Nous devons porter le projet de calcul des frais d'encadrement de thèse afin de nous assurer qu'ils sont inclus dans les négociations contractuelles devant les instances de l'établissement. Une fois validé par le CA nous pourrions alors communiquer aux chercheur·ses une feuille de calcul à présenter au partenaire afin qu'ils prennent conscience des coûts liés à l'encadrement d'une recherche.
- Les difficultés rencontrées pour la mise en place des contrats de collaboration de recherche CIFRE se retrouvent également dans la mise en place des conventions de collaboration de recherche, qui ne sont donc pas exclusivement liées aux doctorant·es.
- Promotion des LabCom et AAP ANR partenariaux : encouragement des projets de Laboratoires Communs et des Appels à Projets de l'Agence Nationale de la Recherche
 - Plateforme Lab-Connect : développement d'une plateforme de référencement des expertises scientifiques pour faciliter les mises en relation entre chercheur·ses et acteurs extra-académiques
- L'UT2J s'engage à continuer de renforcer ses partenariats et à promouvoir activement la recherche participative, contribuant ainsi à une société plus inclusive et innovante.

II. Objectifs

L'UT2J vise à renforcer et structurer ses initiatives de recherche participative à travers plusieurs objectifs clés. Il s'agit notamment d'inciter à la co-recherche par le biais d'appels à projets (AAP) spécifiques, de développer une feuille de route dédiée aux sciences participatives, et de formaliser des conventions de recherche avec des partenaires pour mieux recenser et valoriser ces collaborations.

En outre, la création d'une plateforme guichet permettra de répondre efficacement aux sollicitations extra-académiques. Enfin, l'UT2J aspire à se faire connaître et reconnaître pour ses efforts en matière de recherche participative, contribuant ainsi à une intégration plus étroite entre la recherche académique et les besoins sociétaux.

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : accompagnement pré-CIFRE et pré-convention de collaboration de recherche			
Mettre en place des formations pour le personnel académique	VPD Valo. et Serv. Valo.	2026	
Coordonner les demandes	Serv. Valo.	2026	
Intégrer les coûts d'encadrement des chercheur·ses qui sont dans un processus de recherche partenariale	Serv. Valo.	2026	
Objectif 2 : promotion des LabCom et AAP ANR partenariaux			
Encourager et accompagner les projets	Serv. Valo.	En continu	
Objectif 3 : faciliter les mises en relation entre chercheur·ses et acteurs extra-académiques			
Développer une plateforme Lab connect de référencement des expertises scientifiques	VPD Valo. et Serv. Valo.	2026	

Transférer les résultats de la recherche vers le monde socioéconomique et favoriser l'entrepreneuriat et l'innovation responsable en réponse aux enjeux sociétaux

La nouvelle définition de la valorisation adoptée en janvier 2024 met l'accent sur l'éthique, la dimension sociale et responsable de la recherche au sein de notre établissement :

« La valorisation de la recherche menée à l'UT2J est le processus rendant utilisables, de manière éthique et responsable, à titre onéreux ou gracieux, les activités, expertises, productions scientifiques par les sphères économiques, sociales, industrielles, institutionnelles ou culturelles, au plan local, national et international. Les activités de valorisation impliquent des transferts de connaissances et de compétences, des unités de recherche vers les partenaires socio-économiques utilisateurs. Ce processus de valorisation permet d'impulser des dynamiques partenariales, de recherche et de formation. »

I. État des lieux

L'UT2J met en place plusieurs initiatives pour faciliter le transfert des résultats de la recherche vers le monde socioéconomique, encourager l'entrepreneuriat et l'innovation responsable. Voici un état des lieux des actions entreprises :

- Les conventions CIFRE permettent à des doctorant•es de réaliser leur thèse en entreprise tout en étant inscrit•es à l'UT2J. Avec 54 conventions en cours, l'UT2J encourage activement la collaboration entre le monde académique et le monde socio-économique.
- Création d'entreprises via Pépite Écrin : dispositif qui aide les doctorant•es à créer des entreprises, renforçant ainsi le lien entre recherche et entrepreneuriat. Pépite écrin est un dispositif de promotion de la culture entrepreneuriale dans l'enseignement supérieur en Occitanie : création ou reprise d'entreprise, auto-entrepreneuriat, professions libérales, entrepreneuriat social ou intrapreneuriat dans des organisations existantes. Pépite écrin propose deux niveaux d'accompagnement :
 - Le statut national d'étudiant•e-entrepreneur•se - Parcours découverte
 - Le diplôme universitaire d'étudiant•e-entrepreneur•e - Parcours émergence, délivré par la Comue
- Conventions signées : l'UT2J a établi des contrats de recherche avec des entreprises et des associations, facilitant ainsi le transfert des connaissances et des technologies.
- Commission valorisation : cette commission joue un rôle crucial dans la promotion des résultats de la recherche et de leur transfert vers le monde socioéconomique. Cette commission est composée de représentant•es des instances de l'UT2J mais également d'acteurs extérieurs de la valorisation, notamment la SATT TTT, ainsi qu'un incubateur d'entreprise. La commission a identifié un certain nombre de chantiers et mis en place des groupes de travail pour répondre aux problématiques identifiées. Pendant l'année universitaire 2023-24 les groupes de travail ont été constitués pour répondre à aux questions suivantes :
 - Quelle est la définition de la valorisation de la recherche pour l'UT2J ?

- Quelles sont les dispositions et modalité de l'appel à projet EPSI ?

- Création d'une cartographie des partenaires de recherche.

- Prix CRECE de valorisation : ce prix récompense les initiatives de valorisation de la recherche, encourageant ainsi les chercheur·ses à s'engager dans des projets ayant un impact socio-économique.

Les lauréats issus de l'UT2J pour l'édition 2022 sont :

- MATIM : projet de l'UT2J, impliquant 2 étudiant·es

- IMM'ART : projet conjoint de l'UT2J et UT3 Paul Sabatier, impliquant 3 étudiant·es

- TEMBE : projet de l'UT2J, impliquant 1 étudiant·e

Les lauréats issus de l'UT2J pour l'édition 2023 sont :

- AEVUM : projet de l'UT2J, soutenu par la Banque Populaire Occitane

- BELLEZZA : projet conjoint de l'UT2J et ICAM, soutenu par la Banque Populaire Occitane

- Toulouse Tech Transfert (TTT) : Société d'Accélération du Transfert de Technologies (SATT) Depuis 10 ans, TTT détecte les inventions des chercheur·ses susceptibles d'avoir un impact significatif et contribue activement au développement de technologies d'avenir. Le service valorisation travaille étroitement avec la SATT qui est un partenaire précieux dans l'accompagnement des chercheur·ses dans leur processus de transfert de technologie innovante vers le monde socioéconomique.

- PISE de CNRS Innovation :

Ce programme soutient l'innovation et le transfert technologique. PISE est le programme de valorisation dédié aux projets à impact environnemental et sociétal du CNRS. Il permet aux chercheur·ses qui le souhaitent de bénéficier d'un budget dédié et d'un accompagnement sur-mesure de CNRS Innovation pour structurer un projet à impact.

Le programme PISE cible les projets à impacts pour la société et/ou l'environnement, alors

même qu'ils ne s'inscrivent pas dans une logique marchande traditionnelle et ne présentent pas de retour sur investissement classiquement prévisible ou identifiable. Ce programme vise à combler ce manque dans la chaîne de la valorisation du CNRS. La particularité de PISE est qu'il est ouvert à des projets de valorisation de recherche dont l'échelle TRL (Technology Readiness Level) ou SRL (Social Readiness Level) est basse. Nos chercheur·ses ont été invité·es à participer.

Cependant, seuls les laboratoires de recherche ayant une tutelle CNRS peuvent participer, et seulement 6 projets sont sélectionnés chaque année sur l'ensemble du territoire.

Il y a un véritable manque d'appels à projets de ce genre pour les recherches dans les disciplines en SHS et ALL, ce qui restreint les opportunités de valorisation et de soutien dans ces domaines.

- EPSI (Émergence de Produits et de Services Innovants) :

L'appel à projets EPSI est une initiative spécifique interne à l'UT2J, coordonnée par la Commission Valorisation et mise en œuvre par le service valorisation et partenariat de l'UT2J. Il vise à valoriser les recherches menées dans les laboratoires de l'UT2J en rendant leurs résultats utilisables par des partenaires non académiques tels que des entreprises, des associations ou des collectivités. Les objectifs principaux de cet appel à projets sont de familiariser les chercheur·ses avec la démarche de valorisation et de soutenir activement le développement de projets innovants.

Le programme EPSI accompagne les chercheur·ses dès la phase de candidature et jusqu'à l'audition devant la Commission Valorisation. Les lauréats bénéficient d'un soutien financier et non financier, incluant des conseils personnalisés, un accompagnement à la structuration du projet, des aides matérielles et logistiques, ainsi que des mises en relation stratégiques avec des partenaires potentiels. Pour l'édition 2024, nous avons eu 8 candidat·es et nous avons décidé de suivre le parcours de 6 projets et de financer directement 1 projet en fin de parcours de valorisation de l'UT2J.

II. Objectifs

Pour améliorer et structurer ses initiatives, l'UT2J a défini plusieurs objectifs clés :

- Stratégie partenariale : développer et formaliser une stratégie partenariale avec des pôles de compétitivité et d'autres acteurs socio-économiques en privilégiant les domaines d'intervention en lien avec la politique de l'établissement
- Faire de l'accompagnement une stratégie : mettre en place des actions spécifiques pour accompagner les chercheur•ses dans le transfert de leurs résultats de recherche vers le monde socioéconomique
- Faire des plateformes des lieux possibles de la valorisation
- Formaliser le parcours valorisation pour les lauréat•es EPSI
- Promouvoir le service valorisation en interne afin d'orienter les chercheur•ses à la valorisation de la recherche

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : stratégie partenariale			
Développer et formaliser une stratégie partenariale avec des pôles de compétitivité et d'autres acteurs socio-économiques	VPD Valo., Service Valo.	En continu	
Proposer des AAP en fonction des domaines portés par la politique de l'établissement	VP CR, VPD Valo.	2026	
Être présent dans différents CA ou instances pour faire rayonner les domaines de recherche d'UT2J	VPD Valo.	En continu	
Objectif 2 : faire de l'accompagnement une stratégie			
Mettre en place des actions spécifiques pour accompagner les chercheur•ses dans le transfert de leurs résultats de recherche vers le monde socioéconomique Sensibiliser les chercheur•ses en formation, dès le master	VPD Valo., Service Valo.	En continu	
Faire d'EPSI un accélérateur de valorisation en formalisant le parcours valorisation pour les lauréats EPSI Faire des succès d'EPSI des « vitrines » de la valorisation	VPD Valo., Service Valo.	En continu	
Sensibiliser les chercheur•ses à la valorisation de la recherche. Mettre en place des assises de la valorisation	VPD Valo., Service Valo.	En continu	
Objectif 3 : faire des plateformes des lieux possibles de la valorisation			
Accompagner les différentes plateformes (en fonction de leur évolution) vers une gouvernance lisible Accompagner les différentes plateformes vers la tarification auditable	VPD Valo., Service Valo.	2026	

Diffuser les résultats de la recherche et de l'innovation vers le grand public

I. État des lieux

L'UT2J est particulièrement attentive à une diffusion des résultats de la recherche à destination d'un public extra-académique, composé à la fois du grand public (scolaires, familles, adolescent•es, habitant•es, etc.) mais aussi d'acteurs du monde socio-économique (professionnel•les, associations, acteurs des collectivités, etc.). Pour ce faire, elle met en place des actions variées à destination de ces publics distincts, dans un souci d'inclusivité, de lutte contre les discriminations, en prenant en compte des problématiques de développement durable.

Actions et dispositifs en place :

Inclusion quartier - société :

- Rencontres trimestrielles à la Médiathèque grand M (en 2023 et 2024)
 - Opération de médiation avec les écoles du quartier du Mirail lors de la Fête de la Science et opérations de médiation ponctuelles (une à deux opérations depuis 2019)
 - Expositions
 - Curieuses visites curieuses, dispositif en collaboration avec l'association En quête de patrimoine et l'association la Gargouille : visite du campus et d'un laboratoire de recherche. Public scolaire du quartier (depuis 2019 une visite par an pour les scolaires)
 - Participation à l'événement « Un dimanche au bord du lac » (Reynerie) de Toulouse Métropole : participation ponctuelle par le passé. À partir de 2024, participation soutenue : organisation de différents stands d'animation : Geode, Traces, Atecopol et Lisst. Une convention de partenariat doit être mise en place.
 - Lien entre l'UT2J et le lycée Joséphine Backer du quartier.
- Accueil de la formation DN MADE⁸ (3 classes) pour le forum de la recherche (année 2022 et 2024)

Lutte contre les discriminations :

- Organisation de Conférences, par exemple : intervention de Lilian Thuram sur le racisme (2024)
- Organisation du Colloque sur le Genre, plus de 30 ateliers durant une semaine et 800 intervenant•es (2023)
- Atelier de médiation archéologie « origines communes » avec les écoles du quartier
- Organisation d'une soirée-débat en partenariat avec le Conseil Départemental de Haute-Garonne (CD31) et la Défenseure des droits sur les discriminations, le poids des origines au sein de l'université (décembre 2024)

Développement durable :

- Organisation d'un cycle de conférence (3 par an) sur la thématique des transitions en 2019 et 2020
- Accueil d'exposition : recherche et développement durable, réalisée par l'IRD

Interaction Science Société :

- Convention avec le CD31 pour la 4^{ème} année. Ce partenariat a pour objectif, entre autres, de soutenir l'organisation de l'événement « chemin de la république » du CD31, proposition d'intervention de chercheur•ses, co-construction d'événements communs, collaboration sur le devoir de mémoire (Musée de la résistance)
- Création d'une série de podcasts (15 numéros par an) sur des sujets sociétaux lancée en 2023 et

⁸ DN made (diplôme national : Design d'espace et nouvelles pratiques urbaines)

poursuivie en 2024

- Opérations de médiation avec le grand public (tous les ans) : participation des unités de recherches à la Nuit des chercheur•ses, à la Fête de la science, aux journées du patrimoine, aux journées archéologiques etc.
- Participation des chercheur•ses de l'UT2J : membres du comité scientifique et intervenant•es aux expositions du quai des savoirs sur des sujets de société : alimentation, ville durable, IA... Tous les ans depuis l'ouverture du Quai des savoirs.
- Participation des chercheur•es au comité

scientifique du Musée de la résistance, du Musée Saint Raymond

- Organisation de cycles de cafés thématiques de rencontres « exploreur » (4 à 5 par an) au Quai des savoirs entre 2010 et 2021
- Participation du CPRS au comité éditorial du magazine Exploreur de l'UT depuis 2018
- Appel à projet science et société de la commission du même nom : soutien financier aux projets de médiation et aux projets en co-construction science et société (partenaires extra académiques)

II. Objectifs

Les actions sciences et société proposées par l'UT2J comportent une dimension structurante entre à la fois le volet recherche et celui de la culture. Il s'agit notamment d'inscrire davantage les différentes actions proposées dans le territoire proche de l'université (le quartier), mais aussi de la métropole ou encore des VUE concernées.

- Développer des partenariats innovants
- Pérenniser les liens avec les quartiers et notamment avec les élu•es du quartier, les établissements scolaires, les associations
- Partager des actions avec les VUE
- Se faire connaître/reconnaître

1. Lutte contre les discriminations et collaboration avec les collectivités territoriales :
Organisation d'une grande rencontre par an, co-construite avec le CD31 (dans le cadre de leur mission les Chemins de la république) et les acteurs associatifs (ex : travailleuse et travailleurs sociaux) qui se déroulerait sur le campus UT2J, sur le modèle de la soirée-débat du 5 décembre sur le thème « discriminations, le poids des origines », porté par la VPD Science et Société et prenant appui sur le CPRS.

2. Inclusion : Renforcer les liens avec le quartier

- Mettre en place un contrat CIFRE avec Toulouse Métropole sur une question en relation avec le quartier du Mirail
- Poursuivre le cycle de rencontre avec la médiathèque grand M
- Pérenniser la collaboration avec TM dans le cadre de l'événement Un dimanche au bord du lac, convention à finaliser
- Instaurer un rdv régulier (séminaire / rencontre) avec les associations, acteurs du quartier, dans les différents centres sociaux sur des questions sociétales en se servant de l'expérience Un dimanche au bord du lac
- Partenariat UT2J avec les collèges et lycées du quartier pour accueillir des stagiaires dans l'établissement
- Co-construire des expositions avec les associations du quartier

3. Repérer et accompagner les grands thèmes sociétaux

- Réaliser des séries de podcasts sur les thèmes DDRSE et sur les projets de recherche avec les partenaires extra-académiques

- S'impliquer dans les événements DDRSE : semaine du handicap, semaine de l'égalité, semaine développement durable, journée RSU...
- Réaliser et/ou accueillir des expositions thèmes DDRSE

4. Co-recherche avec le monde extra académique
- Développer l'AAP et soutenir financièrement les projets DDRSE, des projets sur le quartier et des projets dans les VUE
 - Soutenir et accompagner le montage des projets ANR SAPS, IUF Médiation, TIRIS SAPS
 - Assises de la recherche deuxième édition: témoignage des acteurs de la société extra académique pour l'édition suivante

- Poursuivre des actions recherche / culture / CIAM et acteurs culturels (virées culturelles, portraits de chercheur•ses, expositions-performances ...)
- Participation active à la Boutique des sciences

5. Aide à la décision publique

- Assises de la recherche édition 3 : lien entre la recherche et la décision publique
- Instaurer un lien avec les élu•es du quartier du Mirail, impulser des projets transversaux

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : lutter contre les discriminations et collaboration avec les collectivités territoriales			
Systématiser une grande rencontre par an, co-construite avec le CD31 sur les discriminations	VPD S&S, CPRS	Début 2024	1 000 euros
<i>Indicateur de suivi : évolution et évaluation du public à chaque rencontre</i>			
Objectif 2 : inclusion : renforcer les liens avec le quartier			
Poursuivre le cycle de rencontre avec la médiathèque grand M	VPD S&S, CPRS	Début 2023	RH : consacrer du temps de travail de la chargée de médiation
Pérenniser le partenariat avec Toulouse Métropole : mise en place d'une CIFRE, conventionnement pour l'opération un dimanche au bord du lac			
Instaurer un rdv de médiation régulier avec les associations et acteur•rices et collègue / lycée du quartier			
<i>Indicateur de suivi : évaluation du public</i>			
Objectif 3 : repérer et accompagner les grands thèmes sociétaux			
Réaliser des supports de communication sur les thèmes sociétaux (podcasts par ex.)	CPRS	En continu	8 000 euros / an
S'impliquer dans des événements DDRSE (interventions, expositions)		En continu	
<i>Indicateur de suivi : Nombre d'écoutes et de téléchargements. Évaluation public pour exposition.</i>			
Objectif 4 : développer les co-recherche avec le monde extra académique			
Revoir l'AAP science et société pour soutenir et accompagner plus particulièrement les co-recherches	CPRS	2025	À déterminer budget 2025
Organiser la deuxième édition des assises de la recherche focalisée sur le témoignage des acteur•rices de la société extra académique		2025	
<i>Indicateur de suivi : Nombre de projets soutenus. Public rencontré</i>			

Aider à la décision en matière de politiques publiques par l'accompagnement

I. État des lieux

Les recherches menées à l'UT2J sont très souvent en lien avec le monde socio-économique et impliquent régulièrement les collectivités locales et territoriales. De nombreuses recherches dans plusieurs disciplines participent à la décision publique de différentes manières :

- Participation à la constitution de certains appels à projets (politiques éducatives)
- Présence de chercheur•ses dans des groupes d'expert•es
- Participation des chercheur•ses dans différents comités scientifiques ou conseil d'administration comme celui du Parc Naturel Régional (GEODE) ou encore participation active dans les comités scientifiques des musées (historien•nes, archéologues)
- Chercheur•ses impliqué•es dans les plans de formation des cadres de la fonction publique sur la thématique de l'écologie (chercheur•ses de l'Atecopol)
- Participation à la création et au développement des politiques territoriales, par exemple des géographes impliqué•es dans le groupe de prospective du Tarn sur la thématique du tourisme culturel Occitan ou encore en lien avec l'aménagement du territoire
- Chercheur•ses impliqué•es dans des instances d'évaluation des politiques publiques, par exemple

Pôle d'excellence rural national

- Participation des chercheur•ses à des organismes nationaux : Cancéropôle

Participation à la décision publique par l'évaluation des politiques publiques, quelle que soit l'échelle nationale, régionale

- Exemple d'évaluation dans le cadre de la politique des grands sites de la région Occitanie
- De manière plus collective des groupes de chercheur•ses travaillent sur des programmes de recherche comme POPSU où elles et ils apportent leur expertise ou définissent avec les partenaires la stratégie à mener. On pourrait envisager la mise en place d'ateliers participatifs avec les citoyen•nes, les élu•es.
- Parfois même un lien avec la pédagogie se tisse, ce qui permet d'accueillir des stagiaires dans le cadre de cette collaboration

Constat sur l'état des lieux : nous avons des activités ponctuelles d'accompagnement aux politiques publiques liées à des enjeux DDRS. Nous avons de nombreuses expériences mais aucune coordination ou stratégie d'établissement.

II. Objectifs

Afin de développer ces missions d'aide à la décision publique, l'UT2J propose les dispositifs structurants suivants :

1. Accompagner la décision publique en visant plus d'interdisciplinarité. Lorsqu'un ou une chercheuse est sollicitée sur un sujet, avoir le réflexe de solliciter les autres disciplines pour être complémentaires et mettre en place des équipes pluridisciplinaires pour répondre à la demande.
2. Formaliser ou recenser les projets sur une plateforme selon la même la logique que celle de la boutique des sciences. Cette plateforme permettrait de repérer l'expertise des chercheur•ses. Une inquiétude persiste sur la faisabilité et la mise à jour régulière qu'implique ce type de plateforme.
3. Construire et mettre en place une charte déontologique qui serait validée par le ou la chercheuse. Cette charte reprendrait les valeurs de l'établissement.

Echéance envisagée : 3 ans

4. Pour aller plus loin : affirmation de l'identité de notre université qui serait en lien avec nos thèmes de recherche phares comme le genre, la recherche-création...

L'objectif serait que nous soyons repérés comme une université de référence sur ces thèmes de recherche.

Echéance envisagée : 5 ans

5. Développement des co-recherches : selon les laboratoires et les disciplines on retrouve plusieurs appellations qui traduisent toutes le partenariat entre société et université : expertise, inter-action, recherche-action... L'objectif est d'inciter au développement de ce type de recherche pour une meilleure imbrication entre l'université et le monde extra-académique.

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : accompagner la décision publique en visant plus d'interdisciplinarité			
Mettre en place des équipes pluri-disciplinaires pour répondre aux demandes	VP CR, VPD S&S, VPD Valo.	En continu	
Objectif 2 : développer une plateforme de gestion de projets			
Recenser les projets, saisir et alimenter la plateforme	Service Valo.	En continu	
Objectif 3 : promouvoir les valeurs de l'UT2J			
Construire et mettre en place une charte déontologique	Déontologie	2025	
Objectif 4 : être référent dans certains domaines de recherche (genre...)			
Identifier et porter à la connaissance des décideurs et décideuses publiques les champs d'expertise de l'UT2J	VP CR + VPD S&S, VPD Valo.	En continu	À déterminer budget 2025
Objectif 5 : développement des co-recherches			
Favoriser le partenariat avec le monde extra académique	VP CR + VPD S&S, VPD Valo.	En continu	

Dispositif de réflexion éthique

1. Environnement et pratiques permettant le respect de l'intégrité scientifique

I. État des lieux

L'UT2J a clairement identifié l'environnement nécessaire et les pratiques permettant de garantir l'intégrité scientifique en recherche et Innovation. Elle participe, depuis plusieurs années, au pilotage et au fonctionnement du Comité d'éthique de la recherche déployé au sein de la Comue, a élaboré un dispositif éthique et intégrité scientifique et nommé une nouvelle référente déontologue en décembre 2024.

Elle a déployé de nombreuses actions de sensibilisation et de formation aux questions d'éthique et d'intégrité scientifique, auprès des doctorant•es et des membres des unités de recherche. Dès novembre 2018, une cellule RGPD a été mise en place, composée de 2 DPO-adjointes dédiées au secteur « recherche » afin d'accompagner les chercheur•es et doctorant•es dans le respect de la réglementation européenne de protection des données personnelles (RGPD).

Comité d'Éthique de la Recherche (CER) :

Mis en place en 2016 au sein de la Comue, ce comité a pour mission de valider les protocoles de recherche qui lui sont soumis. Dans certaines disciplines, en particulier la psychologie, ces validations sont requises en vue du dépôt de projets (aux échelons national et international) et en vue de publication des résultats de recherche. Le nombre de disciplines requérant ces validations est en nette augmentation ces dernières années. Si le CER s'est déployé au sein de la Comue, l'UT2J a toujours occupé une place centrale dans son pilotage et son déploiement. L'actuel président est un enseignant-chercheur de l'UT2J, professeur de psychologie, de même que la secrétaire du comité. Pour ce qui est de sa composition actuelle, sur les 24 membres du collège 1, 14 sont des chercheur•es

et enseignant•es-chercheur•ses de l'UT2J. Sur les 4 membres du collège 2 (étudiant•es et BIATSS), 2 sont rattachés•es à l'UT2J. Parmi les 16 laboratoires représentés, 10 sont portés ou co-portés par l'UT2J. Depuis 2016, le CER a traité 911 dossiers (désormais plus de 200 par an), dont plus de la moitié avaient été déposés par des chercheur•ses et enseignant•es-chercheur•ses de l'UT2J, sans grande surprise puisque l'établissement est particulièrement concerné par les recherches sur l'humain hors loi Jardé.

La mission principale du CER est la validation de protocoles de recherche. Il est présenté, chaque année, aux doctorant•es primo-inscrit•es lors des journées de rentrée et il propose, depuis sa création, une formation aux doctorant•es des 3 écoles doctorales (ED) de l'UT2J. Si la formation est facultative pour les doctorant•es d'ALLPH@ et de TESC, elle est obligatoire depuis 3 ans pour les doctorant•es de CLESCO qui font de la recherche auprès de participant•es.

Dispositif Éthique, Déontologie et Intégrité Scientifique (EDIS) :

Consciente de la nécessité de mettre en place un dispositif complet dans toutes les missions de l'établissement et en particulier la recherche, la présidence a nommé trois chargé•es de mission en vue d'établir un rapport de préfiguration d'un dispositif déontologie / éthique / intégrité scientifique en 2021. Rendu en 2022, le rapport contenait un état des lieux détaillé et, en se fondant sur une analyse fine des risques et des opportunités, des préconisations dont la mise en place d'un collège d'éthique et d'intégrité scientifique, précisant ses contours et ses missions.

Un référent déontologue a été nommé et a travaillé à la préfiguration du dispositif : composition du collège, mode de réponse aux saisines, cartographie des risques, mise en place de dispositifs de sensibilisation et formation. Il a également rédigé une proposition de règlement intérieur qui prévoit une évaluation à un an du dispositif. Après son départ à la retraite, une nouvelle référente a été nommée en 2024 pour mettre en œuvre ce dispositif.

Sensibilisation et formation :

Même en l'absence de dispositif de sensibilisation et de formation envisagé au sein du dispositif EDIS, une sensibilisation des unités de recherche a été mise en place par l'intermédiaire des directions d'unité et personnels d'appui à la recherche lors de conférences de la recherche.

C'est auprès des doctorant•es que les actions de sensibilisation et de formation ont été les plus

soutenues et les plus régulières, avant même que l'arrêté de 2016 rende obligatoire une formation à l'éthique et à l'intégrité scientifique. Ces formations organisées par le collège doctoral de la Comue, ont été progressivement déployées à l'ensemble des doctorant•es du site toulousain. Si elles ou ils ne peuvent la suivre, pour des raisons d'indisponibilité professionnelle ou d'éloignement géographique, l'établissement les autorise à suivre des MOOC mis en place par les Universités de Lyon, de Bordeaux ou Paris.

Des opérations de sensibilisation et de formation au RGPD sont également menées auprès des doctorant•es. L'ED CLESCO a inclus une sensibilisation à la question dans sa journée de rentrée (obligatoire pour les primo-entrant•es). Les ED ont aussi mis en place des formations de 2h au RGPD (2 par an).

II. Objectifs

1. Mettre en place le nouveau dispositif :

Une fois le collège (CEDIS) constitué, il sera nécessaire de préciser un certain nombre de principes de fonctionnement. Cependant cette étape ne peut que suivre la mise en place du collège dans la mesure où le travail de concertation devra se faire entre le collège et les différentes parties prenantes.

Il conviendra, entre autres, de préciser l'articulation entre le collège et les instances (CA, CR, CFVU, DGS) et de définir précisément les canaux de prise de décision. La nomination d'un ou d'une référente éthique et intégrité scientifique dans chaque unité de recherche devra également être une priorité, ainsi que la nomination d'un ou d'une référente établissement qui participera aux travaux du réseau de l'Office Français de l'Intégrité Scientifique, créé en 2017 comme département du Hcéres, et de l'Association RESINT (Réseau Intégrité Scientifique).

Une fois le dispositif en place, l'établissement pourra engager une veille stratégique permanente, inscrivant son dispositif de diffusion dans un processus d'amélioration continue et de mise en adéquation des moyens pour accompagner cette diffusion. L'UT2J pourra évaluer les impacts de sa politique en termes de risques et opportunités, évaluation prévue à un an dans le règlement intérieur

du collège.

2. Communiquer et former au nouveau dispositif :

Il sera ensuite nécessaire de visibiliser les différents rouages du dispositif et de porter à la connaissance de tous les acteurs de la recherche les modes de saisie du dispositif et de mettre en place des préconisations (conflits d'intérêt, relation encadrant•e/encadré•e dans le contexte doctoral, etc.).

Le dispositif prévoit la mise en place d'actions de sensibilisation et de formation qui pourront prendre diverses formes.

Préconisations :

- Étendre le dispositif de sensibilisation RGPD aux réunions de rentrée des 3 ED et rendre la formation RGPD obligatoire pour les doctorant•es des deux ED qui ne l'ont pas fait pour l'instant.
- Mettre en place des opérations de sensibilisation au dispositif EDIS dans les unités de recherche (à la conférence de la Recherche, aux AG des différentes UR) et dans les ED.
- Mettre en place une formation obligatoire aux nouveaux et nouvelles HDR et collègues recruté•es (et possiblement l'étendre à tous les encadrant•es de doctorant•es).

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : mettre en place le nouveau dispositif			
Nommer un•e référent•e éthique et intégrité scientifique dans chaque laboratoire et animer ce réseau	VP CR, CR, DAR	En cours	
Mettre en place le collège éthique, déontologie, intégrité scientifique (CEDIS)	Présidence, Réf. déontologue	En cours	
Rédiger et adopter le règlement intérieur du CEDIS	Réf. Déontologue	2026	
Définir les modalités d'interactions entre le CEDIS et les instances (CA, CR, CFVU, DGS)	Présidence, Réf. Déontologue	2026	
Élaborer la feuille de route du CEDIS	Réf. Déontologue	2026	
Objectif 2 : communiquer et former au nouveau dispositif			
Communiquer sur le dispositif et visibiliser les actions menées et les préconisations formulées	VP CR, CR, DAR	2026	
Organiser des formations à destination des doctorant•es, chercheur•es, personnels d'accompagnement	VP CR, CR, DAR	2026	
Généraliser le dispositif de sensibilisation RGPD aux réunions de rentrée des 3 ED et rendre obligatoire la formation RGPD pour tous les doctorant•es	ED et cellule RGPD	2026	
Mettre en place une formation obligatoire pour les nouvelles HDR et nouveaux et nouvelles recrutées	VP CR, VP CA, DAR, DRH	2026	

2. Ouverture de la diffusion des savoirs et des données scientifiques

L'UT2J a formalisé une politique de diffusion ouverte des savoirs déployée notamment auprès des enseignant•es-chercheur•es et des doctorant•es et a mis en place des modes de quantification. Il engage une veille stratégique permanente, inscrivant son dispositif de diffusion dans un processus d'amélioration continue et de mise en adéquation des moyens pour accompagner cette diffusion. Des collaborations avec des parties prenantes externes ont été mises en place, notamment avec le CNRS sur les questions de gestion des données. Dans le cadre de l'atelier des données d'Occitanie ouest (ADOO), la gestion de l'ouverture des données est partagée avec les autres établissements du site et le dispositif est donné en exemple aux autres établissements de la Comue.

I. État des lieux

Dispositif Science Ouverte :

Le dispositif Science Ouverte a été mis en place en 2022 par la Commission Recherche, avec un comité de pilotage, 3 comités opérationnels (données de la recherche / archives ouvertes / édition ouverte) copilotés par un·e E-EC et un·e responsable des services impliqués et une charte. La Commission Recherche a revu la composition générale des trois comités opérationnels en fonction de l'évaluation des deux années d'existence du dispositif, a procédé à une recombinaison nominale de ces comités et a réélu des binômes pour assurer le pilotage des comités. Les comités opérationnels ont repris leurs travaux et continuent à faire évoluer le système.

La mise en place d'une gouvernance des données est en cours.

Sensibilisation, formation, accompagnement :

Les différents acteurs de la science ouverte ont été invités à présenter leurs missions à la conférence de la recherche (plateforme de dépôt des mémoires et thèses DANTE, présentation DROcc (Datacenter Régional Occitanie), stockage et d'archivage des données, dépôt des publications dans HAL, accords transformants et publications en open access, atelier de la donnée ADOO...).

Des actions de sensibilisation ont été menées auprès des directions d'unités et des membres des unités de recherche. Des rencontres avec les directions d'unité sont régulièrement organisées sur les questions de science ouverte et de RGPD. Des interventions dans les AG des unités de recherche sont effectuées sur simple demande, des ateliers sont organisés au sein des unités de recherche, en particulier en vue de faciliter le dépôt des publications dans HAL. Un accompagnement est offert aux porteur·ses de projets sur la gestion, le partage et la rédaction du plan de gestion des données, dont la question du RGPD par les deux DPO-adjointes RGPD. Une formation, pour l'instant ouverte seulement aux doctorant·es et intitulée « Tenir un carnet de thèse » (sur Hypothèses) est en voie de déploiement auprès des enseignant·es-chercheur·ses.

Partenariats :

Divers partenariats existent sur les questions de science ouverte à l'échelle du site toulousain avec la participation à l'atelier de la donnée ADOO, à l'échelle régionale avec la participation au développement du Datacenter DROcc et à l'échelle nationale, par son utilisation de Nakala, la plateforme interopérable d'Humanum/Recherche Data Gouv).

II. Objectifs

Visibiliser le dispositif de science ouverte et mettre en œuvre la gouvernance des données de l'établissement.

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif : Visibiliser le dispositif de science ouverte et mettre en œuvre la gouvernance des données de l'établissement			
Rendre visible le dispositif Science ouverte de l'établissement (pages internet dédiées)	VP CR, CR, DAR	1 an	
Rendre obligatoire les formations des doctorant•es à la science ouverte dès la 1 ^{ère} année	VP CR, ED	1 an	
Sensibiliser les directions de thèse lors de la réunion annuelle des encadrant•es	VP CR	1 an	
Produire un vademecum / une FAQ (site des ED, ADUM, ENT recherche, sites des labo)	VPCR, DAR, COPIL, COMOP Sc. Ouverte	1 an	
Sensibiliser les étudiant•es de master		2 ans	
Finaliser la mise en place d'une gouvernance des données	ADAC, VP CR, DAR, COPIL données de la recherche, présidence, VP Numérique	2 ans	
Indicateurs de suivi : % des thèses en accès ouvert			
Encourager le dépôt des HDR dans HAL	VP CR, SCD	2 ans	
Former les responsables des revues de l'établissement à l'édition ouverte	COMOP Édition ouverte	1 an	
Aligner les revues de l'établissement avec les meilleurs standards internationaux de qualité éditoriale	COMOP Édition ouverte	3 ans	
Accompagner les équipes éditoriales dans le processus de candidature auprès des bases de données qualifiantes comme DOAJ	COMOP Édition ouverte	3 ans	
Indicateur de suivi : taux de référencement des revues d'UT2J dans les bases de données internationales			
Systematiser la veille stratégique et de l'évaluation de l'impact SWOT		2 ans	
Développer des partenariats et des plateformes de gestion des connaissances coconstruites avec différents opérateurs de recherche		5 ans	



Ambition 4

**Réduire notre empreinte
environnementale et faire
de nos campus, de leurs
écosystèmes des laboratoires
d'expérimentation et de diffusion
de pratiques responsables**

Cette ambition priorise une réduction de notre impact carbone dans une double logique d'atténuation et d'adaptation. Plan mobilité visant à les réduire et les décarboner, réorganisation des mobilités professionnelles, réduction de nos consommations énergétiques, d'eau, tri et réduction des déchets et une attention forte pour le bon état de la biodiversité sont autant d'engagements marquants qui doivent conduire notre communauté à de profonds changements de pratiques au service de campus éco-responsables.

Les mots clefs :

décarbonation, sobriété, préservation du vivant, soutenabilité

"Le voisinage est une relation fondée sur l'équilibre entre distance et proximité. Il ne s'agit pas d'une assimilation, mais d'un respect de la distinction nécessaire à la mise en place d'un rapprochement entre les êtres. En d'autres termes, c'est en conservant une distance physique et ontologique avec notre 'voisin', cet autre avec qui nous partageons certains traits mais dont nous sommes distincts, que nous pouvons établir avec eux une relation de proximité."

Claire Cazajous-Augé. À la trace. La poétique animalière des nouvelles de Rick Bass, Éditions de l'ENS de Lyon, 2021. (p.250)

Sommaire

- Politique de diminution des émissions de gaz à effet de serre
- Plan de mobilité
- Mise en œuvre et intégration des critères environnementaux, sociaux et de performance énergétique du bâti dans le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI)
- Politique de réduction de la consommation des ressources
- Politique de prévention et de réduction des atteintes à l'environnement
- Politique en faveur de la biodiversité

Politique de diminution des émissions de gaz à effet de serre

I. État des lieux

Un bilan des émissions de gaz à effet de serre (BEGES) (scopes 1 et 2 consommations énergétiques : gaz, électricité, réseau de chaleur, carburant), réalisé en 2010 sur l'ensemble des campus avant la reconstruction des bâtiments (2012-2016), traitait exclusivement des bâtiments dont l'UT2J est affectataire à Toulouse (campus Mirail, centre du Taur, centres INSPE Saint-Agne/Croix-de-Pierre/, Rangueil), Blagnac, Figeac, Foix et Tarbes, soit une surface totale de bâtiment de 107 447 m².

Les bâtiments du campus du Mirail représentaient 45% de la superficie totale concernée et consommaient 60% des kWh destinés au chauffage (gaz + réseau de chaleur) et 56% de l'électricité.

La consommation totale de gaz était responsable de plus de 70% des émissions GES des scopes 1 et 2 et l'électricité de plus de 15%. Le reste des émissions est dû au réseau de chaleur et aux carburants. Il n'y pas eu d'autre BEGES réalisé et il n'y a pas eu de suivi des résultats. Le BEGES de 2010 n'a pas été publié sur le site de l'ADEME et aucun bilan sur le scope 3 (achats, déplacements, déchets...) n'a été réalisé.

Certains laboratoires de recherche ont réalisé ou sont en train de réaliser leur BEGES, portant sur différents postes, notamment le laboratoire de NeuroPsychoLinguistique (LPNL) dont les principaux postes d'émissions en 2023 étaient les déplacements domicile - travail, l'alimentation et les missions, soit 1 TCO_{2e}/personne/an (moyenne nationale des laboratoires 4 TCO_{2e}/personne/an). À la suite de ce bilan, il a été décidé au sein du LNPL :

- En dessous de 1 300 km, les déplacements en

avion ne seront plus financés par le laboratoire ;

- Au-dessus de 1 300km, le financement d'une mission impliquant un déplacement en avion sera étudié en Conseil de laboratoire sur la base d'un argumentaire fourni par l'agent•e missionnaire et cela dans la limite d'un déplacement par période de 3 ans ;
- Les buffets financés par le laboratoire seront exclusivement végétariens.

Le LNPL a réalisé de nombreuses consultations et les membres l'unité ont été régulièrement impliqués. Au sein de l'UT2J, même si elles ne sont pas intégrées dans un plan d'action général, des actions ayant un impact positif sur la réduction des émissions de GES ont déjà été menées:

- Depuis 2015, l'UT2J a développé l'utilisation des énergies renouvelables, notamment la production photovoltaïque mais aussi pour le chauffage puisque 73% des bâtiments de l'UT2J bénéficient des réseaux de chaleur urbain (incinération ordures ménagères ou biomasse) soit 41% des consommations énergétique en 2023.
- Un plan de sobriété énergétique a été approuvé en décembre 2022 et transmis aux tutelles.
- Un économiste de flux et une chargée de projet BEGES ont été embauchées en 2024, afin de permettre un accès facilité aux données de consommation d'énergie et d'identifier les principaux postes d'émissions GES.
- En 2024, le service imprimerie a été labellisé « Imprim'vert ». Cette labellisation comporte deux volets: la sensibilisation environnementale des personnels et le suivi trimestriel de la consommation d'énergie.

II. Objectifs

Pour établir une stratégie de réduction des émissions GES, l'UT2J, dans un premier temps, réalise un BEGES sur les 3 scopes si possible sur les 15 campus et sur l'ensemble de ses activités : recherche, formation, administratif. Ce BEGES permettra d'identifier les principaux postes émetteurs et, en fonction des données disponibles, de connaître l'impact des différents postes, notamment du numérique (matériel, plateforme de stockage, mail...).

Calculer les émissions de chaque service de l'université ne sera probablement pas possible dès le premier BEGES, mais l'amélioration de la précision des données devrait le permettre pour les prochains BEGES.

Bien que l'on ne sache pas encore comment sont répartis les quatre postes d'émission au sein de l'UT2J (achats, déplacements, immobilisation, énergie), le groupe de travail a déjà commencé

à débattre sur ces sujets et à évoquer des pistes d'actions potentielles, ainsi que la difficulté de mise en œuvre. Il en ressort l'importance de sensibiliser sur le sujet de l'environnement, de construire des compromis pour arriver à un changement permettant de consommer moins, d'atténuer et de réduire notre impact.

La poursuite des réflexions après les résultats du BEGES permettra d'établir une stratégie de réduction avec des actions précises à mettre en place. Notamment, à la rentrée 2025, une limitation de l'usage de l'avion sera appliquée. Dès à présent, nous encourageons tous les personnels à appliquer de bonnes pratiques, en prenant le train si la durée totale du voyage n'excède pas 5h. Cette démarche devra prendre en compte la dimension sociale avec l'objectif de favoriser l'inclusivité et de réduire les différentes formes d'inégalités qui peuvent marquer ces déplacements.

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif : Etablir notre stratégie de réduction des émissions GES			
Réaliser le BEGES, afin d'identifier les principaux postes émetteurs	DEEP	14/02/2025	Licence à l'ABC : 2 100€
Identifier des actions d'atténuation par le groupe de travail	DEEP	31/05/2025	
Rédiger un plan d'actions, comprenant notamment une limitation du nombre de trajets en avion/personne/an	DEEP	31/07/2025	
<i>Indicateurs de suivi : tCO2e par poste et/ou par site % d'émissions des principaux postes % de diminution des tCO2e</i>			

Plan de mobilité

I. État des lieux

Le Plan de mobilité inter-établissement (PDMIE) de la Comue est en cours de réalisation. Dans ce cadre, un diagnostic mobilité a été réalisé, courant 2024, sur l'ensemble du périmètre de la Comue et qui se divise en trois phases :

- Enquête mobilité auprès des étudiant•es (E) et personnels (P),
- Diagnostic d'accessibilité : création d'histogrammes d'accessibilité des usager•es aux différents modes de transports durables,
- Inventaire et cartographie des infrastructures existantes.

L'UT2J se basera sur ce PDMIE général et ce diagnostic pour réaliser une déclinaison sur ses sites.

Pour l'ensemble de l'UT2J, 2 465 réponses ont été reçues, sur 32 866 personnes contactées, soit un taux de réponse de 7,5% (42% pour les personnels et 5% pour les étudiant•es). Le nombre de répondant•es sur la zone de Toulouse est statistiquement suffisant. Le nombre de répondant•es sur les campus hors Toulouse est souvent trop faible pour pouvoir être utilisé statistiquement.

Quelques chiffres pour l'UT2J :

	Voiture en autosolisme	Covoiturage	Transport en commun urbain	Vélo/Trotinette
Part modale actuelle	P : 32 % E : 12 %	P : 6 % E : 3 %	P : 46 % E : 73 %	P : 10 % E : 5 %

Les propositions qui encourageraient le plus les agent•es et les usager•es à utiliser un autre mode de transport que l'autosolisme :

	Covoiturage	Transport en commun urbain	Vélo/Trotinette
Personnels	Des horaires similaires aux collègues pour covoiturer (38%)	Des transports en commun plus performants (fréquence, rapidité, ponctualité, confort) (61%)	Des aménagements piétons et cyclables sécurisés sur mon trajet (55%)
Étudiant•es	Un service de covoiturage avec la prise en charge de la cotisation par mon établissement (37%)	La gratuité des transports en commun (75%)	Des aménagements cyclables sécurisés sur mon trajet (45%)

Sur l'ensemble de l'université, les étudiant•es et personnels rattachés au campus du Mirail représentent environ 75% des répondant•es.

Quelques chiffres sur la zone du Mirail (UT2J + ENSA) :

	Voiture en autosolisme	Covoiturage	Transport en commun urbain	Vélo/Trotinette
Part modale actuelle	P : 27,5 % E : 8,5 %	P : 5,8 % E : 2,2 %	P : 51,9 % E : 81,9 %	P : 11 % E : 4,4 %
Accessibilité des transports			A 45 min P : 62% E : 59%	A 20 min P : 22% E : 22%

Par l'intermédiaire de la Comue, l'UT2J s'est engagée à signer une convention avec Covoitéo. Cette convention permettra de prendre en charge financièrement les déplacements des passager•es pendant un an. Covoitéo accompagnera également l'université dans la promotion du covoiturage. L'objectif est donc de diminuer la part modale de la voiture en autosolisme au profit du covoiturage, notamment pour les personnels.

II. Objectifs

Pour la réalisation de son plan d'action, la Comue se donne un objectif de report de part modale vers d'autres modes que la voiture en solo (vélo, transports en commun, covoiturage...), rédigera son plan d'action pour l'ensemble des sites.

Les résultats du diagnostic détaillés par site, ainsi que son plan d'action serviront de base à une réflexion au sein d'un groupe de travail à l'UT2J. Ce groupe de travail permettra d'identifier des actions précises à mettre en place pour améliorer la mobilité sur tous les campus de l'UT2J sur deux axes :

- Réductions des émissions GES, en encourageant le report modal vers des modes de transport moins émetteurs. En effet, les mobilités sont souvent un des postes les plus émetteurs de GES dans les universités ;

- Amélioration de la qualité de vie au travail, en améliorant le confort et le temps de trajet. Le groupe de travail devra mener une réflexion sur les déplacements domicile-travail. Ce travail devra aboutir à la rédaction d'un plan de mobilité pour l'ensemble des campus de l'UT2J, qui comprendra notamment des actions de sensibilisation.

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : Établir un plan de mobilité afin de réduire l'impact de la mobilité et d'améliorer la QVCT			
Participer à la rédaction du Plan de Mobilité Inter-Université de la Comue	DEEP	06/2025	
Interpréter le diagnostic réalisé par la Comue	DEEP	12/2025	
Identifier des actions d'amélioration de la mobilité pour : - Encourager le report modal vers les mobilités douces - Améliorer le confort et temps de trajet	DEEP	12/2025	
Rédiger un plan de mobilité comprenant notamment des actions de sensibilisation	DEEP	12/2025	
<i>Indicateurs de suivi : part modale de chaque mode de transport par site</i>			
<i>Part de report modal</i>			
Objectif 2 : Obtenir le label « employeur pro vélo »			
Faire l'autoévaluation	DEEP	12/2026	
Augmenter les équipements (parking à vélo sécurisé, cassiers à vélo, ...)	DEEP	12/2026	
Identifier les actions de communication à mettre en place	DEEP	12/2026	
<i>Indicateurs de suivi : part modale du vélo</i>			

Mise en œuvre et intégration des critères environnementaux, sociaux et de performance énergétique du bâti dans le schéma pluriannuel de stratégie immobilière (SPSI)

1. Principes directeurs et objectifs de la stratégie 2022-2026
 - 1.1 Engagement d'une politique de Développement durable et de responsabilité sociétale (DDRS)
 - 1.2 Maintien des implantations géographiques actuelles en application du SRESRI 2022-2027
 - 1.3 Mise en œuvre d'une politique de sûreté et de gestion des risques
 - 1.4 Aménagements urbains pour améliorer la sûreté des piétons sur l'espace public
 - 1.5 Renforcement de la vidéoprotection
 - 1.6 Installation d'alarmes PPMS « attentat-intrusion » dans les bâtiments
 - 1.7 Réaménagement et extension des locaux du PC sécurité
 - 1.8 Stratégie de GER couplée à l'amélioration des performances énergétiques des bâtiments
 - 1.9 Programme prévisionnel de GER sur 28 ans
 - 1.10 Plan de Sobriété énergétique 2023-2024
 - 1.11 Renforcement de l'attractivité du campus du Mirail et de sa valorisation immobilière
 - 1.12 Développement de l'offre de logements étudiants
 - 1.13 Association étroite de l'UT2J au Plan de renouvellement urbain (PRU) du « Grand Mirail »
2. Opérations patrimoniales financées par le CPER 2021-2027
 - 2.1 Opération de démolition/reconstruction du bâtiment « Epicure » accueillant l'ISTHIA
 - 2.2 Pérenniser et développer les locaux de l'IUT de Blagnac
3. Opérations patrimoniales envisagées et partiellement financées
 - 3.1 Domaine Formation
 - 3.2 Domaine Recherche
 - 3.3 Domaine Vie des campus
 - 3.4 Domaine Administration et Pilotage

Politique de réduction de la consommation des ressources

1. Mettre en place un management énergétique

I. État des lieux

Périmètre géographique du Plan de sobriété énergétique de l'UT2J :

Les actions du Plan de sobriété énergétique (PSE) sont différenciées selon le statut juridique d'occupation et de gestion des bâtiments. En sa qualité d'exploitante des bâtiments sur lesquels sont exercés les droits et obligations de propriétaire, l'UT2J dispose de l'ensemble des leviers pour parvenir à une réduction d'au moins 10% des consommations par rapport à 2019 :

Sites
Toulouse – campus du Mirail
Toulouse – centre du Taur
Toulouse – Saint Agne
Toulouse – Croix-de-Pierre
Toulouse – campus Rangueil
Blagnac – IUT
Figeac – IUT
Foix – bâtiments 6, 7 et 8
Tarbes – centre INSPÉ
Soit 158 963 m² SUB

Pour les sites suivants, les plans de sobriété énergétique incombent en revanche aux collectivités territoriales, propriétaires des bâtiments, en concertation avec l'UT2J (écogestes et proposition d'actions à mener).

Sites	Statut
Auch – centre INSPÉ	L'UT2J est occupante et paye les factures d'énergie
Albi – centre INSPÉ	L'UT2J est occupante mais ne paye pas les factures d'énergie
Rodez – centre INSPÉ	
Montauban – centre INSPÉ et siège ISCID	
Cahors – centre INSPÉ et ISTHIA	
Foix – bâtiments 1 et 4	
Soit 20 078 m² SUB	

L'UT2J a d'ores et déjà réduit sa consommation de 16% entre 2019 et 2021 (soit 103 kWh/m² SUB), puis de 24% entre 2019 et 2023 (soit 91 kWh/m² SUB en moyenne).⁹

Les efforts seront poursuivis, notamment parce que l'année 2021 n'était pas représentative tant sur l'occupation des locaux (pandémie COVID-19, cours et examens partiellement à distance, télétravail important), qu'en termes de conditions climatiques (canicules successives de mai à août 2022). En 2023, le campus du Mirail a subi des occupations illégales

de mars à mai (occupation illégale des bâtiments 13 et 18 puis totalité des examens du 2nd semestre en distanciel), ainsi que la fermeture de la BUC de mars à novembre suite à un incendie.

Par ailleurs, si les ratios de consommations 2023 oscillent entre 43 kWh/m² à Toulouse Rangueil et 130 kWh/m² à Figeac, la répartition des dépenses énergétiques 2023 (2,642 M€ TTC soit +10% par rapport à 2022) est en revanche sensiblement différente selon chaque site, à savoir :

Sites	2023	2022
Toulouse – campus du Mirail et centre du Taur	72,5%	75%
Toulouse – Saint Agne	6 %	5 %
Toulouse – Rangueil	3 %	4 %
Toulouse – Croix-de-Pierre	4 %	4 %
Blagnac	5 %	5 %
Figeac	5 %	5 %
Foix	1,6 %	
Tarbes	1,4 %	1 %
Auch	1 %	1 %

Pilotage centralisé et informatisé des installations techniques :

Les outils numériques par site (*cf. annexes 6 et 7*) et une organisation interne méthodique permettent d'assurer le pilotage centralisé et à distance des installations techniques en fonction de la présence réelle des usager•es et de réduire significativement la consommation « talon » des bâtiments pendant la nuit, les WE et les fermetures administratives.

Optimisation des paramétrages réalisée depuis 2022 sur le campus du Mirail :

- Déconnexion de l'ensemble des installations techniques non stratégiques (hors Data center DSI) pendant la fermeture estivale
- Reprogrammation de l'éclairage des halls et circulations de chaque bâtiment pour corréliser leur extinction avec la fin des cours ou l'horaire de fermeture

Actions concertées avec la DSI et la MIN pour réduire les consommations liées à l'usage du numérique :

- Extinction automatique du parc informatique du campus du Mirail (salles de cours, bibliothèques et ordinateurs des personnels) à 22h depuis fin juin 2022 et sur le parc informatique des 3 sites toulousains de l'INSPE à Toulouse depuis décembre 2022
- Augmentation des températures de consigne des climatisations des locaux de sous-répartition du réseau informatique (à 26 C° contre 21 C°) sur l'ensemble des locaux exploités par l'UT2J
- Extinction automatique du parc de vidéoprojecteurs du campus du Mirail (amphis et salles de cours) à 22h depuis juillet 2023
- Extinction automatique des photocopieurs du campus depuis décembre 2023

⁹ Annexe 1 « Consommations énergétiques et d'eau : suivi pluriannuel par site, 2019 » et annexe 2 « Consommations énergétiques et d'eau : suivi pluriannuel par site, 2023 »

Production d'électricité photovoltaïque :

Résolue à accélérer la décarbonation de ses énergies, couplée aux objectifs de gains énergétiques rapides et de soutenabilité budgétaire, l'UT2J dispose d'ores et déjà de plusieurs installations de production photovoltaïque (cumulant plus de 200 MWh et devant représenter environ 4,5% de la consommation électrique totale en 2025), qui seront étendues dans les années à venir (cf. annexe 8).

- Toulouse - Rangueil : installation de panneaux photovoltaïques en toiture du bâtiment principal en avril 2023 ; production depuis juillet 2024 à la suite de l'absence d'autorisation d'ENEDIS sur la totalité du campus de Rangueil (plafond de production atteint),

- Toulouse - campus du Mirail : extension de l'installation existante sur la toiture du bâtiment n°3 « P. Malrieu » (2024) et création d'une unité sur la toiture du bâtiment n°32 « H. Mayer » (2025 avec revente à Enedis car situé hors boucle Haute Tension du campus), puis installations sur toitures des bâtiments PPP à définir,
- Toulouse – Croix-de-Pierre : installation de panneaux photovoltaïques en toiture du gymnase (2025).

Après une 1^{ère} réponse à l'appel à projet national en janvier 2023 auprès de la société publique AGILE, il est impossible d'obtenir des subventions sans remplacer totalement l'étanchéité des toitures envisagées (sous peine de perdre la garantie décennale et pour des raisons assurantielles).

II. Objectifs

1. Renforcer la communication interne pour favoriser la sobriété énergétique et développer les éco-gestes
2. Mettre en place un plan de comptage par bâtiment et par énergie pour l'ensemble du patrimoine immobilier UT2J
3. Étendre la gestion technique centralisée (GTC) des équipements de chauffage/ventilation/climatisation et harmoniser / centraliser les remontées d'informations et historiser les données
4. Réduire les énergies fossiles et augmenter la part des énergies renouvelables (ENR) :
 - Installation de production électrique photovoltaïque avec autoconsommation ou en revente à ENEDIS, avec opportunités de montage de projets par des tiers-investisseurs privés ou les collectivités territoriales/ SEM.
 - Raccordement à des réseaux de chaleur urbain :
 - Tarbes : projet de raccordement du campus à un réseau de chaleur à moyen terme (étude de faisabilité en cours par SDE 65)
 - Foix : projet de raccordement du campus à un réseau de chaleur à moyen terme (biomasse, étude à lancer par le Conseil Départemental d'Ariège)

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : renforcer la communication interne pour favoriser la sobriété énergétique et développer les éco-gestes			
Élaborer un plan de communication – cf. GT communication responsable	VP RSU / Service com	2025-2029	
Participer au concours national CUBE	DPIGC / IUT Blagnac	2025-2029	
Objectif 2 : mettre en place un plan de comptage par bâtiment et énergie pour l'ensemble du patrimoine immobilier UT2J			
Télélever les compteurs d'énergie pour chaque bâtiment du campus Mirail (hors bâtiments PPP et UO) puis sur autres sites	P. Dubois / DPIGC	2025 : Mirail 2029 : autres sites	COMP
Installer le comptage des consommations de l'éclairage public extérieur/locaux techniques sous-sol	DPIGC	2025-2029	
Objectif 3 : étendre les GTC et harmoniser/centraliser les remontées d'informations et historiser les données			
Acheter les logiciels de gestion technique centralisée du bâtiment (GTB/GTC) obligatoires au 1er janvier 2025	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
<i>Indicateur de suivi : nombre de bâtiments pilotés par des GTC</i>			
Objectif 4 : réduire les énergies fossiles et augmenter la part d'ENR			
Installer une production électrique photovoltaïque avec autoconsommation	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
Remplacer certaines chaudières gaz par des PAC / Biomasse	DPIDD/DPISD	2025-2029	
<i>Indicateur de suivi : surface de panneaux photovoltaïques installés Production annuelle cumulée en KWh</i>			

2. Améliorer la performance des bâtiments et intégrer des critères environnementaux et de performances énergétiques dans nos programmations de travaux, GER et projets de décarbonation des énergies

I. État des lieux

Éclairage :

Selon le CEREMA, l'éclairage constitue le 1er poste de consommation électrique (environ 30%) dans les locaux tertiaires. Afin de réduire les consommations tout en maintenant le confort visuel, certains bâtiments sont équipés en LED et les luminaires remplacés par des LED (*cf. annexe 9*).

Depuis 2022, l'amplitude de l'éclairage des parties communes des bâtiments a été adaptée aux horaires de fermeture ou de fin des cours. Les systèmes de détection de présence ou d'extinction automatique par programmation horaire ont été renforcés, notamment pour l'éclairage public extérieur (100% intelligent sur le campus du Mirail).

Travaux d'isolation thermique :

- Foix - bâtiment n°7 : isolation en sous-face des locaux du rez-de-jardin en 2023
- Toulouse - Croix de Pierre : isolation des combles
- Toulouse - Rangueil : isolation thermique extérieure (ITE) des logements de fonction en 2024
- Toulouse - Rangueil : isolation thermique extérieure (ITE) des deux amphithéâtres en 2025
- Toulouse - campus du Mirail : ITE des bâtiments « Henri Mayer » et « Patrimoine » : à programmer
- Toulouse - centre du Taur : isolation des combles à programmer

Isolation des réseaux hydrauliques de chauffage ou d'eau chaude sanitaire par calorifugeage (autofinancée à 100% par des certificats d'économie d'énergie) :

- 2023 : Toulouse - campus du Mirail et centre du Taur, IUT de Blagnac et IUT de Figeac
- 2024 : Toulouse - Saint-Agne, Croix de Pierre et Rangueil, Foix, Cahors, Rodez

II. Objectifs

Dans le cadre du programme pluriannuel d'investissement (PPI), financé quasiment exclusivement par l'UT2J et d'éventuelles subventions fléchées, les travaux se déclineront essentiellement au travers des axes suivants:

1. Remplacer les installations techniques par des modèles performants (chaudières à condensation, CTA avec récupération des calories, groupes-froid, sous-stations, éclairage, etc.)
2. Mettre en œuvre la rénovation énergétique du clos et couvert (ITE, isolation des combles / toitures, protections solaires en façades, remplacement des menuiseries, etc.)
 - Définir des critères environnementaux pour chaque intervention (GER/rénovation/construction)
 - Définir des objectifs énergétiques pour chaque intervention (GER/rénovation/construction)
3. Améliorer le confort d'été sans climatisation (ITE, BSO, free cooling, ...)

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : remplacer les installations techniques par des modèles performants			
Remplacer / rénover les installations de chauffage / ventilation / climatisation		2025-2029	PPI
Remplacer l'éclairage par des luminaires LED	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
Remplacer les groupes-froid	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
Objectif 2 : mettre en œuvre la rénovation énergétique du clos et couvert			
Isolation thermique extérieure	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
Isolation des combles/toitures	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
Remplacement des menuiseries	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
Objectif 3 : améliorer le confort d'été sans climatisation			
Isolation thermique extérieure	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
Brise-soleils orientables ou autres systèmes	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
Peinture réfléchive en toiture	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
Rafraîchissement nocturne/Free-cooling	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
Végétalisation toitures et façades	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
Ventilateurs plafonniers dans certains locaux (salles de réunion, grandes salles de cours)	DPIDD/DPISD	2025-2029	PPI
<i>Indicateurs de suivi : Consommation globale en énergie finale kWhEF/m²/an Créer un tableau (Année de construction / surface / DPE / rénovation thermique (oui / non / année) / passage en LED / ratio conso)</i>			

3. Réduire et optimiser la consommation d'eau

I. État des lieux

En 2023, la consommation d'eau (potable et réseau incendie) cumulée sur les sites de Toulouse (Mirail, Taur, Saint-Agne, Croix-de-Pierre et Rangueil), Blagnac, Auch, Foix, Figeac et Tarbes s'est élevée à 66 269 m³ (en retranchant les consommations du CROUS, du CNED et certains tiers).

Sur le campus du Mirail, 76% des besoins des sanitaires des bâtiments exploités par Miralis (PPP) sont couverts en eau grise, soit 4 550 m³ d'eau potable économisés (2023).

Les systèmes de récupération des eaux de pluies au bâtiment Erasme et Malrieu ne sont plus actifs en raison des coûts prohibitifs de maintenance curative des installations.

II. Objectifs

1. Augmenter la part de récupération des eaux grises
2. Contrôler les consommations en s'équipant d'intelligence artificielle / capteurs (cf. fuite Campus du Mirail +83% entre 2022 et 2023)
3. Maintenir le réseau en bon état / le moderniser pour réduire la consommation « talon »
4. Optimiser les consommations dans les sanitaires

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : augmenter la part de récupération des eaux grises			
Remettre en service les systèmes de récupération des eaux de pluies sur Erasme et Malrieu	DPIDD		
Mettre en service le système de récupération des eaux de pluies sur Croix-de-Pierre	DPISD		
Étudier la création d'un récupérateur d'eau sous la BUC	DPIDD		
Étudier la création d'un récupérateur d'eau à Ranguel	DPISD		
Prélever dans la nappe phréatique pour l'arrosage des espaces verts à Croix de Pierre	INSPE - RAF/ DPISD		
<i>Indicateurs de suivi : consommation d'eau en m3/an sur la nappe phréatique (sous réserve d'équiper la pompe d'un compteur)</i>			
Prélever dans la nappe phréatique pour l'arrosage des espaces verts du campus Mirail	DPIDD- B. Dexant		
<i>Indicateurs de suivi : consommation d'eau en m3/an sur la nappe phréatique (sous réserve d'équiper la pompe d'un compteur)</i>			
Objectif 2 : s'équiper d'IA / capteurs pour contrôler les consommations et identifier les fuites			
Créer des alertes sur le portail client SETOM (compteur général du campus du Mirail)	DPIDD - S. Castelain / P. Dubois	2025-2029	
Installer des sondes, vannes, compteurs efficaces (à ultrasons) pour sectoriser le campus et isoler les gros consommateurs (CROUS, CNED)	DPIDD	2025-2029	
Équiper les bâtiments (hors PPP et UO) de sous-compteurs notamment restaurants INSPE	DPIDD/DPISD	2025-2029	
Inciter le CROUS et le CNED à se raccorder directement sur le réseau public (frais de gestion sur refacturations)	DPIGC		
<i>Indicateurs de suivi : consommation d'eau en m3/an, et par type d'usage si possible (bâtiments, ECS, piquage en nappe, espaces verts, scientifiques...)</i>			
<i>Évolution en m3 sur une période donnée à périmètre équivalent par type d'usage (et par type d'origine si possible)</i>			

Objectif 3 : maintenir le réseau en bon état/le moderniser pour réduire la consommation talon

Faire un audit des réseaux enterrés (AEP et incendie) du campus pour identifier leur vétusté	DPIDD - S. Castelain / T. Clamens		
Programmer le renouvellement des réseaux enterrés	DPIDD - S. Castelain / T. Clamens		

*Indicateurs de suivi : Qualité du réseau (très bon à très mauvais)
% du réseau remplacé*

Objectif 4 : optimiser les consommations dans les sanitaires

Identifier les débits trop importants par bâtiment du campus Mirail	DPIDD - M. Molinier		
Remplacer la robinetterie si le débit est trop important (Arche, Fabrique, etc.)	DPIDD - M. Molinier		

Politique de prévention et de réduction des atteintes à l'environnement

I. État des lieux

En 2024, une étude de la gestion des déchets sur le site du Mirail a été demandée à des étudiant·es de L3 APTER. Leur état des lieux a abouti à un certain nombre de propositions reprises dans le plan d'action. Leur étude a montré la motivation des usager·es pour trier et qu'il y a un manque de moyens matériels et d'information sur la localisation de ces moyens. Un certain nombre de problèmes ont été relevés au niveau des distributeurs et des déchets qui en découlent.

Cartographie des déchets :

La volumétrie annuelle par type de déchet n'est connue que lorsque le ramassage est effectué par un prestataire privé. Si le ramassage des ordures ménagères résiduelles (OMR) et des déchets ménagers recyclables est assuré par une collectivité locale (Toulouse Métropole, Communauté d'agglomérations ou de communes), la volumétrie annuelle reste théorique, car elle se limite au volume total des containers multiplié par la fréquence de ramassage par an.

Pour établir cette cartographie, un inventaire annuel des déchets sera envoyé aux sites et aux prestataires de collecte et valorisation/recyclage. Il conviendra également de faire une enquête pour identifier les référent·es HSE ou les personnes gérant les produits dangereux dans les laboratoires ou composantes. L'inventaire des déchets dangereux fait par le responsable du service de prévention, sûreté et sécurité est à actualiser annuellement.

Effluents liquides organiques :

Les effluents non filtrés sont rejetés dans le réseau des eaux usées par l'ISCID, l'ENSAV, le laboratoire Traces, l'INSPE (activités TP) et le département Arts plastiques Design (site de Ranguel et Mirail). Un audit a été réalisé par Veolia sur les rejets dans le réseau des eaux usées il y a quelques années sur le campus du Mirail, pour lequel nous n'avons pas eu

de retour. Le laboratoire Traces évacue des boues des fouilles archéologiques mais ceci n'est pas fait correctement ; il s'agit de petites quantités mais les produits sont dangereux. L'argentique est de nouveau utilisée, en petite quantité mais qui doit être traitée.

Une piste pour systématiser le contrôle en amont et la mesure préalable des rejets pourrait passer par la création de la fonction de référent·e effluent à l'UT2J, afin de centraliser les informations, identifier les points de contrôle, organiser la collecte et favoriser les bonnes pratiques.

Déchets assimilés aux ordures ménagères :

Sur le campus Mirail, les déchets sont centralisés par le prestataire de nettoyage, puis évacués et valorisés pour le chauffage urbain. Une expérimentation est en cours depuis mars 2024 pour la collecte et le recyclage des emballages plastiques, métalliques et papier dans trois bâtiments (BUC, MDR, Présidence) et au foyer de Psychologie. Beaucoup de déchets récoltés ont cependant dû être déclassés car les sacs contiennent trop d'erreurs de tri. La communication autour du tri des déchets est ainsi à renforcer et à améliorer. Avec le changement du prestataire de valorisation des déchets début 2025 (PAPREC), les règles de tri des déchets seront simplifiées et celles-ci pourront être accompagnées par une nouvelle campagne de communication.

Sur les 10 sites INSPE, le tri sélectif est déjà en place pour tous types de déchets. Certains sites sont équipés de poubelles à compost. Une expérimentation d'évacuation ponctuelle à la déchetterie de Toulouse Métropole a été faite par les agent·es logistiques de l'INSPE Saint-Agne et le CROUS qui exploite le restaurant de ce site traite désormais ses cartons et emballages.

Le service Imprimerie valorise les chutes de papier blanc et récupère les toners / cartouches d'encre pour recyclage. Après une démarche qualité engagée fin 2023, il a obtenu le label Imprim'vert en mars 2024.

Le papier / carton est recyclé par Maria Valorisation depuis 2016, par PAPREC depuis 2025, et le mobilier usagé reconditionné par l'éco-organisme VALDELIA. Pour les distributeurs automatiques de boissons des campus Mirail et rue du Taur, il y a la possibilité d'utiliser son propre contenant avec une tarification différenciée depuis septembre 2024. Cette possibilité sera systématisée sur tous les sites.

Les buffets, qui génèrent beaucoup de déchets seront traités en lien par les GT « achats durables » et « alimentation responsable », notamment par la réécriture du cahier des charges du marché de prestations traiteur.

L'installation de fontaines à eau branchées sur le réseau AEP permettrait de proscrire les bonbonnes d'eau et gobelets en plastique.

L'installation de composteurs est à l'étude sur le site du Mirail.

Déchets dangereux et spécifiques (hors DEEE) et d'effluents liquides dangereux :

Des cendriers portables sont mis à la disposition des étudiant·es à la DIVE et dans les foyers étudiants. Dans le cadre des marchés de nettoyage, il est prévu l'utilisation de produits ecolabellisés depuis une dizaine d'années.

La procédure d'évacuation des déchets dangereux a été mise en place par déclaration obligatoire sur la plateforme nationale « Trackdéchets » depuis janvier 2022. La DPIDD gère surtout l'évacuation des DEEE (piles et équipements éclairage) via la société CHIMIREC.

Dans les unités de recherche, la liste des produits chimiques stockés a été établie, y compris sur le site de Rangueil avec la mise en place d'une filière d'élimination des déchets. Il reste toutefois des questions à régler, comme l'évacuation des carcasses d'animaux issus des travaux du laboratoire Traces (environ 4 en décomposition par an, jetées

avec les OMR pour l'instant) et des déchets de silex et sédiments.

À l'ISCID, la gestion des déchets n'est pas bien structurée, car l'UT2J n'est pas propriétaire ni exploitante des locaux. Le Conseil Départemental du Tarn et Garonne évacue uniquement les ordures ménagères et le papier / carton. Les déchets solides issus du bois souillé et liquides issus de la photo sont stockés dans des bidons ; les eaux de rinçage de la céramique passent par des bacs de décantation ; les produits de sérigraphie ne sont pas récupérés. Certains déchets sont évacués par les personnels de l'ISCID à la déchetterie. Il y a des composteurs mais réservés au restaurant universitaire.

A l'ENSAV, pour les déchets classiques et ceux des laboratoires photo (élimination des réactifs), une demande de devis a été adressée à CHIMIREC à Muret, ainsi que pour les déchets électriques et électroniques, les décors et les déchets bois, souvent enduits. Se pose également la question du traitement des pots de peinture et des solvants et de la logistique de ces déchets (stockage, livraison vers la société...).

DEEE :

Les filières d'évacuation des DEEE sont maîtrisées par la DSI, la DPIGC et le service Imprimerie, mais des irrégularités ont parfois été constatées lors des relamping sur certains sites. Les DEEE sont valorisés par l'éco-organisme « EcoSystem » sur la quasi-totalité des sites UT2J. Toutefois la DSI souhaite développer le réemploi de matériel bureautique, reconditionner certains DEEE, voire prolonger le maintien du parc informatique existant.

Pollution atmosphérique :

L'UT2J n'est plus concernée depuis 2020 avec la suppression des 3 dernières chaudières à fioul ; les sorbonnes des campus du Mirail et Rangueil sont conformes. Des vérifications sont cependant à faire sur le four de Traces (équipé d'un filtre, utilisé très rarement pour le bois et le métal en très petite quantité), les activités de l'IUT de Figeac et sur l'impact sur la qualité de l'air à l'ENSAV de l'utilisation de solvants, peintures, soudure. Un extracteur a d'ailleurs été installé dans une de leurs salles.

II. Objectifs

1. Avoir une meilleure connaissance des différents types de déchets produits
2. Réduire
3. Réutiliser
4. Recycler

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : avoir une meilleure connaissance des différents types de déchets produits			
Cartographier par site et service les différents types de déchets produits	DPIGC	Annuel	
Définir des actions de réduction, traitement ou recyclage des déchets ne faisant pas l'objet d'un traitement existant	DPIGC	Annuel	
Objectif 2 : réduire			
Sensibiliser l'ensemble de la communauté universitaire sur la réduction des déchets	DPIGC – VPD RSU		
Communiquer et expliquer en toute transparence le parcours des déchets de la poubelle au centre de valorisation	VP-RSU / service com / prestataire valorisation		
Indicateur de suivi : volume annuel des déchets non recyclés vs déchets recyclés/valorisés			
Mutualiser les fournitures de bureau (cf. GT Achats durables)	DAF / services / composantes		
Utiliser la liste de diffusion « resp - finances » pour les demandes de fournitures de bureau			
Réduire le volume des gobelets des distributeurs automatiques de boissons en faisant évoluer les prestations de SODEX et des autres fournisseurs (tarification réduite avec détection de mug)	DPIGC		
Communiquer sur la possibilité d'utiliser son contenant dans les DAB	Service Com		
Créer une rubrique dédiée dans le logiciel de demande d'interventions techniques LOOMA pour signaler les dysfonctionnements des DAB	DPIGC		
Obtenir les statistiques annuelles par les prestataires DAB	DPIGC		
Systématiser cette obligation dans les cahiers des charges des AOT (DPIGC, INSPE, IUT) à chaque renouvellement (septembre)	Service Achats / rédacteur•rices des CCTP	2025 pour le campus Mirail	
Mettre à disposition des étudiant•es des gourdes / thermos, gobelets pliables / écocup, cendriers portables, réutilisables	Service com / DIVE		CVEC
Améliorer l'ergonomie des becs verseurs des robinets dans les sanitaires pour faciliter le remplissage des gourdes	DPIGC	Gymnase en 2024, Arche, Accueil et UFR en 2025	Com interne

Proposer des fontaines à eau branchées sur réseau AEP lorsque c'est justifié (vigilance sur hygiène et risques sanitaires)	DPIGC	Centres de ressources	
Expérimenter les composteurs pour déchets alimentaires (points d'apport volontaires)	DPIGC	2024 bât. « Henri Mayer »	
Fabriquer des composteurs	DPIGC		
Objectif 3 : réutiliser			
Réemployer les biens mobiliers y compris informatiques (dons ou achats)	DPIGC-SLG		
Établir l'inventaire du mobilier réutilisable UT2J et une gestion dynamique des stocks dans les réserves pour favoriser le réemploi au profit des services / composantes	DPIGC-SLG	Sept. 2025	Chef de projet au SLG + vacataires / stagiaires
Systématiser le recours à la plateforme nationale https://dons.encheres-domaine.gouv.fr/	Service Achats / Agence comptable	Sept. 2025	
Étudier la possibilité de réparation du mobilier	DPIGC		
Créer une rubrique dédiée au réemploi et à la réparation sur l'ENT	DPIGC		
Objectif 4 : recycler			
Revoir la campagne de communication interne	DPIGC-SLG / Service com / DEEP	1er trim 2025	
Installer des bacs de tri dans l'ensemble des bâtiments	DPIGC		
<i>Indicateur de suivi : volumétrie annuelle par site UT2J</i>			

Politique en faveur de la biodiversité

I. État des lieux

Dans le cadre de la gestion des espaces verts sur ses différents sites, l'université est associée à plusieurs partenaires et prestataires.

Partenaires	Prestataires
<ul style="list-style-type: none">▪ Mairie de Toulouse▪ Association KA'A▪ Association Arbres et Paysages d'Autan (APA)▪ SCOP Symbiosphère (40 nichoires campus Miral, 19 à Croix-de-Pierre, à Rodez▪ Association étudiantes et de quartier▪ LPO (INSPE Rodez et IUT Figeac)▪ Ranguel : gestion des espaces vert assurée par la Comue	<ul style="list-style-type: none">▪ ASEI (espaces verts campus Mirail et Croix-de-Pierre)▪ Ovalie Paysage 'espaces verts centre du Taur)▪ HOTravail (espace verts IUT Blagnac)▪ ONF (élagage campus Mirail)▪ SERP (plantation arbres sites de Toulouse et Blagnac)▪ HDD (remise en service du pigeonier du Mirail)

Depuis plusieurs années, l'UT2J est confrontée aux effets de la sécheresse et à une mortalité des arbres. Dans une volonté de s'engager en faveur de la biodiversité et de reverdir ses campus, différentes actions ont été lancées et plusieurs projets sont en cours. L'UT2J est ainsi partie prenante du Plan 100 000 arbres de Toulouse Métropole.

Des diagnostics phytosanitaires des arbres ont été réalisés sur le campus du Mirail en 2020, Croix de Pierre, Saint Agne et Foix. Sur le site de Figeac où l'UT2J est occupante, le bois limitrophe est un espace classé au PLU.

Projets en cours sur le campus Mirail :

- Association KA'A : zone d'ensauvagement à côté de la DFIGC, couplée à la plantation d'une quinzaine d'arbres au printemps et à l'automne 2024.
- Faire le suivi des partenaires chargés de l'entretien (ASEI, ONF élagage et suivi des arbres remarquables). L'ASEI devra être associée au GT pour améliorer les pratiques éco-responsables.
- Entretien de la rivière, réutilisation des algues pour compost et paillage
- Adhésion au groupement d'achat d'arbres avec Mairie et Toulouse Métropole depuis 2023
- SCOP Symbiosphère pour pose de nichoirs sur sites du Mirail et Croix-de-Pierre
- Association « Arbres et paysages d'autan » : plantation haie champêtre le long de la rivière

Actions menées sur le site INSPE Croix-de-Pierre :

- Inventaire du patrimoine arboré Croix-de-Pierre

(1996, 2007, 2021, 2023) et demande de préconisations avant élagage

- Inventaire de la flore et de la faune
- Installation de 19 nichoirs depuis 3 ans par Symbiosphère et en 2021 observation des oiseaux avec un enseignant d'ESVT
- Gestion différenciée des espaces verts sur Croix de Pierre par le chef d'équipe de l'ESAT : compost sur place, troncs laissés sur place, espace en libre évolution depuis 3 ans
- Déploiement de composteurs pour les étudiant·es, mise en place d'un bokashi pour le restaurant universitaire, le foyer et l'espace de convivialité (collecté en vélo-cargo par Récup Occitanie)
- Potager, plantation de plantes mellifères en cours
- Adhésion et soutien d'associations : Humus et associés (location de salles pour faire des formations sur site ; association Rénova pour la sauvegarde des arbres, notamment fruitiers
- Intervention d'un botaniste du muséum d'histoire naturelle
- Manifestations : journée nature, nuit des forêts avec l'Atécopol, soupe au jardin
- Une zone importante du parc est en friche suite à l'enlèvement en 2023 des locaux préfabriqués installés après l'explosion AZF en 2001, une négociation avec la Mairie de Toulouse est en cours pour la plantation d'un verger à l'issue des travaux d'extension/rénovation de l'école Benezet mitoyenne de l'INSPE
- Projet : inscrire des actions dans le plan de formation (compost...)

II. Objectifs

1. Élaborer une stratégie globale co-construite en anticipant les effets du réchauffement climatique, l'érosion et la qualité des sols, tout en pensant les usages partagés (étudiant•es/riverains) et la vocation sociale (alimentation par potager/verger, biodiversité)
2. Structurer des itinéraires de découverte de la biodiversité sur l'ensemble des campus
3. Favoriser la diffusion et la médiation scientifique sur les espaces naturels de l'UT2J
4. Conclure des partenariats avec des acteurs engagés pour la biodiversité

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : Élaborer une stratégie globale co-construite en anticipant les effets du réchauffement climatique, l'érosion et la qualité des sols, tout en pensant les usages partagés (étudiant•es/riverains) et la vocation sociale (alimentation par potager/verger, biodiversité)			
Cartographier les caractéristiques environnementales et les acteurs et actrices impliquées par site + zonage et trames PLU	B. Dexant (DPIGC)	Campus Mirail et Croix de Pierre : 2024	
Réaliser un inventaire de la biodiversité (faune & flore) et l'actualiser	Campus Mirail : B. Dexant (DPIGC)	Automne 2024 - automne 2025 (4 interventions de 3 jours)	Mirail 6 000€ Autres sites : à budgéter Financement COMP 2025-27
Appliquer une gestion responsable des espaces verts dans objectif de cohabiter avec les espèces vivantes	RAF de site qui solliciteront les collectivités le cas échéant	2025-29 selon dates de renouvellement marchés publics	
Indicateur de suivi : volume annuel des déchets non recyclés vs déchets recyclés/valorisés			
Accueillir de l'éco-pastoralisme dans certains campus	DPIGC + RAF INSPE Rangueil (solliciter Comue-SGE) Foix (Mairie)		
Accueillir des ruches « autonomes » (non dédiées à la production)	B. Dexant (DPIGC)		
Indicateur de suivi : Nombre de ruches par site			

Accompagner et programmer des projets de potagers / vergers sur les campus avec la mobilisation de la communauté et des habitant•es	Campus Mirail : B. Dexant (DPIGC)	Automne 2025	financement Région / CVEC / FSDIE
	Site Croix-de-Pierre		
	Site Saint-Agne		
	Tarbes : étudiant•es et enseignant•e SVT		
	Foix : usager•es, assoc étud. l'CEUF		
Programmer des projets paysagers (ex. : labyrinthe en prairie fleurie devant le Château du Mirail / Planter des arbres sur la grande prairie centrale)	B. Dexant (DPIGC)		A budgéter et solliciter subvention Mairie
Objectif 2 : agir autant que possible sur la dés-imperméabilisation des sols (surfaces de parking) et par la végétalisation de zones minérales			
Revégétaliser parcelles 85 et 87 rue Vauquelin suite démolition des pavillons	Campus Mirail : B. Dexant (DPIGC)	2026-2027	A estimer
Revégétaliser l'ancienne emprise des algécos à compenser par un verger	Croix-de-Pierre : N. Lagarde (INSPE)	En 2025-2026	A estimer
Rendre perméables les parkings lors de leur réfection Pluriannuel	DPIGC	Croix-de-Pierre en 2023, à programmer pour Blagnac et Ranguel	
Objectif 3 : structurer des itinéraires de découverte de la biodiversité sur l'ensemble des campus			
Mettre en valeur le patrimoine arboré de l'UT2J sur le Campus Mirail (12 arbres remarquables)	DPIGC + service Com	Novembre 2024	2 000€ TTC (ONF)
Objectif 4 : favoriser la diffusion et la médiation scientifique sur les espaces naturels de l'UT2J			
Créer des reportages photographiques Améliorer qualitativement les plans d'orientation des campus	Dpt SEF (C. Voisin) Commission Sciences & Société		
Proposer des espaces de formation et favoriser les interventions scientifiques de l'UT2J (Atécopol)	DPIGC et PDevRH	A programmer	
S'inscrire dans le projet SEEDS et UE TEDS 1) accompagnement de projets et sensibilisation et 2) créer une formation hybride traduite en UE avec certification	Cf. GT Formations	Expérimentation dans le cadre du projet TIRIS Formations	
Animer des opérations de médiation avec le personnel	SCD cf. GT Formation et Recherche		
Mener des actions, projets pédagogiques sur la protection, valorisation, diversification de la biodiversité (ex. atlas de la biodiversité)	Cf. GT Formations		
Mettre en place une conférence annuelle sur la biodiversité	VPD RSU INSPE : JY Léna et N. Lagarde		
Objectif 5 : conclure des partenariats avec des acteurs engagés pour la biodiversité			
Conventionner avec des associations locales (ex. Ana Ariège et CAUE)	DPIGC		



Ambition 5

**S'engager et agir pour le bien
vivre à l'université dans le
respect de chacun et chacune**

Cette ambition vise l'amélioration continue des conditions d'étude et de vie au travail sur tous nos campus en étant particulièrement attentif à l'inclusivité, à l'accès universel à toutes nos activités, à la lutte contre les inégalités et toutes les formes de discrimination et à l'adaptation de nos métiers pour répondre à ces enjeux.

Les mots clefs :

inclusivité, bien-être, égalité des chances

"...prendre place, concept emprunté à Isaac Joseph (1995), est la possibilité d'une participation au projet de la communauté. Faire place, c'est accompagner le processus de socialisation, de construction identitaire pour que l'acteur social n'ait pas simplement le sentiment d'agir, mais puisse prendre part à la vie de la cité. Quitter la place ne voudra pas toujours dire renoncer, mais peut-être recomposer autrement une place satisfaisante que l'on puisse tenir.

Prendre place est donc la possibilité d'agir en gardant sa liberté et en s'inscrivant dans un processus sans cesse interrogé et recomposé, luttant contre l'immobilisme et l'enfermement."

Véronique Bordes, Sophie Ruel. Faut-il laisser une place aux jeunes?. Labbé Sabrina, Hille Frédérique. ProfessionnalisationS : repères et ouvertures., L'Harmattan, 2019. hal-03555241

Sommaire

- Politique d'égalité des chances
- Schéma directeur pluriannuel du handicap 2021-2026
- Schéma directeur de la vie étudiante 2024-2026
- Plan égalité femmes-hommes 2025-2027
- Politique de prévention, de santé et de sécurité
- Politique de qualité de vie au travail
- Développement des compétences, dont les compétences DDRS, dans l'évolution des métiers

Politique d'égalité des chances

L'enseignement supérieur n'échappe pas aux constats des inégalités, notamment liées aux origines socio-culturelles ou géographiques.

Ces inégalités peuvent intervenir à différents niveaux, depuis l'orientation jusqu'à l'insertion professionnelle, dans le degré de familiarité avec l'environnement universitaire, dans la connaissance des possibles et la capacité à composer sa trajectoire propre, dans les conditions de vie étudiante et l'accès aux ressources essentielles, dans l'obtention du diplôme et sa valorisation auprès des employeurs, etc.

L'université, parce qu'elle s'inscrit dans la République et entend en honorer la promesse, ne saurait se

satisfaire de ces inégalités qui sont tout autant les causes que les effets des assignations et des déterminismes, qui sont tout autant les causes que les effets des injustices qui pèsent sur nos sociétés.

L'université est un lieu d'émancipation qui ouvre des possibles dans le présent et œuvre pour un avenir plus juste et plus durable.

C'est donc aussi là, sans doute, que doit s'exercer la responsabilité sociétale des établissements, par la mise en œuvre de dispositifs adaptés, visant à identifier, analyser et corriger les inégalités au sein de la communauté étudiante pour permettre à chacun et chacune de se réaliser.

Schéma directeur pluriannuel du handicap 2021-2026

Historiquement engagée dans la mise en œuvre d'une politique handicap, l'UT2J poursuit aujourd'hui des engagements majeurs en termes d'inclusivité et d'accessibilité. D'années en années, les effectifs des étudiantes et étudiants en situation de handicap (ESH) ne cessent d'augmenter, passant de 484 ESH en 2016-2017 (sur 30 425 inscrit·es) à 1091 ESH en 2023-2024 (sur 31 020), soit une augmentation de 45% en 7 ans.

Quant aux personnels, la synthèse de la déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés (DOETH) affiche un taux en progression. Ces chiffres dépassent les 6% pour la troisième année consécutive et confirment l'engagement de notre établissement dans l'inclusion des personnels en situation de handicap. Il est passé de 6,33% en 2022 à 6,62% en 2024.

Dans ce contexte et conformément à la loi n°2013-

660 du 22 juillet 2013 relative à l'Enseignement supérieur et à la recherche (Loi ESR), a été voté en CA le 12 avril 2022 un second schéma directeur pluriannuel du handicap qui couvre la période 2021-26, qui fait suite au 1er SDH 2016-20 (voté en février 2016). Il vise à soutenir la prise en compte des diverses situations de handicap rencontrées au sein de l'établissement par les étudiantes et étudiants, ainsi que par les personnels enseignants et administratifs.

Il s'articule autour de 6 axes :

1. L'accueil et l'accompagnement des étudiantes et étudiants en situation de handicap
2. L'accueil et la formation des personnels en situation de handicap
3. Communication, sensibilisation et formation
4. Vie Étudiante : culture et pratique sportive
5. Accessibilité numérique
6. Accessibilité aux locaux

Schéma directeur de la vie étudiante

Voté en CA le 14 janvier 2025.

Le SDVE porte l'ambition de construire « une université accueillante, bienveillante, inclusive, créative et citoyenne » (contrat d'établissement), avec comme objectifs de favoriser le bien-être étudiant, de consolider et développer la sociabilité et de promouvoir la qualité de vie étudiante.

Pour cela, il s'organise autour de cinq axes :

- Faire de la vie étudiante un levier de notre action en matière de Développement Durable et de Responsabilité Sociétale, selon une approche globale. Combiner approches sociales et pédagogiques, actions internes et partenariats pour couvrir tous les aspects de la vie étudiante.
- Répondre à la précarité étudiante et faciliter la vie étudiante tout en sécurisant les parcours, en multipliant les aides solidaires et en élargissant le nombre de leurs bénéficiaires, et en développant

l'accompagnement de publics spécifiques.

- Faire des campus des lieux de vie, en encourageant la vie associative et en multipliant les lieux mis à la disposition de la vie étudiante.
- Favoriser et reconnaître l'engagement des étudiants et étudiantes et co-construire avec eux une politique de la vie étudiante.
- Accompagner et dynamiser la vie étudiante dans les villes universitaires d'équilibre.

Huit domaines ont été définis qui font l'objet de diagnostic-bilans et de plans d'actions :

- Accueil et intégration
- Handicap
- Action sociale-précarité-travail étudiant
- Santé et prévention
- Logement-restauration-mobilité
- Activités sportives et culturelles
- Vie de campus et vie associative
- Engagement étudiant et citoyenneté

Plan égalité femmes-hommes 2025-2027

L'UT2J est pionnière dans le domaine de l'histoire des femmes. Les études féministes et de genre y ont trouvé depuis le début des années 1980 un environnement propice à développer le champ des connaissances. Notre université s'est dotée de son premier plan égalité femmes-hommes en 2021. Nous avons mis à profit l'année 2024 pour en dresser le bilan, conduire un diagnostic de l'égalité dans notre établissement et imaginer une nouvelle version de ce plan. Ayant désormais élaboré une deuxième version de son plan égalité, sous-titré « pour contrer les inégalités et les discriminations liées au genre et à la sexualité », dont nous vous invitons à prendre connaissance, notre université s'attèle à construire un environnement qui garantit l'égalité entre toutes les personnes, quels que soient leur sexe, leur identification de genre ou leur orientation sexuelle.

Voté au CA du 11 mars 2025, ce plan fait suite au 1er plan égalité 2021-2023, voté en CA en mars 2021. Le plan égalité s'articule autour de 5 axes, déclinés en objectifs :

1. Évaluation, prévention et traitement des écarts de rémunération
2. Garantie de l'égal accès des femmes et des hommes aux corps, grades et emplois de la fonction publique
3. Articulation entre vie personnelle et vie professionnelle
4. Lutte contre les violences sexistes et sexuelles, les harcèlements et les discriminations
5. Pilotage de la politique d'égalité

Politique de prévention, de santé et de sécurité

I. État des lieux

La politique de prévention, de santé et de sécurité s'appuie sur différents acteurs et services pour effectuer l'évaluation des risques :

- Le ou la conseillère de prévention (fonction définie dans une lettre de cadrage) et les assistant·es de prévention, nommés·es et exerçant leurs missions sous l'autorité de leur responsable de service. Une formation leur est dispensée
- Le pôle médico-social (médecine de prévention): médecin du travail, assistant·e de service social, psychologue
- Le pôle environnement professionnel: psychologues du travail, correspondant·e handicap
- Le·la fonctionnaire sécurité défense
- Le poste central de sécurité

La formation spécialisée en matière de santé, de sécurité et de conditions de travail (F3SCT) du Comité Social d'Administration se réunit au moins 3 fois par an en séance ordinaire. Son règlement intérieur a été défini et voté. Elle se réunit également en urgence autant de fois que nécessaire. Le calendrier des séances est voté et communiqué aux membres. Le calendrier des visites de sites est également soumis et voté. Conformément aux textes réglementaires, les membres de la F3SCT du CSA et les assistant·es de prévention sont formés·es.

Une procédure a été élaborée pour la tenue et le suivi du registre de santé au travail.

Le plan de formation propose une offre dédiée à l'hygiène, sécurité et environnement et une autre dédiée à la responsabilité sociétale. En fonction des missions et rôles des personnels de l'université, cette offre distingue :

- Des formations obligatoires (à la sécurité incendie, sauveteur secouriste du travail, prévention et secours civiques...)
- Des formations liées à des risques particuliers (travail en hauteur, service de sécurité incendie et d'assistance à personnes)

- Des formations nécessaires pour l'exercice du métier (habilitation électrique, CACES, travail en hauteur...), avec recyclage
- D'autres formations : prévention des troubles musculo squelettiques ; sensibilisation et prévention des risques psychosociaux ; gestion du stress ; sensibilisation aux VSS...

Des formations mutualisées avec d'autres établissements sont également ouvertes aux agent·es, par exemple sur la plateforme SAFIRE (par ex. « Accident de travail, accident de trajet, maladies professionnelles, souffrance au travail »).

Pour les apprenant·es :

- Dans le cadre de la convention avec le Service Interuniversitaire de Médecine Préventive et de Promotion de la Santé (SIMPPS), les apprenant·es peuvent bénéficier de consultations avec des psychologues, psychiatres, assistant·es de service social, nutritionnistes, tabacologues et avoir recours au service du planning familial.
- En début d'année, une visite du campus est assurée par des étudiant·es ambassadeur·rices avec une présentation entre autres du pôle de médecine préventive.
- L'université participe par ailleurs à diverses actions nationales de prévention : mois sans tabac, Octobre rose, Bouge ta Santé... et une information sur la santé est diffusée sur le blog « mes premiers pas ».
- La Division de la vie étudiante est constituée d'un pôle dédié aux étudiant·es en situation de handicap. Le « guide de l'étudiant, stagiaire de la formation continue, alternant, doctorant en situation de handicap durable ou temporaire » est publié et diffusé sur le site web.
- Les étudiant·es en alternance disposent d'une information sur leurs droits et obligations et sur les règles de sécurité et santé au travail dans leur livret de l'alternant.

II. Objectifs

L'objectif général est celui de l'amélioration continue. Il semble nécessaire de fiabiliser les outils et dispositifs existants d'évaluation des risques et de poursuivre la formation des personnels et la communication auprès de l'ensemble de la communauté sur les procédures de prévention.

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif : Amélioration continue : fiabiliser les outils, dispositifs et méthodes existants d'évaluation des risques			
Actualiser et diffuser les procédures « gestion du registre santé sécurité au travail » et « registre danger grave et imminent »	Conseiller de prévention, VP CA, service RH	2025	
Acquérir un outil spécifique de dématérialisation du DUERP	Conseiller de prévention, DSI	2025	Financier
Communiquer et accompagner les différent•es interlocuteur•rices à l'utilisation des outils	Conseiller de prévention, VP CA, service RH	2025	
Mettre en place une procédure de suivi des actions du DUERP	Conseiller de prévention, VP CA, service RH	2025	
Établir les besoins de formation et former les agent•es, à partir du DUERP, des visites d'établissement, des retours des AP	Conseiller de prévention, service RH	2025	Formations + moyens financiers
À partir du DUERP, mettre à jour la politique annuelle de prévention des risques	Conseiller de prévention		
Indicateurs de suivi : taux de réalisation du DUERP Nb de personnels formés à la sécurité Nb de sauveteurs et secouristes du travail Nb de recyclages			

Politique de qualité de vie au travail

I. État des lieux

L'UT2J a défini dans ses orientations stratégiques différents éléments pour s'engager dans une politique de qualité de vie au travail :

- Assumer plus fortement le rôle de soutien social en matière de santé, logement, restauration
- Poursuivre le développement des dispositifs d'accueil pour les personnes en situation de handicap
- Réduire les inégalités d'accès aux services quel que soit le campus
- Concevoir et animer une programmation d'activités fédératrices en direction des personnels tout au long de l'année
- Lutter contre toutes les formes de discrimination, de violence et de harcèlement (Cf. Plan égalité)

L'établissement a élu des vice-présidences déléguées (patrimoine et aux sites en ville universitaire / culture / responsabilité sociétale de l'université / vie universitaire), ainsi que des chargées de mission (qualité / handicap / égalité de genre et lutte contre les violences sexistes et sexuelles).

Plusieurs acteurs de la prévention sont identifiés¹⁰ et accompagnent les personnels de manière ponctuelle ou sous la forme de suivi selon la demande et les situations en lien avec les thématiques sociales, professionnelles, de santé, du handicap, économiques.

De manière ponctuelle, des diagnostics d'évaluation des Risques Psycho-Sociaux ont été réalisés en interne (PEP et/ou SST) à l'échelle de plusieurs services (adaptation de la grille de l'INRS). Cependant, un diagnostic RPS à l'échelle de l'université n'a pas encore été réalisé.

Des enquêtes spécifiques sur l'évaluation des risques professionnels ont été conduites, telles que celles sur « confinement et travail à distance »

(2020) et « l'évaluation du télétravail » (2022).

Un premier plan égalité a été adopté pour 2021-2023. Le deuxième plan sera voté en mars 2025. Un second schéma directeur du handicap 2021-2026 est également mis en œuvre.

Une cellule d'écoute et de veille RPS pluridisciplinaire a été mise en place en février 2023 (composée des acteurs de la prévention). Ce dispositif permet une coordination des acteur·rices et une prise en compte plus rapide des situations de mal être au travail. Il peut être saisi par tous les personnels de l'université et a vocation à favoriser l'expression des difficultés rencontrées, évaluer et proposer des pistes de réflexion ou des actions pour permettre une amélioration des conditions de travail.

Un nouveau dispositif de traitement des signalements est en place depuis janvier 2025. Il vise à améliorer la réponse de l'établissement aux situations de détresses individuelles, quelle qu'en soit l'origine, pour les étudiant·es et les personnels.

Il a également pour objectif de répondre aux obligations réglementaires (décret du 13 mars 2020 relatif au dispositif de signalement des actes de violence, de discrimination, de harcèlement et d'agissements sexistes dans la fonction publique)¹¹ (VSS, harcèlements, handicap, laïcité, racisme, agressions, radicalisation, plagiat, atteintes à la réputation de l'université...).

Une campagne de sensibilisation aux VSS, à destination de l'ensemble des personnels de l'UT2J, a eu lieu entre décembre 2022 et juillet 2024. Cette thématique est intégrée au plan de formation de l'établissement.

À ce jour, il n'existe pas de plan QVCT à l'échelle de l'établissement, mais un travail global sur la qualité de vie et des conditions de vie au travail est engagé.

¹⁰ Voir chantier 1 politique de prévention, de santé et de sécurité

¹¹ Présentation du dispositif de traitement des signalements : <https://blogs.univ-tlse2.fr/vie-etablissement/presentation-du-dispositif-de-traitement-des-signalements/>

Des démarches QVCT sont en cours ou ont été réalisées au sein de plusieurs services. La démarche QVCT a été présentée en juin 2023 à l'ensemble des personnels d'encadrement, participant ainsi d'une prise de conscience et d'une intégration des démarches QVCT dans les projets de services.

Plusieurs actions sont menées en faveur de l'amélioration de la QVCT :

- Dispositifs de médiation
- Dispositifs d'accompagnement au changement (en individuel ou en collectif)
- Dispositifs d'accompagnement à l'intégration des personnels BIATSS : organisation d'une journée d'accueil des nouveaux personnels ; remise d'un livret d'accueil
- Prévention des TMS et études ergonomiques des postes de travail (PEP + assistant•es de prévention formé•es)
- Dispositifs d'accompagnement des personnels dans le cadre d'une reprise d'activité après un arrêt de travail de longue durée (CGM, CMO, CLM, CLD, reprise à temps partiel thérapeutique)
- Dispositifs d'accompagnement des personnels en situation de handicap reconnus ou non travailleurs handicapés (Service de santé au travail - médecine du travail, correspondant•e handicap, assistant•e de service social des personnels, chargée de mission handicap, ...)
- Actions du Service Commun d'Action Sociale et Culturelle (SCASC) à destination des personnels
Une demi-journée de sensibilisation à la QVCT a été organisée en juin 2024 à destination de l'ensemble des personnels de l'UT2J afin de les sensibiliser, de faire vivre une culture QVCT et pour initier des actions en faveur du bien-être au travail.

Une convention a été signée avec la MGEN (convention « PAS »). Elle donne la possibilité aux personnels de l'UT2J de consulter un•e psychologue au regard de difficultés professionnelles et/ou personnelles. Dans le cadre de ce dispositif la MGEN a organisé en 2023 plusieurs visioconférences sur la santé au travail (définition des RPS, gestion des conflits, harcèlement et travail, équilibre vie pro-vie privée, violence au travail...).

Un parcours de formation est dédié aux personnels d'encadrement (*Cf. plan de formation*).

L'université est engagée sur la thématique de la QVCT à différents niveaux et déploie par exemple deux formations sur cette thématique ouvertes aux publics de la formation continue :

- Diplôme d'Université Conduire une démarche de qualité de vie au travail (inscrit au répertoire spécifique)
- Formation courte de 3 jours : « La qualité de vie et des conditions de travail »

L'UT2J œuvre pour l'amélioration des conditions de travail de ses agents dans différents domaines :

- L'accompagnement des personnels en situation de handicap (*cf. schéma directeur du handicap 2021-26*)
- L'égalité professionnelle femmes-hommes (*cf. plan égalité 2021-2023*)
- L'organisation du travail : les agent•es peuvent demander à travailler à temps partiel, à temps plein sur 5 jours ou sur un temps de travail aménagé (100% sur 4.5 jours). Le télétravail a été mis en œuvre et une charte a été rédigée à l'issue d'une phase expérimentale.
- Action sociale :
 - Aides financières : la commission sociale du SCASC peut accorder des prêts ou un soutien non remboursable pour les personnels en grande difficulté financière. Ces personnels auront eu un accompagnement préalable avec l'assistant•e sociale des personnels
 - Prestations Interministérielles PIM : par exemple, des prestations interministérielles sont déployées pour les parents d'enfants en situation de handicap, pour la participation aux frais de restauration des personnels dans les restaurants du CROUS, pour les centres de loisirs et les gardes d'enfant périscolaire
- Dispositifs de soutien à la parentalité (*cf. plan égalité 2021-23*)
 - Des places sont réservées à la crèche située sur le campus du Mirail
 - 2 salles d'allaitement sur le campus du Mirail (pour tirer le lait et le stocker au frais)
 - Élaboration d'un guide des parentalités
- Qualité de vie sur les campus : restauration,

activités sportives et culturelles

- Aménagement des lieux de travail : salles de convivialité, aires de repas
- Lieux de restauration collective, avec une partie du tarif subventionné
- Tiers lieu ouvert à toutes et tous sur le Campus du Mirail (stage de cirque pour les enfants du personnel par exemple)
- La commission du SCASC définit la politique des actions à mener et alloue un budget spécifique. Sont ainsi proposées des actions culturelles

et sportives : ateliers de découverte, billetterie subventionnée ou non, chèques lire, évènements tout au long de l'année (fêtes des personnels, Noël des enfants, ...), After work (bowling avec autres universités, sortie à la cave poésie, visite du couvent des Jacobins), etc.

L'information et la communication de l'ensemble des dispositifs et actions est diffusée sur l'ENT et/ou par mail, ou par la diffusion de documents.

II. Objectifs

1. Poursuivre les actions de prévention
2. Élaborer le schéma directeur de la QVCT

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : poursuivre les actions de prévention			
Sensibiliser / Former les personnels à la prévention des risques psycho-sociaux et la QVCT	PEP, Service RH	Continu	Financiers, RH, salles
<i>Indicateurs de suivi : Nombre d'agent·es et de services accompagnés</i>			
Développer des ateliers de prévention des TMS (pauses guidées)	PEP, SCASC	Continu	Financiers, RH, salles
<i>Indicateurs de suivi : Nombre d'agent·es et de services accompagnés</i>			
Développer des séances de « Co-développement » (échanges de pratiques)	PEP, Service RH	Continu	Financiers, RH, salles
<i>Indicateurs de suivi : Nombre d'ateliers, typologie des thématiques, nombre d'agent·es et de services accompagnés</i>			
Déployer des outils de communication	Service RH, Service com	Continu	Supports com
Déployer le nouveau dispositif de signalement, diffuser la procédure (cf. plan égalité)	DGS, DAJI	Janv. 2025	Com + formations
Objectif 2 : élaborer le schéma directeur de la QVCT			
Faire un état des lieux QVCT (conditions de travail, RPS, environnement de travail, relations au travail...)	Service RH, PEP	Déc. 2025	
Élaborer le plan d'actions QVCT	DRH, VP CA	Juin 2026	Financier : prestataire
Suivre, évaluer les actions du SD QVCT	VP CA, Service RH		
Intégrer des indicateurs de suivi des dispositifs d'action sociale et culturelle, notamment genrés (Cf. Plan égalité)	SCASC, DRH		

Développement des compétences, dont les compétences DDRS, dans l'évolution des métiers

1. Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences DDRS dédiée aux personnels BIATSS

I. État des lieux

Volet emplois, métiers :

Une cartographie des emplois et des métiers a été élaborée puis harmonisée en 2022. Elle est déclinée en familles, sous familles, emploi/métier, poste. Les fiches de poste ont également été révisées et intègrent les fonctions ainsi que les compétences requises. Leur recensement est centralisé à la DRH. Des postes spécifiques DDRSE existent (Cf. axe gouvernance).

D'autres ont été créés :

- Chargé·e de réalisation et accompagnement bilan des émissions de gaz à effet de serre
- Ingénieur·e économiste de flux
- Prévention : chargé·e d'accompagnement professionnel, correspondant handicap des personnels, assistant·e de service social
- Gestionnaire pour le suivi et l'accompagnement des étudiant·es en situation de handicap
- Conseiller·e de prévention
- Des assistant·es de prévention et référent·es handicap et Atypie friendly sont également identifiées dans les services et/ou composantes pédagogiques.

Un travail sur la pyramide des âges est effectué dans le cadre du rapport social unique.

Volet mobilité :

- Tous les emplois vacants sont offerts à la mobilité interne 2 fois par an. La première phase se déroule au mois de mai, la seconde en novembre. Les postes restés vacants sont, quant à eux, publiés sur la plateforme dédiée à l'emploi public (choisir l'emploi public).
- La Direction des Ressources Humaines :
 - Publie annuellement les postes ITRF ouverts aux concours et accompagne les agent·es à la préparation (formation). Les agent·es en sont

informé·es sur l'ENT.

- Informe via l'ENT des campagnes relatives à l'avancement et listes d'aptitude

Volet formation :

Un catalogue de formation pluriannuel est proposé aux agents BIATSS et enseignant·es (publication sur l'ENT). Une réponse est également apportée à des besoins collectifs (service), ainsi qu'à des besoins individuels hors catalogue afin de permettre une montée en compétence des agent·es, une adaptation aux nouveaux métiers et aux demandes de réorientation professionnelle.

L'UT2J a établi une typologie des besoins de formation à 3 niveaux :

- Action d'adaptation au poste de travail (type T1)
- Action liée à l'évolution de l'emploi (type T2)
- Action de développement des compétences (type T3)

Le catalogue de formation de l'université s'articule autour de 8 axes :

- Axe 1 : Transformer l'action publique, renforcer une culture commune et internationale
- Axe 2 : Accompagner la transition numérique
- Axe 3 : Soutenir les enseignant·es-chercheur·ses dans leurs missions
- Axe 4 : Professionnaliser et développer les compétences métiers
- Axe 5 : Renforcer la fonction managériale
- Axe 6 : Accompagner les transitions professionnelles
- Axe 7 : Renforcer la prévention des risques et agir en faveur de la sécurité, l'hygiène, la diversité et le développement durable
- Axe 8 : Sensibiliser au développement durable et à

la responsabilité sociétale

Un bilan des formations est présenté annuellement devant le CSA. Le recueil des besoins de formation est effectué à partir des entretiens professionnels individuels annuels, du référentiel de l'encadrement, ainsi qu'à partir du volet RH des projets de service.

L'établissement répond par ailleurs à ses obligations réglementaires (formations obligatoires). L'offre de formation est en cours de refonte en 2024. Elle est conçue en concertation avec les besoins des services.

D'autres catalogues de formation sont ouverts aux agent·es (UVED, URFIST, ENSSIB, SIUP, SAFIRE, Association Parfaire, Mentor).

Les nouveaux personnels sont accueillis sur une journée en septembre et en janvier : un atelier de deux heures est dédié à la sensibilisation aux violences sexistes et sexuelles.

En 2023, 17 actions de formation au catalogue de formation UT2J du domaine DDRSE ont été proposées aux agent·es (*Cf. formation des enseignant·es*)

II. Objectifs

1. Piloter la GPEEC en incluant les enjeux DDRSE

L'objectif est de piloter la GPEEC pour suivre et anticiper l'évolution des métiers, d'actualiser la cartographie des emplois et métiers, et mettre en place une politique de formation incluant les enjeux DDRSE pour l'ensemble des personnels. L'établissement envisage d'intégrer des objectifs DDRS dans les fiches de postes actuelles et futures.

2. Développer l'offre de formation DDRSE (acculturation / maîtrise / expertise)

Si un parcours de formations DDRSE existe, le constat est que peu de formations trouvent leur public. La sensibilisation doit être poursuivie en systématisant l'intégration de ces formations dans certains parcours et en communiquant de manière plus large sur les possibilités offertes.

III. Plan d'action

Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : Piloter la GPEEC en incluant les enjeux DDRSE			
Déployer une méthode pour identifier l'évolution des métiers et des besoins en compétences	Service RH, les chef·fes de service	2025	
Identifier les compétences DDRSE nécessaires à l'exercice des métiers de l'université (cf. guide ODD), les intégrer dans les fiches de poste et les offres d'emploi	Service RH	2025	
Actualiser la cartographie des emplois et métiers	Service RH	2026	
Intégrer dans SIHAM la cartographie des emplois et métiers ainsi qu'un référentiel de compétences	Service RH, DSI	2026	
Dématérialiser les EPI (SIHAM)	Service RH, DSI	2026	
Objectif 2 : Développer l'offre de formation DDRSE (acculturation / maîtrise / expertise)			
Adapter l'offre de formation pour répondre aux besoins de montée en compétences DDRSE	Service RH	2025	Moyens financiers dédiés
Systématiser les formations DDRSE dans le parcours des nouveaux arrivants (intégration / formation initiale)	Service RH	2025	
Indicateurs de suivi : Plan de formation ; Ratio nouveaux arrivants / nouveaux arrivants formés			
Communiquer plus largement sur les formations mutualisées auxquelles ont accès les agent·es	Service RH, Service com	2025	

2. Gestion prévisionnelle des emplois et des compétences DDRS des personnels dédiés à l'enseignement et/ou la recherche

I. État des lieux

Les recrutements des enseignant•es-chercheur•ses (EC) sont votés en CAC restreint sur la base d'un document « profil de poste ». Aucune mention dédiée à des compétences ou objectifs DDRS n'y apparaît de manière systématique.

Plusieurs personnels dédiés à l'enseignement et/ou recherche occupent des fonctions en lien avec des compétences DDRSE :

- Vice-présidence responsabilité sociétale
- Chargé•e de mission handicap
- Référent•e local•e « Atypi-Friendly »
- Chargé•e de mission Égalité de genre et lutte contre les violences sexistes et sexuelles
- Chargé•e de mission Laïcité

Des E-EC sont nommé•es référent•es handicap dans les composantes pédagogiques. Des heures sont affectées pour assurer cette fonction. Leur rôle est défini et communiqué dans le schéma directeur pluriannuel du handicap. Il n'y a cependant pas de formation dédiée à la prise de fonction, en dehors de celles qui existent dans le catalogue de formation.

Au regard de l'offre de formation de l'établissement (exemple : master « genre égalité et politiques sociales », formation courte « la Bifurque : master transitions environnementales dans les territoires, master Transports et mobilités, master économie écologie et développement durable...), un certain nombre d'E-EC ont des compétences développement durable et responsabilité sociétale et environnementale avérées.

Par ailleurs, le laboratoire Traces, entre autres, s'est doté d'une commission « Eco-traces » afin de transformer les pratiques de recherche et de les mettre en accord avec les défis auxquels la société va devoir faire face. Son objectif est « d'intégrer les enjeux environnementaux à la conduite de la recherche ».

Volet formation :

Le catalogue de formations UT2J propose des formations dédiées aux E-EC. Un parcours est dédié spécifiquement aux nouveaux maîtres et maîtresses de conférences. Tout un chacun peut choisir de suivre des formations dans les domaines DDRS, HSE... Par ailleurs les E-EC ont également accès à des formations mutualisées, une communication est faite sur l'ENT :

- Service mutualisé pour la formation continue des enseignant•es-chercheur•ses : plateforme SIUP (Service interuniversitaire de pédagogies) « Comment enseigner la transition écologique et sociale dans ma discipline ? et Concevoir un cours inclusif (Partie 1 et Partie 2) », « Prévenir les discriminations »
- ENSEEIHT : Formation TES Transition économique et sociale
- Diplôme d'Université à destination des enseignant•es porté par la Comue « Former aux enjeux de la transition écologique et du développement durable : vers une pédagogie active et interdisciplinaire »
- UVED
- MENTOR
- SAFIRE

Lors de la journée des nouveaux arrivants organisée deux fois par an (mois de septembre et janvier, commune à l'ensemble des personnels de l'UT2J), une sensibilisation aux VSS est mise en œuvre.

Le CNRS propose également aux chercheur•ses des formations thématiques :

- Formation à l'animation fresque du climat
- Formation à la posture d'animateur•rice
- Formation référent•e DD en délégation ou institut
- Formation à la facilitation d'une démarche de transition
- Formation numérique écoresponsable
- Formation éco-conception

II. Objectifs

1. Développer les compétences DDRSE des E-EC

Les compétences DDRSE des E-EC existent, mais il n'y a pas de recensement de celles-ci, ni dans les besoins exprimés par l'établissement lors du recrutement, ni dans le suivi des formations suivies en dehors de celles du catalogue de formation UT2J.

Il s'agira dans un premier temps d'identifier les besoins de développement des compétences des E-EC. Une enquête dans ce sens a été lancée en novembre 2024. A partir de ces résultats, l'UT2J intégrera une offre de formation TEDS spécifique à destination des E-EC, qui pourra être systématisée à terme.

2. Intégrer la dimension DDRSE du recrutement à l'avancement

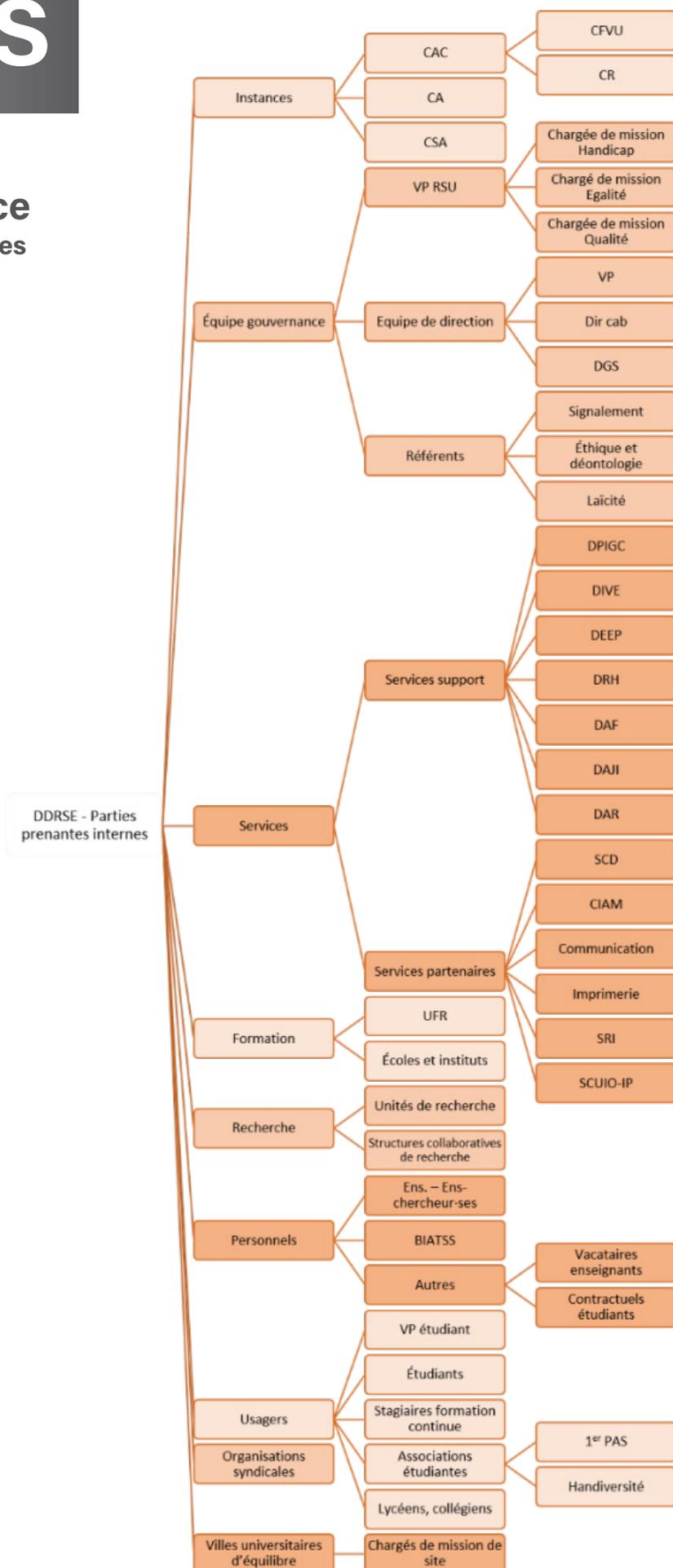
Par ailleurs, la dimension DDRSE sera intégrée dès la phase de recrutement, les profils de postes des E-EC intégreront les engagements DDRSE de l'UT2J et l'intégration d'un critère dédié aux initiatives DDRS dans l'avancement de corps et de grade sera proposée au CAC.

III. Plan d'action

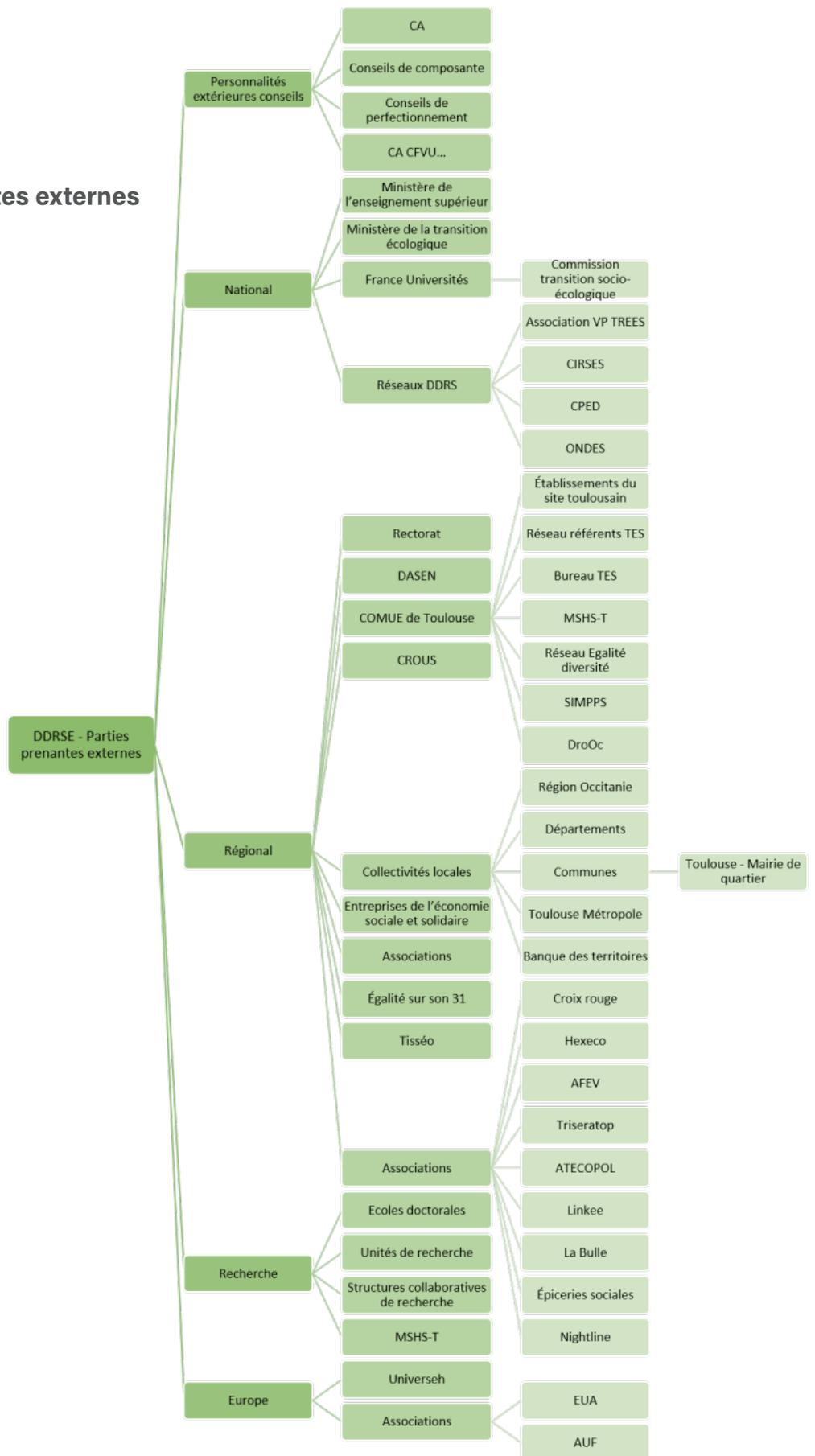
Action	Portage	Échéance prévue	Moyens
Objectif 1 : Développer les compétences DDRSE des EC			
Identifier le niveau des connaissances des E-EC sur les thématiques DDRS et les besoins de formations (utiliser le questionnaire adressé dans le cadre de la formation des E-EC à la TEDS) : mise en œuvre d'un questionnaire	Service RH, VP CA	2024	
Définir et systématiser une formation aux thématiques DDRS dans le parcours de titularisation	Service RH	2025	Financiers
Communiquer sur l'offre de formation interne et mutualisée (UVED, MENTOR, SAFIRE, SIUP, PARFAIRE...) : ENT des enseignant•es	Service RH, service com	2025	
Intégrer dans le plan de formation la formation des référent•es handicap des composantes pédagogiques	Service RH, Cdm handicap	2026	
<i>Indicateurs de suivi : nombre d'EC formé•es par thématique</i>			
<i>Ratio nombre de nouveaux agent•es / Nombre de nouveaux agent•es formé•es</i>			
Objectif 2 : Intégrer la dimension DDRSE du recrutement à l'avancement			
Lors du processus de recrutement, dans la publication du profil de poste, intégrer un texte spécifique sur l'engagement UT2J dans le DDRSE	Service RH, VP CR	2025	
Lors de la signature du PV d'installation, joindre une charte DDRSE (recherche et enseignement)	Service RH	2025	
Intégrer dans l'avancement de corps et de grade un critère dédié aux initiatives DDRS (à faire valider en CAC)	Service RH, VP CR	2026	

ANNEXES

Ambition 1 gouvernance Annexe 1 parties prenantes internes



Annexe 2 parties prenantes externes



Annexe 3 liste des GT par axe

Axe	GT	Axe	GT
Stratégie et gouvernance	Formaliser la politique RSU et l'intégrer à toute l'activité de l'UT2J	Environnement	Réduire les émissions de gaz à effet de serre
	Déployer et piloter la stratégie RSU		Elaborer un plan mobilité
	Contribuer avec les parties prenantes à la construction d'une société responsable		Mettre en place une démarche d'alimentation responsable
	Élaborer la politique d'achats responsables		Intégrer le DD dans le SPSI
	Élaborer la stratégie de communication responsable		Réduire la consommation des ressources
	Élaborer la stratégie du numérique responsable		Réduire les atteintes à l'environnement
Enseignement et formation	Déployer le socle commun pour la formation TEDS	Politique sociale et qualité de vie	Formaliser la politique en faveur de la biodiversité
	Former les enseignant.es		Schéma directeur du handicap
	Ouvrir à l'international dans un objectif de co-développement concernant les parties prenantes internes		Formaliser la politique d'égalité des chances
Recherche	Formaliser l'intégration du DDRS dans la stratégie de recherche	Politique sociale et qualité de vie	Elaborer le schéma directeur de la vie étudiante
	Formaliser la stratégie d'interaction sciences et société		Formaliser la politique de qualité de vie au travail
	Formaliser le dispositif de réflexion éthique		Développement des compétences, dont les compétences DD&RS, dans l'évolution des métiers
			Elaborer un nouveau plan égalité

Ambition 2 Former une société éclairée, agissante sur les transitions

Annexe 4 cartographie des UE

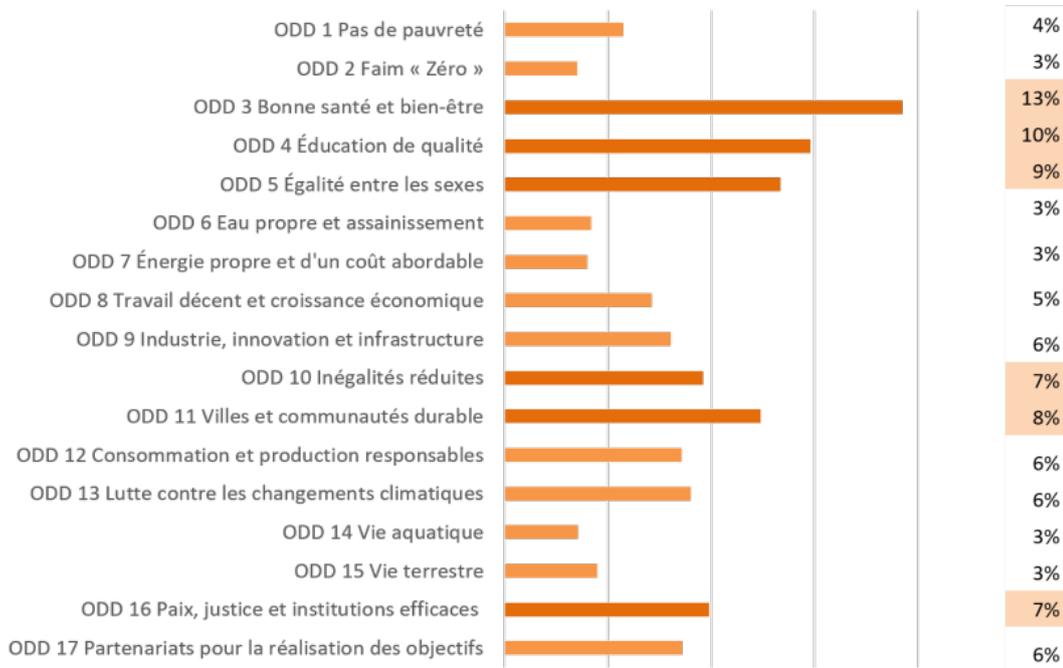
Les UE identifiées TEDS

	Nb total d'UE	UE non concernées		UE identifiées TEDS		Inscrits UE
UFR HAA	530	458	86%	72	14%	14%
UFR LLCE	1108	1063	96%	45	4%	4%
UFR LPMASC	1042	971	93%	71	7%	7%
UFR Psychologie	396	167	42%	229	58%	74%
UFR SES	783	520	66%	263	34%	40%
I.F.M.I.	13	4	31%	9	69%	78%
I.P.E.A.T.	24	17	71%	7	29%	19%
I.S.T.H.I.A.	278	196	71%	82	29%	28%
INSPE	1572	1401	89%	171	11%	20%
ISCID	140	115	83%	24	17%	22%
SFCA	13	2	15%	11	85%	55%
Total général	5898	4914	83%	984	17%	27%

UE identifiées TEDS sur la base des retours produits par les composantes = UE comprenant au moins un lien à un ODD

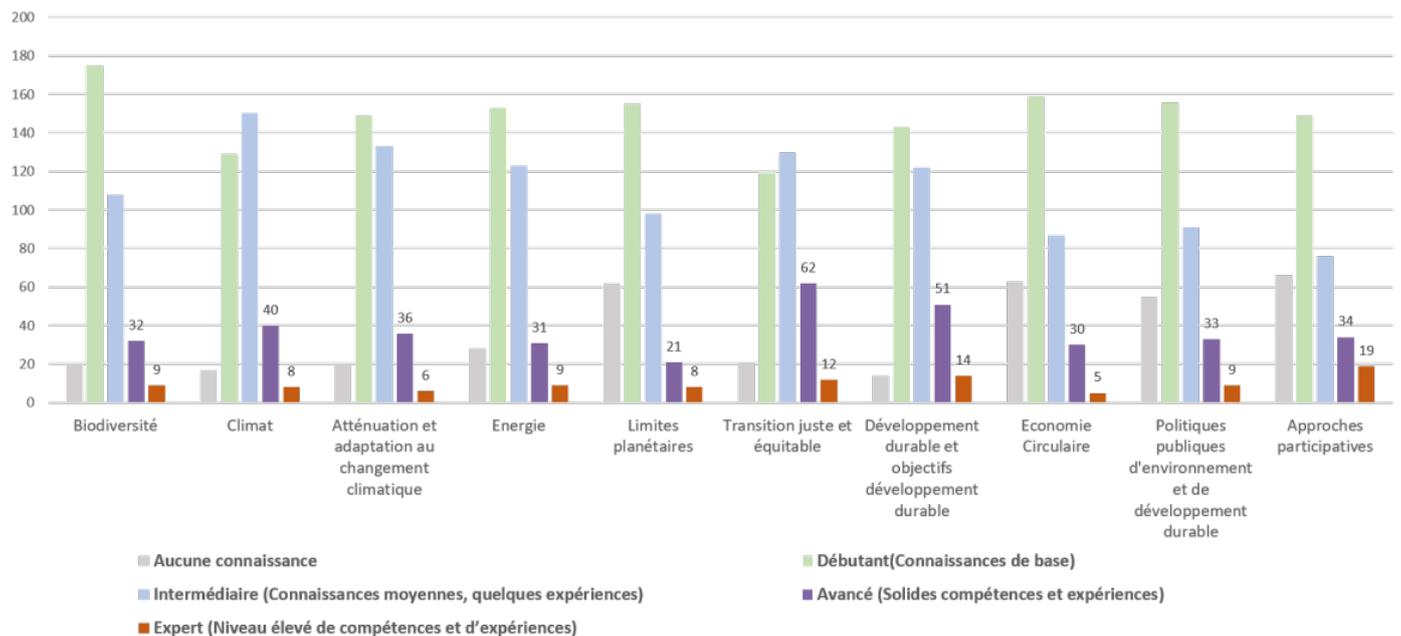
Annexe 5 cartographie des UE / ODD

La représentation des ODD dans notre offre



Annexe 6 enquête TEDS enseignant•es

Autoévaluation du niveau de connaissances par thématiques



Ambition 4 Environnement

Annexe 7 : Consommations énergétiques et d'eau : suivi pluriannuel par site, 2019

Consommations énergétiques et d'eau : suivi pluriannuel par site					2019						
Nom du site	Adresse	Ville	Nom du bâtiment	Surface m ² SUB	Consommations en Kwh					Catégorie DPE	EAU M3
					Electricité	Gaz	Chauffage urbain / biomasse / géothermie	Total	Ratio Kwh/m ² SUB		
CAMPUS DU MIRAIL	5 Allées Antonio Machado	TOULOUSE Cedex 9	Tous bâtiments	112 135	6 477 551	146 379	6 645 219	13 269 149	118		27 855
Centre universitaire du Taur	56 rue du Taur	TOULOUSE cedex 9	Tous bâtiments	4 426	239 132	357 303		596 435	135	C	1 041
INSPE Saint Agne	56 avenue de l'URSS	TOULOUSE cedex 4	Tous bâtiments Eau réseau incendie	6 638	336 425	92 321		428 746	65	B	2 284
INSPE Croix de Pierre	181 avenue de	TOULOUSE	Eau réseau incendie								0
INSPE Rangueil	118 route de Narbonne	TOULOUSE	Tous bâtiments	9 586	186 940	71 720	598 400	857 060	89	B	2 599
IUT de Blagnac	1 place Georges Brassens	BLAGNAC	Tous bâtiments Eau réseau incendie	6 842	405 837	548 866		954 703	140	C	0
IUT de Figeac	1 avenue Roger dessolin	FIGEAC	Tous bâtiments	6 300	363 431		719 995	1 083 426	172	C	
INSPE Auch	24 rue d'Embaques	AUCH	Tous bâtiments	2 051	47 770	151 451		199 221	97	B	288
Centre universitaire d'Ariège	4 avenue Raoul Lafagette	FOIX	Bâtiments 6-7-8	2 488	71 608	230 288		301 896	121	C	
INSPE Tarbes	3 rue de Lautréamont	TARBES	Tous bâtiments	2 950	65 687	189 777		255 464	87	B	891
TOTAL				159 413	8 420 837	2 511 747	7 963 614	18 896 198	119	C	36 088

Annexe 8 : Consommations énergétiques et d'eau : suivi pluriannuel par site, 2023

Consommations énergétiques et d'eau : suivi pluriannuel par site					2023								
Nom du site	Adresse	Ville	Nom du bâtiment	Surface m ² SUB	Consommations en Kwh					Evolution par rapport à 2019	Ratio Kwh/m ² SUB	Catégorie DPE	EAU M3
					Electricité	Gaz	Chauffage urbain / biomasse / géothermie	Total					
CAMPUS DU MIRAIL	5 Allées Antonio Machado	TOULOUSE Cedex 9	Tous bâtiments	112 135	4 912 244	132 691	5 077 285	10 122 220	-23,7%	90	B	53 981	
Centre universitaire du Taur	56 rue du Taur	TOULOUSE cedex 9	Tous bâtiments	4 426	229 233	282 998		512 231	-14,1%	116	C	546	
INSPE Saint Agne	56 avenue de l'URSS	TOULOUSE cedex 4	Tous bâtiments Eau réseau incendie	6 638	272 805	60 210		333 015	-22,3%	50	B	3058 1104	
INSPE Croix de Pierre	181 avenue de Muret	TOULOUSE cedex 3	Logement de fonction + préfabriqués + halle des sports	75	28 579	585 930		756 747				1245	
			Bâtiment principal (tous les bâtiments sauf ceux indiqués ci-dessus) Eau réseau incendie	5 922	142 238				-20,4%	126	C	10	
INSPE Rangueil	118 route de Narbonne	TOULOUSE	Tous bâtiments	9 586	125 675	49 321	233 890	408 886	-52,3%	43	A	2213	
IUT de Blagnac	1 place Georges Brassens	BLAGNAC	Tous bâtiments Eau réseau incendie	6 842	338 094	453 609		791 703	-17,1%	116	C	1388 5	
IUT de Figeac	1 avenue Roger dessolin	FIGEAC	Tous bâtiments	6 300	252 381		566 816	819 197	-24,4%	130	C	949	
INSPE Auch	24 rue d'Embaques	AUCH	Tous bâtiments	2 051	33 181	141 341		174 522	-12,4%	85	B	214	
Centre universitaire d'Ariège	4 avenue Raoul Lafagette	FOIX	Bâtiments 6-7-8	2 488	79 619	206 922		286 541	-5,1%	115	C	710	
INSPE Tarbes	3 rue de Lautréamont	TARBES	Tous bâtiments	2 950	60 736	161 180		221 916	-13,1%	75	B	846	
TOTAL				159 413	6 474 785	2 074 202	5 877 991	14 426 978	-23,7%	91	B	66 269	
					part ENR : 41%		-24%		par rapport à 2019				

Annexe 9 : Pilotage centralisé et informatisé des installations techniques, Toulouse campus Mirail

Site	Bâtiments pilotés	Installations techniques pilotés	Année d'installation	Nom du logiciel et fabricant/éditeur	Classe de GTB (*)	Observations	Amélioration proposée
Toulouse - campus Mirail	Bâtiment 15 L'Arche	Chauffage/Ventilation/Climatisation ou rafraîchissement	2021	PCVUE (arcinformatique)	C	Radiateur en hiver, régulation horaire et température. Régulation par façade (les 5 niveaux sont régulés de la même façon) sur les vannes 3 voies sur eau chaude. Pas de tête thermostatique sur tous les radiateurs	Equiper les radiateurs d'une tête thermostatique connectée et de vanne IPCV + détecteurs de présence par pièces (passage en classe A)
	Bâtiment 05 Université Ouverte				C	Radiateur salles de cours et salles de réunion : régulation horaire et température par salles. VRV studio salle MIN Panneau rayonnant salle SCUOIP. Régulation température et horaire + tête thermostatique. L'éclairage est équipé de détecteurs de présence	Tête thermostatique connectée dans les bureaux des agents pour mettre les profils horaires des agents + jour de télétravail. Voir si possible de récupérer l'information du détecteur de présence dans les bureaux
	Bâtiment 26 MDR 1				B	MDR ventilo-convecteur par bureaux régulation horaire et température été / hiver. Circuit radiateur : régulation horaire et température une vanne 3 voies sur eau chaude (partie commune)	
	Bâtiment 31 Erasme		2019	SVC Novapro open	C	SVC Climatisation régulation sur température d'eau et horaire Nova pro Open Chauffage régulation sur vanne d'eau chaude et horaire + tête thermostatique	Tête thermostatique connectée dans les bureaux des agents pour mettre les profils horaires des agents + jour de télétravail
	Bâtiment 11 La Fabrique		2012	Novapro open	C	Commande des départs radiateurs horaire et température + tête thermostatique	Tête thermostatique connectée dans les bureaux des agents pour mettre les profils horaires des agents + jour de télétravail
	Bâtiment 25 BUC		2017		B	Ventilo convecteur par bureau avec thermostat et retour sur la GTC+ CTA régulation température et horaire avec remonté des température sur les salles de lecture	
	Bâtiment 3 P. Malrieu		2016		C	Commande des départs radiateurs horaire et température	
	Amphithéâtres ABCDEF		2016		B	Amphithéâtres ABCDEF: Régulation horaire et température par amphithéâtre,	
	Bâtiment 14 Olympie de Gouges		2014		C	Commande des départs radiateurs horaire et température + tête thermostatique	
	Bâtiment 13 Accueil		2016		C	Commande des départs radiateurs horaire et température + tête thermostatique	
	Bâtiment 20 Présidence		2016		C	Commande des départs radiateurs horaire et température + tête thermostatique	
	Bâtiment 19 Maison des Solidarités		2016		C	Commande des départs radiateurs horaire et température + tête thermostatique	
	Bâtiment 18 Le Gai Savoir		2016		C	Commande des départs radiateurs horaire et température + tête thermostatique	
	Bâtiment 17 Le Gymnase		2016		C	Commande des départs radiateurs horaire et température + tête thermostatique	
	Bâtiment 27 MDR 2		2014	C	Commande des départs radiateurs horaire et température + tête thermostatique		
	Château, Annexe du château, bâtiments "Patrimoine", "G. Candilis" et "H. Mayer"		néant			Pas de GTC: Régulateur en chaudière RVL Siemens Rien pour l'Ovale mais la reconstruction du bâtiment "Epicure" permettra le déploiement d'une GTC	Mettre en place la GTC : automate qui remonte les informations de l'IRV? Têtes thermostatiques connectées avec détecteur de présence

Annexe 10 : Pilotage centralisé et informatisé des installations techniques, Toulouse sites hors Mirail

Site	Bâtiments pilotés	Installations techniques pilotés	Année d'installation	Nom du logiciel et fabricant/éditeur	Classe de GTB (*)	Observations	Amélioration proposée
Toulouse - centre du Taur	Tous bâtiment	Chaufferie	2023	PCVUE (arcinformatique)	C	Commande des départs radiateurs Horaire et température	Piloter les CTA et le groupe froid, Tete thermostatiques sur les radiateur. Si on met des detecteurs de presences les utiliser pour le chauffage et l'éclairage
Toulouse - Saint Agne	Tous bâtiments sauf bâtiment recherche	Chauffage/Ventilation	2021	SAIA	B		
Toulouse - Croix de Pierre	Tous bâtiments sauf Halle sportive	Chauffage/Ventilation	2018	SAIA	B		
Toulouse - Rangueil	Halle technologique	Chauffage	2003	Johnson Control et Metasys	C	remplacement prévu en 2024 par un logiciel SAIA ou PCVUE	
	Bâtiment principal	CTA des 2 amphis	1995		C	remplacement prévu en 2024 par un logiciel SAIA ou PCVUE système géré par l'Université de Toulouse (SGE).	
		Chauffage bâtiment	2019		SAIA	B	logiciel progressivement remplacé par SAIA et PCVUE
	Brises-Soleil Orientables	2022	Zenio	C	système embarqué avec dalle tactile et station météo		
Blagnac	Tous locaux	Chauffage/Ventilation/Climatisation	2019	SVC	C	Commande des départs radiateurs Horaire et température + tête thermostatique	
Figeac	Tous locaux sauf restaurant universitaire		2021	Siemens (SYNCO IC)	B	Commande des départs radiateurs Horaire et température + tête thermostatique relier à la GTC	
Foix	Bâtiment 6, 7 et 8		2023	Siemens (SINCO)	B		
Tarbes	Bâtiment principal	chauffage	2019		B	régulation intégrée dans le pilotage de la chaudière De Dietrich c330 ECO VG DIEMATIC 261kw pas de connexion à distance	
						(*) A = GTB à fort rendement énergétique (éligible aux CEE) B = GTB avancée (éligible aux CEE et conforme au décret BACS) C = GTB standard (conforme au décret BACS) D = GTB non rentable d'un point de vue énergétique (non conforme au décret BACS)	

Annexe 11 : Production photovoltaïque de l'UT2J, état des lieux

Site	Bâtiment	Année d'installation	Surface de panneaux installés en m ²	Puissance maximale en kwc	Production réelle moyenne / annuelle en kwh	Observations
Toulouse - campus Mirail	n°31 - Erasme	2012	400	56	55 800	revendue à ENEDIS (en activité)
	n°3 - P. Malrieu	2016	75	13	14 822	autoconsommée (en activité)
	n°5 - Université Ouverte	2021	72	15	18 970	autoconsommée (en activité)
	n°18 - Le Gai Savoir	2021	40	8	10 826	autoconsommée (en activité)
	n°25 - BUC	2022	250	60	67 000	autoconsommée (en activité)
Toulouse - campus Rangueil	Bâtiment principal	2023	254	50,31	63 388	autoconsommé (mis en service en juillet 2024 après résolution du problème technico-réglementaire ENEDIS/SGE)
Blagnac	Toiture aile E	2024	29	6	9 240	autoconsommée (mis en service en juillet 2024)
Toulouse - Saint Agne	Restaurant	2024	182	40	48 000	installation prévue en octobre 2024
Toulouse - Croix de Pierre	Halle sportive	2025		52		installation prévue en mars 2025
Figeac	Toiture restaurant U	2022	58	12	11 880	autoconsommée (en cours de déploiement)
Total			1 360	312,31	240 046	<i>estimation</i>

Annexe 12 : Bâtiments/locaux équipés de LED

Site	Bâtiment/locaux équipés de LED	Année d'installation
Toulouse – campus du Mirail	N°25 – BUC : espaces de lecture/cages d'escaliers puis R+4	2012-24
	Château (R+1 et R+2)	2014
	Annexe du Château (grande salle+PdRH)	2014-25
	N°25 – BUC : parking	2016
	N°31 – Erasme : parking et amphi 12	2017
	N°15 – Arche : tous locaux sauf circulations	2021
	N°26 – MDR 1 : tous locaux	2021
	N°05 – Université Ouverte : tous locaux	2021
	N°32 – Henri Mayer : tous locaux	2023
	N°4 – Georges Candilis : tous locaux	2023
	Eclairage public extérieur : parc du Château (300 candélabres sur 350)	2022-23
	Galeria techniques en sous-sol (sauf galerie de la Mémoire en tubes fluo)	2022
Toulouse – centre du Taur	Tous locaux et cour extérieure	2024
Toulouse – Saint Agne	Tous locaux y compris éclairage extérieur	2023
Toulouse – Croix de Pierre	Bâtiment principal et halle sportive y compris éclairage extérieur	2023
Toulouse – Rangueil	Bâtiment principal : tous locaux	2022-23
	Amphithéâtres	2025
IUT Blagnac	Bibliothèque et amphi 1	2023
IUT Figeac	Tous locaux sauf restaurant	2021
Foix	Bâtiment 7 : amphithéâtre	2023

INDEX

AAP : appels à projets
AAP ANR : appels à projets de l'agence nationale de la recherche
ALL : arts, lettres, langues
AMI-SHS : appel à manifestation d'intérêt - sciences humaine et sociales
ANRT : association nationale de la recherche et de la technologie
APPE : pôle aide au pilotage et politique d'établissement
ATECOPOL : atelier d'écologie politique
BEGES : bilan des émissions de gaz à effet de serre
BIATSS : personnel de bibliothèques, ingénieurs, administratifs, techniques, sociaux et santé
CA : conseil d'administration
CAC : conseil académique
CD31 : conseil départemental de Haute-Garonne
CDU : contrat doctoral unique
CEDIS : collège éthique, déontologie et intégrité scientifique
CER : comité d'éthique de la recherche
CIFRE : convention industrielle de formation par la recherche
COMP : contrat d'objectifs, de moyens et de performance
Comue : communauté d'universités et établissements
COFIL : comité de pilotage
CSA : Conseil social d'administration
DEEE : déchet d'équipement électrique et électronique
DDRSE : développement durable et responsabilité sociale et environnementale
DEEP : direction de l'évaluation, des études et de la prospective
DOETH : déclaration obligatoire d'emploi des travailleurs handicapés
DROcc : datacenter régional Occitanie
DU : diplôme universitaire
DUERP : Document unique d'évaluation des risques professionnels
ECTS : european credit transfer and accumulation system
ED : école doctorale
E-EC : enseignant•es et enseignant•es chercheur•ses
ENR : énergies renouvelables
ENT : espace numérique de travail
EPE : établissement public expérimental
EPSI : émergence de produits et de services innovants
ESH : Etudiants en situation de handicap
GPEEC : Gestion prévisionnelle des emplois, des effectifs et des compétences
GES : gaz à effet de serre
GTC : gestion technique centralisée
HAL : plateforme en ligne d'archives ouvertes
HCERES : haut conseil de l'évaluation de la recherche et de l'enseignement supérieur
HSE : hygiène, sécurité, environnement
ITE : isolation thermique extérieure
IUT : institut universitaire de technologie
MOOC : massive open online courses



ODD : objectif de développement durable
PIA : programme investissement d'avenir
PSE : plan de sobriété énergétique
PPP : partenariat public-privé
PPI : programme pluriannuel d'investissement
QVCT : qualité de vie et conditions de travail
RGPD : réglementation européenne de protection des données personnelles
RSU : responsabilité sociétale de l'université
SAPS : science avec et pour la société
SATT TTT : société d'accélération du transfert de technologies, Toulouse tech transfert,
SD DDRSE : schéma directeur du développement durable et de la responsabilité sociétale et
environnementale
SDH : Schéma directeur pluriannuel du handicap
SDVE : schéma d'amélioration de la vie étudiante
SHS : sciences humaines et sociales
SPSI : Schéma pluriannuel de stratégie immobilière
TEDS : transition écologique et développement soutenable
TES : transition écologique et sociétale
TIRIS : Toulouse initiative for research's impact on society
UE : unité d'enseignement
UFR : unité de formations et de recherche
UT2J : université Toulouse Jean Jaurès
UVED : université virtuelle environnement et développement durable
VP : vice-présidence
VPD : vice-présidence déléguée
VSS : violences sexistes et sexuelles
VUE : ville universitaire d'équilibre